

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

**LA SITUATION
ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE
DE LA
ROUMANIE
Sous l'Occupation Allemande**

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences politiques et économiques)

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu le 5 Décembre 1921, à 2 heures

PAR

A. BERINDEY

Président : M. RIST, professeur.

Suffragants : { M. TRUCHY, professeur.
M. PERREAU, professeur.

PARIS (5^e)

LIBRAIRIE DE JURISPRUDENCE ANCIENNE ET MODERNE

EDOUARD DUCHEMIN

18, Rue Soufflot, 18

1921

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LA SITUATION
ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE
DE LA
ROUMANIE
Sous l'Occupation Allemande



THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences politiques et économiques)

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu le 5 Décembre 1921, à 2 heures

PAR

A. BERINDEY

Président : M. RIST, professeur.

Suffragants : { M. TRUCHY, professeur.
 { M. PERREAU, professeur.

PARIS (5^e)

LIBRAIRIE DE JURISPRUDENCE ANCIENNE ET MODERNE

EDOUARD DUCHEMIN

18, Rue Soufflot, 18

1921

AVANT-PROPOS

Nous estimons qu'il est de notre devoir, avant de donner le moindre aperçu de ce que fût la pénible et ruineuse occupation allemande en Roumanie, de rappeler en quelques lignes les circonstances et la principale cause de cette calamité. M. Briand a dit, dans un de ses derniers discours : « On ne sait pas assez le rôle que la Roumanie a joué dans « cette guerre. On voit trop volontiers qu'elle a été écrasée « et on ne retient que cela. Mais ce qu'il faut dire c'est que « cet écrasement ne s'est pas accompli sans qu'elle oppose « une grande résistance héroïque, au cours de laquelle deux « grandes armées allemandes ont été anéanties qui, sans « cela, seraient venues combattre contre la France. (1) »

La Roumanie est entrée en guerre le 28 août 1916, ralliant ainsi les défenseurs du droit, ayant le ferme espoir de contribuer à la victoire finale et de pouvoir, par elle, accomplir son plus grand désir : délivrer de sous la domination maghiare ses frères de Transylvanie, du Banat et de Bukovine.

Les premières semaines de guerre furent favorables aux

(1) Ch. Députés. Séance du 7 juin 1921. Discussion Traité de Trianon.

troupes roumaines qui réussirent, en une vingtaine de jours, à occuper plus d'un quart de la Transylvanie. Mais, hélas ! ces jours de gloire ne durèrent pas longtemps. Le grand quartier général allemand, dont le général von Hindenbourg avait depuis peu, pris la direction, comprit l'importance du front roumain et envoya contre nous le général von Falkenhayn à la tête d'une dizaine de divisions prélevées sur les autres fronts. En même temps, le général von Makensen, l'envahisseur de la Serbie, reçut l'ordre de pousser plus à fond l'offensive commencée au sud de la Dobroudja et qui avait dès le début eu pour résultat la prise de la ville fortifiée de Turtukaia, important point stratégique. Du 19 septembre au 12 octobre, l'armée roumaine, malgré la bravoure de ses soldats, malgré la douleur et le regret de devoir abandonner les territoires à peine délivrés, dût, devant la forte pression des divisions allemandes, battre en retraite vers les montagnes des Carpathes.

En Dobroudja, l'offensive allemando-bulgare, arrêtée pendant quelque temps par la victoire roumaine d'Amzaceu reprit avec fureur. Le port de Constantza dut être évacué et tomba le 23 octobre aux mains de nos ennemis. Derrière les hauts cols des Carpathes, s'accrochant aux moindres rochers, les soldats roumains défendirent la frontière pas à pas. Il a fallu aux troupes de Falkenhayn attendre jusqu'au 15 novembre, malgré la supériorité numérique (1) et leur formidable matériel de guerre, pour arriver à trouver une

(1) Les Allemands amenèrent jusqu'à 41 divisions sur le front roumain. — DJUVARA. *La Guerre roumaine*, p. 101.

fissure dans la ligne du front et parvenir à s'y infiltrer. Il s'en est fallu de bien peu que dans cette même vallée du Jiu qui avait été quelques semaines avant le tombeau de la 11^e division bavaroise, les Allemands subissent à nouveau une défaite. Ils ne furent sauvés que par le manque de renfort roumain, qui ne pouvait arriver à cause d'autres circonstances que nous examinerons plus loin.

Ici commence le calvaire roumain. La plaine était ouverte aux hordes allemandes et il était bien difficile à la petite armée roumaine, inférieure en nombre, ayant peu de canons, très peu de mitrailleuses, l'aide russe faisant défaut de résister victorieusement. Le 21 novembre, la ville de Craiova fut prise et le 23 novembre un événement bien plus grave eut lieu. Les troupes de Makensen, qui se trouvaient à la frontière sud de la Roumanie, avaient réussi à traverser le Danube et l'armée roumaine était maintenant attaquée de trois côtés. Le seul espoir qu'il nous restait était d'avoir une Marne roumaine sur la rivière Argesh qui coule non loin de Bucarest. Le 30 novembre la bataille commença et les deux premiers jours nous furent favorables au point de faire croire au général Berthelot, arrivé depuis peu au grand Quartier général roumain que nous allions être surement victorieux. Deux divisions russes, campées dans les environs de la ville devaient servir de réserve ; mais, quand l'ordre de marcher à l'ennemi leur fut donné elles refusèrent de se battre, disant qu'elles n'avaient pas d'instructions à ce sujet du grand Quartier général russe. Hélas ! la bataille fut alors perdue ! Bucarest dut être évacué le 4 décembre et les trois semaines qui suivirent permirent aux troupes allemandes

d'occuper, le 6 décembre, la riche région pétrolifère, le 14 décembre la ville de Buzeu, le 27 décembre après quelques jours de lutte la ville de Ramnicou-Sarat et d'arrêter avec la fin de l'année l'offensive sur les bords du Sereth.

Ayant ainsi exposé les principales étapes de l'invasion allemande en Roumanie, nous allons montrer que si le traité signé le 17 août 1916 entre la Roumanie et les Alliés avait été respecté par la Russie, notre pays n'aurait pas eu à subir les horreurs de l'occupation. En effet, examinons l'article 3 de la convention militaire de ce traité qui dit : « La Russie s'engage, au moment de la mobilisation de l'armée roumaine, à envoyer en Dobroudja deux divisions d'infanterie et une division de cavalerie pour coopérer avec l'armée roumaine contre l'armée bulgare. » Or, à peine le 10 septembre, donc deux semaines après notre entrée en guerre, les premières troupes russes firent leur apparition et se préparèrent à traverser le Danube à Reni, pour aller ensuite rejoindre l'armée roumaine en Dobroudja. Ce retard qui n'est explicable que par une défection volontaire, permit aux troupes bulgaro-allemandes de remporter un premier succès en occupant la ville de Turtukaia et, par la conquête de cet important point stratégique, de compromettre la défense de la Dobroudja. Citons à l'appui le rapport du colonel Maurice Desprès, attaché militaire français à Bucarest à l'époque de l'entrée en guerre de la Roumanie (1).

Le rapport précise les conditions dans lesquelles fut

(1) *Le Temps*, 15 octobre 1919.

conclu l'accord militaire d'août 1916, qui établit les termes de l'intervention roumaine. Cette intervention fut décidée pour le courant du mois d'août, à la suite d'un ultimatum russe, appuyé par les autres alliés, qui sommèrent la Roumanie d'intervenir tout de suite ou de renoncer à jamais à ses aspirations nationales. Ce fut le grand état-major russe qui imposa le plan de campagne en Transylvanie après avoir donné à la Roumanie des assurances expresses qu'elle ne serait pas inquiétée du côté bulgare.

M. Bratiano avait demandé aux Russes une aide de 200.000 hommes ; ces derniers proposèrent d'accorder une seule division d'infanterie. Après négociations on tombe d'accord sur le chiffre *immédiat* de 50.000 hommes, qui d'ailleurs n'arrivèrent sur le terrain des opérations *que trop tard pour que leur aide fut efficace*.

L'état-major roumain fut aussi informé inexactement sur l'effectif de l'armée que les Austro-Allemands pouvaient opposer à l'offensive roumaine. Le général Alexieff affirmait que les réserves allemandes étaient complètement épuisées et qu'elles seraient retenues par l'offensive du général Broussilof au nord de la Moldavie. On sait que cette offensive ne se traduisit pas et que les généraux allemands trouvèrent à leur disposition toutes les forces nécessaires pour écraser la Roumanie.

Au mois de novembre, lorsque la partie était déjà fort compromise, le gouvernement russe se décida enfin à envoyer quelques divisions à notre secours ; mais alors, on assista à un fait fort curieux. Les troupes russes ne voulurent pas aider les Roumains à résister aux attaques

allemandes et consentirent tout au plus à protéger leur retraite jusqu'au Séreth.

M. Basilescu, dans son livre « La Roumanie pendant la guerre (1), nous donne l'explication de cette attitude : « Trois mois durant les Roumains renouvelèrent leurs « pressants appels à la Russie pour qu'elle leur vienne en « aide, mais personne ne voulut ni bouger ni écouter. « Sturmer, qui présidait le gouvernement russe et auquel « j'ai crié moi-même en face, au mois de septembre 1916, « toute l'horreur de son abandon, fut de pierre ; il pour- « suivait son plan de paix séparée avec l'Allemagne dont « l'enjeu était le partage de la Roumanie : la Russie « prenait la Moldavie, l'Allemagne la Valachie avec ses « richesses pétrolifères, et la Bulgarie la Dobroudja ! Ce « partage était convenu entre lui et von Jagow dès avant « l'entrée en guerre de la Roumanie ; car en passant le « Sereth, le baron von der Busche, ministre d'Allemagne « à Bucarest, dit au secrétaire américain, M. Andrews, qui « l'avait accompagné jusqu'à Jassy : « Voici la nouvelle « frontière de la Russie, le Sereth ! »

La défection russe est donc le point capital et la grande cause du désastre roumain. M. Raymond Poincaré a écrit à ce sujet les lignes suivantes : « (2) Un jour est malheu- « reusement venu où la défection russe a livré la Roumanie « aux empires du centre. Son territoire a été envahi, sa « capitale est tombée entre les mains des Allemands, sa

(1) P. 250.

(2) Av.-propos Livre *Les questions roumaines du temps présent*, recueil de conférences tenues par différentes personnalités roumaines à l'Ecole des Hautes Etudes Sociales.

« belle armée, pressée par le nombre, décimée par le feu,
« dévorée par les épidémies, a dû se replier et les alliés
« impuissants ont assisté de loin à ce désastre sans être
« en mesure de porter secours à cette noble nation qui
« était menacée de périr. »

Citons, en dernier lieu à ce sujet, l'opinion de M. Stephen Pichon : « La Roumanie compromise dès la première heure
« par des fautes imputables à d'autres qu'au gouvernement
« de Bucarest est livrée par la trahison de Sturmer aux
« armées allemandes (1). »

(1) *Petit Journal*, 26 juin 1917.

INTRODUCTION

Aperçu sur la richesse économique de la partie du territoire occupé par l'ennemi

La connaissance de la situation économique du territoire roumain envahi, telle qu'elle était avant l'occupation allemande, peut seule nous donner un aperçu de ce que fut la richesse de cette région et nous permettre de constater le pillage qu'elle a eu à subir de la part de l'envahisseur.

La Valachie, l'Olténie et la Dobroudja furent occupées du mois de novembre 1916 au mois de novembre 1918. Ces trois plus riches provinces de la Roumanie couvrent ensemble une superficie de 99.845 kilomètres carrés, donc plus des 2/3 de la superficie totale du pays qui était alors de 137.903 kilomètres carrés. Les troupes allemandes occupaient 21 départements sur les 34 départements que comprenait l'ancien royaume.

Les bouches du Danube, la rivière Sereth, les Carpathes, le Danube, la frontière roumano-bulgare au sud de la

Dobroudja et les rivages de la mer Noire forment respectivement au Nord, à l'Ouest, au Sud et à l'Est les limites du territoire envahi.

En ce qui concerne la population habitant le territoire ainsi délimité, nous constatons en observant le tableau ci-joint qu'elle était de 3.485.859 en Valachie, 1.484.706 en Olténie et de 693.120 en Dobroudja. L'ensemble formant un total de 5.663.685 âmes comprend donc plus des 2/3 de la population totale du royaume qui était de 7.897.241 habitants. En Moldavie, seule province roumaine restée libre, nous ne trouvons pour une étendue de 38.058 kilomètres carrés que 2.233.556 habitants.

La moyenne de la natalité annuelle était de 41.3 pour 1.000, la mortalité de 24 pour 1.000, donc l'excédent naturel de la population s'élevait à 17.3 pour 1.000 habitants.

Sur les huit grandes et plus importantes villes de Roumanie cinq, dont la capitale, se trouvaient situées dans la partie occupée. Ce sont les villes de : Bucarest (400.000 habitants), capitale du royaume, le plus important centre industriel et commercial du pays ; Craiova (60.000 habitants), principale ville d'Olténie, grand centre agricole situé dans une région très fertile ; Ploeshti (60.000 habitants), chef-lieu du département de Prahova, un des plus riches de Roumanie, important centre industriel au point de vue pétrolifère ; Braila (65.000 habitants), port sur le Danube à 150 kilomètres de la mer, débouché pour la vente des céréales ; Constantza (20.000 habitants), port moderne sur la mer Noire, bien outillé pour la manutention des produits exportés, possédant un pipe-line, de vastes réservoirs et de grands silos.

TABLEAU N° 1 (1)

	VALACHIE	OLTÉNIE	Dobroudja	Tot. ter. occ.	MOLDAVIE	Tot. Roumanie
Superficie en kilm.	52.505	24.078	23.262	99.845	38.058	137.903
Population	3.485.859	1.484 706	693.120	5.663.685	2.233.556	7.897.241
Densité p. kil. car.	66	62	30	56	58	57
Nombre de villes.	27	10	14	51	21	72
Dépassant 50.000 habit..	3	1		4	2	6
Nombre de villages..	1.164	649	134	1.947	673	2.620

Relief. — Au nord, les Carpathes, ancienne frontière entre la Roumanie et la Hongrie, présentent une région très accidentée, avec des altitudes variant entre 2.000 et 2.500 mètres, quelques rares pics dépassant cette hauteur. Des vallées boisées couvrent les flancs de ces montagnes avec des clairières qui servent de pâturages.

Plus bas, des collines hautes de 500 à 600 mètres forment à elles seules une autre région qu'on pourrait nommer, par rapport à la végétation qui la couvre, la région des fruits.

Tout le long du Danube, sur une largeur de 50 à 60 kilomètres, s'étendent de grandes plaines très fertiles qui, à cause de leur grande production de céréales, sont appelées le grenier de la Roumanie agricole.

Le relief de la Dobroudja ne ressemble en rien à celui des deux autres provinces. A l'intérieur des terres le terrain

(1) La Roumanie économique.

est assez accidenté, les collines hautes de 200 à 250 mètres n'y sont pas rares. Une petite bande plutôt sablonneuse qui longe les bords de la mer Noire est la seule partie vraiment plate de toute cette contrée.

Hydrographie. — Dans le territoire occupé nous trouvons un assez grand nombre de rivières qui, toutes, prennent leur source dans les Carpathes pour aller ensuite grossir les flots du Danube qui coule tout le long de la frontière roumaino-bulgare. Ce dernier baigne la terre roumaine sur une longueur de 1.075 kilomètres. La largeur varie entre 600 et 1.400 mètres et sa profondeur atteint souvent 30 mètres. Il forme donc une des meilleures voies à employer pour l'écoulement des richesses du pays. Parmi les rivières d'une certaine importance citons le Jiu, long de 200 kilomètres, mais non navigable, l'Olt, 380 kilomètres, navigable sur une cinquantaine de kilomètres, l'Argesh et la Ialomitza. Le manque de tirant d'eau est le défaut capital de toutes ces rivières à lit trop étendu. Il arrive même souvent que par les fortes chaleurs de l'été ces rivières dessèchent partiellement ; à cause de cela leur navigabilité laisse à désirer. Seul l'Olt, dans certaines parties de son parcours, sert à des transports, surtout par radeaux, le courant très fort par places et l'inégalité de sa profondeur rendant difficile et presque impossible l'emploi de péniches ou de bateaux.

Climat. — Par suite de sa situation géographique la partie du territoire roumain occupé par l'ennemi a un climat très changeant. La température moyenne en janvier

est de 4 à 3°; en juillet elle varie entre 25° et 30°. En ce qui concerne les pluies nous constatons qu'elles sont influencées par les chutes d'eau des Carpathes. Le long de la mer Noire la quantité moyenne de pluie est de 400^{mm}. Elle augmente en allant vers la montagne, pour atteindre, même à 900 mètres d'altitude, 900^{mm} (1).

Richesse du sol. — Le territoire occupé est un pays de richesses naturelles incomparables; des plaines immenses au sol fertile où domine la culture des céréales s'étendent à perte de vue, des mines métallifères, des mines de charbon, d'énormes gisements de pétroles, de grandes forêts forment un ensemble de produits qui peuvent s'écouler par la merveilleuse voie du Danube et par le port maritime de Constantza.

Agriculture. — La Roumanie est un pays essentiellement agricole et la base de sa richesse est formée par la grande quantité de céréales que ses terres arrivent à produire chaque année. De toutes ses provinces, celles qui ont eu à souffrir de l'invasion ont été de tout temps les plus productives. Il suffit du reste de consulter le tableau n° 2 pour s'apercevoir que de 2.107.289 hectares réservés dans tout le royaume à la culture du blé, 1.502.233 hectares étaient situés dans la partie occupée. La production annuelle de ces régions étaient respectivement pour le blé, le maïs et l'orge de 22.202.929 hectolitres, 26.414.784 et 7.309.000 hectolitres.

(1) La Roumanie économique.

TABLEAU N° 2 (1)

CÉRÉALES		TERRITOIRE OCCUPÉ	ROUMANIE
Blé	Superficie en hectares	1.502.233	2.107.289
	Production en hectolitres.....	22.202.929	30.451.520
Maïs.....	Superficie en hectares	1.651.231	1.904.249
	Production en hectolitres.....	26.414.784	31.447.292
Orge.....	Superficie en hectares.....	394.900	554.900
	Production en hectolitres.....	7.309.000	10.109.100

Le blé, le maïs, l'orge et l'avoine sont surtout plus intensivement cultivés dans la région voisine du Danube dont les grandes étendues de plaines se prêtent merveilleusement bien à ce genre de culture. La terre y est noire et contient une quantité importante de « cernozoïm » ce qui lui permet de produire encore des récoltes très abondantes sans avoir pour cela besoin d'engrais chimiques.

Le maïs occupe, dans l'agriculture roumaine, une place aussi importante que le blé car ses graines donnent une farine qui, préparée, est la base de l'alimentation du paysan roumain. Le revenu produit par la culture de cette céréale est de beaucoup inférieur à celui produit par le blé, mais elle présente de grands avantages au point de vue de l'assolement. La production du blé dans les champs

(1) CREANGA. V. II. *Les Finances roumaines sous le régime de l'occupation et de la paix allemandes.*

où fut cultivé le maïs l'année précédente est toujours supérieure à toutes productions obtenues après d'autres céréales car la culture du maïs nécessite un labour plus profond du sol.

TABLEAU N° 3 (année agricole 1916) (1)

NATURE DES CULTURES :	Superf. en hect.	Superf. en hect.	Quantité hectol.	Quantité hectol.
	Territoire occupé	Roumanie	Territoire occupé	Roumanie
1. Blé.....	1.464.686	1.960.138	24.167.319	32.342.277
2. Maïs	1.255.741	2.046.098	18.108.244	29.668.421
3. Orge.....	327.944	588.307	5.168.580	10.707.187
4. Avoine	247.536	432.245	5.890.356	10.287.031
5. Seigle.....	42.394	80.780	576.528	1.098.608
6. Millet.....	35.350	42.003	406.525	484.069
7. Colza.....	21.310	25.602	159.825	192.015
8. Haricots.....	60.172	76.149	559.599	708.185
9. Lin.....	6.630	7.915	59.670	71.234
10. Chanvre.....	2.636	6.173	23.724	55.556
11. Petits pois, fèves, lent.	14.877	31.738	219.487	467.692
12. Pommes de terre	5.526	14.051	501.760	1.275.830
13. Betteraves à sucre...	1.596	12.307	214.023	1.650.368
14. Tabac.....	9.063	9.664	58.909	62.816
15. Foin (naturel).....	191.991	396.741	3.475.037	7.181.112
16. — (artificiel).....	78.689	119.951	2.142.209	3.274.662
17. Luzerne, trèfles.....	30.769	59.968	1.144.606	2.220.809
18. Légumes, cult. mar..	19.815	27.436	1.024.819	1.333.355

(1) N. BANESCO. Statistique Ministère de l'Agriculture et des Domaines.

Le blé produit par nos terres noires est d'une qualité supérieure car sa moyenne du poids à l'hectolitre atteint 78 kilogrammes. L'exportation de cette céréale, qui est faite en grandes quantités, forme l'une des principales sources de la richesse nationale de notre pays. La production moyenne à l'hectare varie entre 19 et 21 hectolitres.

Le millet est peu cultivé chez nous. Le seigle était surtout plus abondant dans trois des départements envahis, Mehedinzi, Dolj et Constantza. La culture du colza était assez intense mais, en revanche, celle du chanvre était peu répandue.

Le tabac, dont l'Etat a le monopole, n'est cultivé que dans certains départements et avec une autorisation spéciale. Les régions montagneuses peu favorables aux céréales, produisent de grandes quantités de fourrages. Les vergers occupent dans le territoire occupé une superficie importante. Ils sont, en général, situés dans la région des collines. Les prunelais spécialement, forment la richesse des habitants de cette contrée qui extraient des prunes une espèce d'eau-de-vie nommée « tzuica » dont la vente leur est très rémunératrice. Les vignes sont très nombreuses dans la partie envahie. Elles sont surtout situées dans la région des collines et des côteaux où nous trouvons du reste les centres viticoles les plus renommés, tels que Dragashani (Valcea), Dealu Mare (département de Prahova) et Odobesti (département de Putna). Ce dernier se trouvait sur la ligne du front et a servi plus d'une fois de terrain de combat. La vigne est aussi cultivée dans la région des plaines, par exemple dans les départements de Vlasca, Teleorman, Romanati, mais les vins qu'on y récolte sont

d'une qualité inférieure et se conservent mal. La moyenne de production à l'hectare est de 40 à 44 hectolitres.

TABEAU N° 4 (année 1916) (1)

	Superficie en hectares — Territoire occupé	Superficie en hectares — Roumanie	Quantité en hectolitres — Territoire occupé	Quantité en hectolitres — Roumanie
Vignes roumaines..	10.630	34.467	212.600	689.340
— américaines.....	19.360	40.869	720.192	1.520.326
TOTAL VIGNOBLES...	29.990	75.336	932.792	2.209.666

Animaux domestiques. — Dans un pays qui, comme la Roumanie, possède de vastes plaines aptes à la production de céréales et où les moyens modernes de culture ne sont pas encore très répandus, le nombre d'hectares cultivés sont en rapport direct avec le nombre d'animaux domestiques, dont on peut disposer pour les travaux des champs. Ceci en ce qui concerne la Roumanie, a été du reste amplement confirmé par les événements de ces dernières années qui ont montré que faute d'animaux pour la traction des charrues, en 1918 et en 1919, un grand nombre de terres sont restées en friche. Cette pénurie a été causée par la guerre, les quelques réquisitions de l'armée roumaine, les vols commis par les Bulgares dans les régions voisines

(1) N. BANESCO. Statistique Ministère de l'Agriculture et des Domaines.

du Danube et dans la Dobroudja et surtout les réquisitions jusqu'à complet épuisement faites par les troupes allemandes d'occupation, ont privé le pays du meilleur de son cheptel.

Sur un total de 1.218.563 chevaux, 945.674 se trouvaient dans la partie envahie de la Roumanie. Pour les bœufs, les pores et les moutons nous trouvons respectivement dans le tableau n° 4 *bis* les chiffres suivants :

TABLEAU N° 4 *bis*

Nombre d'animaux domestiq.	Valachie	OLTÉNIE	DOBROUDJA	Moldavie	total du territoire. Oc.	total de la Roumanie
A) Chevaux	549.075	169.184	227.779	272.779	945.674	1.218.563
B) Bœufs	1.130.490	562.264	320.047	925.076	2.012.801	2.937.877
C) Pores	571.155	359.638	108.763	342.628	1.039.556	1.382.184
D) Moutons	2.666.988	1.119.713	2.266.230	1.758.478	6.052.331	7.810.809

Les chevaux roumains sont de petite taille mais très résistants. Les bœufs, pas grands mais robustes, servent à tirer les charrues et les chariots de transport. L'élevage des vaches laitières est défectueux et la race produit peu de lait. Les moutons, en grand nombre, surtout en Dobroudja, donnent une laine recherchée pour l'exportation ; les pores suffisent à la consommation locale.

Les pêcheries. — L'immense delta du Danube, le fleuve

(1) Y compris la nouvelle Dobroudja.

lui-même et surtout les lacs et les étangs voisins renferment de grandes quantités de poissons.

Les pêcheries de l'Etat où l'on prend des esturgeons, des carpes, des brochets et des harengs du Danube, lui procure d'importants revenus.

La pêche en mer est peu pratiquée sur les côtes de la mer Noire. En 1913-1914, la production des pêcheries a été de 15.350 tonnes (1).

Richesse forestière. — La richesse forestière de la partie occupée était très importante. Elle comprenait un million sept cent onze mille huit cent quatre-vingt quatorze hectares de forêts. Ce chiffre est respectable en comparaison de la richesse forestière de toute la Roumanie, qui était de 2.759.000 hectares.

Des trois provinces roumaines qui ont eu à subir l'occupation ennemie, l'Oltenie était la mieux dotée au point de vue forêts.

Depuis, la guerre dévastatrice est survenue, les duels d'artillerie ont ravagé nos montagnes les plus boisées et ensuite l'occupation allemande avec tout son cortège de réquisitions et de coupes forcées a complété la destruction de nos bois.

En Valachie et en Oltenie la propriété privée détient une grande partie des forêts tandis qu'en Dobroudja elle ne possède que 748 hectares sur une étendue totale de 142.571 hectares.

(1) GHEORGHIU. 6.46. *Aperçus sur la Situation économique et financière mondiale.*

TABLEAU N° 5 (1)

	VALACHIE	OLTENIE	Dobroudja (2)	MOLDAVIE	1 ^{er} Territoires occupés	TOTAL Roumanie
Propriété privée en hectares.....	427.873	468.000	748	593.897	896.621	1.490.518
Propriété de l'Etat en hectares.....	456.198	217.252	141.823	452.081	815.273	1.267.354
Etendue totale des forêts en hect...	884.071	685.252	142.571	1.045.978	1.711.894	2.777.872

Les bois roumains sont de première qualité : saules et peupliers sur les bords du Danube ; chênes, hêtres et frênes dans la plaine et les montagnes ; grandes quantités de sapins dans les Carpathes.

D'immenses réserves de bois sont encore inexploitées dans notre pays. Soixante-dix pour cent des capitaux engagés dans l'exploitation de nos forêts appartenaient malheureusement à des sociétés allemandes et austro-hongroises.

Les administrateurs de ces entreprises furent d'ailleurs d'excellents espions et guides pour l'armée allemande lors de l'invasion.

LA RICHESSE PÉTROLIFÈRE

Le pétrole. — Le pétrole constitue, avec l'agriculture, la plus grande richesse de la Roumanie. Son exploitation a

(1) *Annuaire Statistique de la Roumanie pour 1912.*

(2) Sans la nouvelle Dobroudja.

commencé en 1856, mais ce n'est que depuis 1904, par la découverte de la riche région pétrolifère de Moreni qu'elle a pu prendre toute son extension. Les plus grandes quantités de pétrole sont produites par les sondes des propriétés privées qui fournissent 82 à 91 % de la production totale.

En ce qui concerne le territoire occupé les exploitations sont concentrées dans trois départements. Le département de Prahova détient la première place. En 1914, sa production était de 1.500.000 tonnes avec un outillage de 805 sondes et de 106 puits. La riche région de Moreni qui, à elle seule, produisait près de 900.000 tonnes, soit la moitié environ de la production totale du pays, se trouve située dans ce département. Campina, Bushteni, Tzintea et Baicoi sont les autres grands centres d'exploitation.

En second lieu, le département de Buzau avec 75 sondes et 44 puits, produisait environ 150.000 tonnes par an. Les principales localités pétrolifères sont Sarata-Monteoru, Berca et Policani-Arbeneshti.

Le département de Dambovitza avec ses 23 sondes et 53 puits dont la production annuelle est de 50.000 tonnes, occupait le troisième rang. Principaux centres : Gura-Ocnitzei, Holdeni, Colibashi et Ochnei-Rasvad.

En Moldavie, seule province roumaine non envahie, la production du pétrole est limitée à un seul département qui produit dans les 50.000 tonnes par an.

Ainsi donc, sur une production totale du pays de 1.765.521 tonnes, la partie occupée produisait à elle seule plus de 1.700.000 tonnes. On peut dire, malheureusement pour nous, que les Allemands ont eu la main heureuse en occupant ces régions qui sont le trésor de la Roumanie.

En 1914-1915 nous trouvons pour ces trois départements une production de 1.562.755 tonnes, ce qui équivalait à 98,4 % de la production totale du pays.

DÉPARTEMENT	TONNES	% DE LA PRODUCTION TOTALE DU PAYS
Prahova.....	1.342.351	84,5
Buzeu.....	128.476	8,1
Dambovitze.....	91.972	5,8
Total.....	1.562.799	98,4

Voici, par ordre d'importance, la production des plus importants chantiers du département de Prahova (année 1915-1916) :

LOCALITÉ	TONNES	LOCALITÉ	TONNES
1. Moreni.....	705.645	4. Campina.....	115.989
2. Busthenari.....	182.846	5. Tzintea.....	77.333
3. Baicoi.....	135.722	6. Bordeni.....	50.110

Dans le tableau suivant nous donnons un aperçu de ce que fût la production du pétrole (années 1913-1914, 1914-1915 et 1915-1916), tant en ce qui concerne la production particulière que celle de l'Etat. Nous montrons aussi la valeur en lei de ces productions pour qu'on puisse se rendre compte de l'immense richesse que représentaient les puits de pétrole de la Roumanie et de la terrible perte qu'elle a subie en les détruisant volontairement lors de l'invasion allemande.

TABLEAU N° 6 (1)

ANNÉES	PROPRIÉTÉ DE L'ÉTAT		PROPRIÉTÉ PRIVÉE		TOTAL.	
	Production en tonnes	Valeur produc- tion en lei	Production en tonnes	Valeur production en lei	Production en tonnes	Valeur produc- tion en lei
		Département de Prahova				
1913/14	124.570	9.169.723	1.489.053	106.969.142	1.623.623	116.138.863
1914/15	164.838	7.694.962	1.407.422	65.926.985	1.572.261	73.621.947
1915/16	133.430	4.816.080	1.206.920	45.198.450	1.342.351	50.014.530
		Département de Dambovitza				
1913/14	43.254	1.558.098	1.157	54.284	44.411	1.642.380
1914/15	59.753	2.189.811	6.451	315.780	66.205	2.505.592
1915/16	56.905	1.903.755	35.067	1.249.795	91.972	3.153.551
		Département de Buzeu				
1913/14	963	57.838	137.156	7.689.709	138.120	7.747.547
1914/15	1.786	89.301	125.560	5.787.110	127.346	5.876.411
1915/16	868	31.248	127.602	4.593.636	128.470	4.624.884
		Département de Bacau (1)				
1913/14	2.936	125.975	38.782	1.654.144	41.719	1.780.116
1914/15	2.629	103.507	41.727	1.317.758	44.356	1.420.265
1915/16	2.330	97.480	23.205	968.461	25.536	1.035.931

Nous citons à titre de comparaison le département de Bacau qui se trouve en Moldavie et qui est d'ailleurs le seul de toute la partie non occupée qui produise du pétrole.

D'après les dernières données, la Roumanie possède

(1) Les forces économiques de la Roumanie.

20.000 hectares de terrains pétrolifères dont 2.000 hectares seulement ont été exploités jusqu'à présent. On voit d'ici la grande richesse minière que ce pays détient en réserve pour l'avenir.

La participation roumaine à l'industrie du pétrole était très réduite. Quatre-vingt treize pour cent du capital investi revenait aux sociétés étrangères et seulement 7 % aux sociétés roumaines. En 1916, 555 millions étaient placés dans l'industrie pétrolifère.

Ce capital se décomposait comme suit : (1)

405 millions lei	Capital effectivement versé des 96 sociétés.
66 — —	Créances sur ces sociétés.
35 — —	Capital des syndicats et entreprises privées.
40 — —	Capital investi par l'Etat dans la participation étrangère était faite de la façon suivante :

Groupe Allemand, 160 millions ; Anglais, 115 millions ; Hollandais, 60 millions ; groupe Américain, 25 millions ; Belge, 10 millions ; Français, 45 millions ; Autrichien, 6 millions ; Italien, 10 millions ; Suisse, 3 millions ; Roumain 25 millions.

Le rendement de ce capital était en moyenne de 15 %. Les principales sociétés étrangères produisaient, en 1914 :

1) Astra-Romana (capital hollandais)...	466.605 tonnes
2) Steua-Romana (capital allemand)....	368.395 —
3) Romana-Americana (cap. américain).	420.531 —
4) Concordia (capital allemand).....	81.965 —
5) Orion (capital hollandais)	77.483 —

(1) Nous donnons ces chiffres pour tout le pays, la partie occupée y étant représentée par plus des 9/10.

6) R. C. Oilfields L'd (capital anglais)...	74.383 tonnes
7) Internationale (capital hollandais)...	50.382 —
8) Nafta (capital belge).....	35.745 —
9) Colombia (capital français).....	26.085 —
10) Aquila Franco-Roumaine (cap. franç.)	21.008 —

En 1915 on comptait en total, dans le pays, 968 sondes productives et 380 en travail, plus 562 puits productifs et 244 en forage. Ces sondes et puits appartenaient à 155 exploitations, dont 75 sociétés étrangères.

La totalité du pétrole était distillée et raffinée dans les 65 fabriques existantes, dont 10 appartenaient au capital étranger. En ce qui concerne l'emmagasiner, le transport et l'exportation du pétrole nous avions dans le pays une grande quantité de réservoirs, de conduits et de wagons-citernes. A Braila, Giurgevo et Constantza il existait 24 réservoirs d'une capacité de 40.000 tonnes. La capacité totale des réservoirs de l'Etat et des particuliers que nous possédions dans le pays était de 1.750.000 tonnes. Vingt-deux conduits de 1.600 kilomètres de long en dehors du conduit de Baicoi à Constantza (300 kilomètres) assuraient le transport du pétrole dans la région pétrolifère. Le parc de wagons-citernes était composé de 4.000 wagons dont 252 étaient la propriété de l'Etat.

Sur une production totale d'environ 1.700.000 tonnes, plus de la moitié pouvait être exportée, la consommation interne ne dépassant guère 800.000 tonnes. La valeur de l'exportation est évaluée, en 1913, à 100 millions de leis.

La Roumanie occupait la quatrième place de la production mondiale de pétrole en 1913.

PAYS	TONNES	ANNÉE 1913 — Pourcentage
États-Unis.....	32.314.000	63,63 %
Russie.....	9.247.000	18,20 %
Mexique.....	3.000.000	5,90 %
Roumanie.....	1.885.000	3,72 %
Galicie.....	1.085.000	2,14 %
Indes Néerlandaises.....	1.534.000	3,02 %

En 1913 l'exportation a porté sur les produits suivants :

PRODUITS	TONNES	%
Pétrole brut.....	28.722	2,7
Résidus et gaz oil.....	341.912	33
Huile minérale raffinée.....	9.543	1
Pétrole lampant et distillé.....	418.222	40,4
Benzine brute et raffinée.....	237.166	28,8
Paraffine.....	597	0,5
TOTAL.....	1.036.466	

RICHESSSE MINIÈRE

Le sel. — Le sel, après le pétrole, est une des plus grandes ressources minières de la Roumanie. La production totale du pays est de 144.000 tonnes par an et l'exportation a été, en 1914-1915, de 50.000 tonnes au prix de 3 leis les 100 kilos. En territoire occupé nous trouvons les salines les plus

importantes et les plus productives du pays. Elles sont situées : en Olténie à Ocnele-Mari, en Valachie à Slanie et leur production est respectivement de 26.000 et 20.000 tonnes par an.

Le sel se trouve dans la terre, en blocs et masses compacts, dans lesquels sont percées des galeries qui forment de véritables et longs couloirs à hauteur d'homme, éclairés à l'électricité. Les ouvriers qui y travaillent sont des condamnés aux travaux forcés. L'extraction du sel se fait d'une façon très systématique. Les salines de Slanie sont spécialement très intéressantes à visiter.

Le charbon. — La production totale de la Roumanie, en charbon, était de 250.000 tonnes par an environ. Les principaux centres d'exploitation de la partie occupée se trouvent à Schitu-Goleshti, Doichesti et Valea Copcei ; leur production annuelle s'élève à 205.000 tonnes.

La réserve totale en charbon est évaluée pour tout le pays à 2.000 millions de tonnes. A part à Schelea où on exploitait 7.200 tonnes d'anhracite par an le reste des mines sont des mines de lignite. Le lignite surtout, mélangé au mazout, est employé comme combustible par nos chemins de fer.

Minéraux métallifères. — En Oltenie, à Baia-de-Fier et à Baia-de-Arama se trouvent des minerais de fer et de cuivre. L'exploitation de ce dernier n'est pas très rémunératrice car le pourcentage du cuivre n'est que de 2 à 4 %.

En Dobroudja le minerai de cuivre est plus riche (5 à 7 %). La réserve en minerai de cuivre est évaluée à 250.000 tonnes. Dans les vallées du Lotru, de l'Olt, du Jiu, de l'Argesh et de la Dambovitza on exploitait des sables aurifères. Ainsi,

pendant l'occupation, les Allemands ont exporté 1,500 tonnes de minerai aurifère. Citons, ici, le passage suivant contenu dans une étude secrète allemande :

« La Roumanie possède une richesse et une variété en « minerai telle que peu d'Etats pourraient lui être comparés. »

« Le sable de l'Olt, de l'Argesh et de la Bistritza contient « de grosses et de petites pépites d'or. Son extraction se « fait toutefois de façon tout à fait primitive. En Dobroudja « on trouve des oxydes de fer, des sulfures de fer et de « plomb ; à Suceawa, Mehedintzi et Dobroudja, du cuivre. « Il y a de l'argent dans les couches contenant du fer, du « plomb, dans les départements de Suceava et Muscel. A la « frontière roumaine, à Baia-de-Arama, il y a des mines de « cuivre qui étaient déjà en activité du temps des Romains ; « ces mines sont abandonnées depuis des dizaines d'années « pour le motif que le contenu de cuivre (2 à 4 %) semblait « ne pas être rémunérateur par suite du coût du transport. « En Dobroudja et dans la vallée de la Bistritza, spéciale- « ment à Broshteni, on trouve de grandes quantités de fer ; « à Valcea, du mercure et des oxydes de mercure ; dans la « vallée de Buzeu et de Putna, du soufre. Une exploitation « rationnelle de toutes ces richesses sera faite plus tard (1). »

Carrières. — Outre ces minerais de fer et de cuivre nous avons des couches d'asphalte à Matitza, de mica à Voineasca, d'asbeste dans les sources du Lotra et du graphite à Baia, de fer.

(1) *Annales statistiques et économiques* (Etude Ing. Candea).

Les puissances centrales, pendant leur occupation, ont exploité et exporté 3.000 tonnes d'asphalte et 400 tonnes de mica (1). En fait de stations et eaux thermales nous trouvons, dans le territoire envahi, celles de Caciulata, de Govora et de Calimaneshti dans le département de Valcea ; de Pucioasa et Vulcana (département de Dambovitza), de Slanie (Prahova) et de Sarata, Monteoru (Buzeu), dont les sources sont très renommées. La richesse minière nous étant connue nous allons voir maintenant quelle était l'état de l'industrie dans ces provinces avant l'invasion.

Industrie. — L'industrie de la Roumanie, très florissante depuis 1910, a subi de graves atteintes par suite de la guerre. Dans le territoire envahi nous trouvons la majeure partie de l'industrie roumaine. Ceci, du reste, est fort naturel, car, en général, les grands centres industriels se forment autour des principales localités ; or nous avons vu que sur 8 grandes villes, cinq étaient situées dans la partie occupée.

Industrie textile. — L'industrie textile comprenait treize principales fabriques de drap dont sept se trouvaient en Valachie. Les deux principales étaient celles d'Azuga (Prahova), au capital de quatre millions, et celle de Ploeshii (Prahova), au capital d'un million cinq cent mille leis. La première de ces fabriques employait 700 ouvriers, 1.000 chevaux-vapeur et possédait 140 métiers mécaniques à tisser. La seconde, de moindre importance, n'en possédait que 42.

(1) Les forces économiques de la Roumanie.

Outre les fabriques de drap nous possédions aussi, au point de vue industrie textile, des fabriques de tissus de coton, de lin et de chanvre, de même que des fabriques de cordes et de ficelles.

Industrie du sucre. — Cette industrie, dont l'essor date de quelques années avant la guerre, comprenait cinq grandes raffineries qui produisaient ensemble environ 40 millions de kilos nécessaires à la consommation intérieure du pays. Les fabriques de Chitila (5.200.000 leis capital) et celle de Giurgervo (14 millions capital) étaient situées dans la partie envahie. Leur production annuelle était de 17 millions de kilos de sucre (1).

Industrie du papier. — L'Etat roumain avait beaucoup encouragé, avant la guerre, ce genre d'industrie qui était très utile au pays. Les principales fabriques de papier étaient celles de Letea (2.800.000 lei capital), S. A. Campulung (2.215.000 lei capital), Fabrique de Cellulose Brailă (2.000.000 lei), Fabrique de Papier Bustheni (2.200.000 lei), S. A. ci-devant Eischler (5.000.000 lei), S. A. pour la production du papier (450.000 lei). Celles de Campulung Braila et Bustheni étaient situées dans le territoire occupé.

Industrie meunière. — Un pays agricole comme la Roumanie a un grand besoin de posséder de nombreux moulins pour fabriquer dans le pays la farine nécessaire à l'alimentation de la population locale. L'industrie meunière

(1) Les forces économiques de la Roumanie.

est pour cette raison très importante dans notre royaume. Le total des moulins systématiques était pour tout le pays de 98 (force motrice 22.120 ks) et celui des moulins villageois spéciaux pour moudre le maïs, de 4.850 (86.601 HP) ; les capitaux investis étaient respectivement de 41 millions pour les premiers et de 49 millions pour les seconds (2). L'industrie meunière était surtout florissante dans la partie du territoire roumain qui a été occupé par l'ennemi. Les principales fabriques de farines se trouvaient situées dans les environs de Bucarest. Citons parmi elles celles de : Assan, Bucarest, d'une production journalière de 210 tonnes ; Galiezetos, Braila, avec 200 tonnes ; Vialatos Braila, 200 tonnes ; Lichiardopoulos, Braila, 200 tonnes, et Moulin Commercial, Bucarest, avec 100 tonnes. Les Allemands se sont du reste beaucoup servi de nos moulins pendant l'occupation et les ont fait travailler pour leur compte.

Industrie forestière. — Cette industrie très importante en Roumanie où les bois couvrent de nombreux hectares, était malheureusement en très grande partie entre les mains de nos ennemis. En effet, plus de la moitié des capitaux utilisés dans l'exploitation forestière et dans les scieries appartenait à des sociétés allemandes et austro-hongroises. La plus grande partie de l'industrie forestière roumaine se trouvait dans le territoire occupé. Quatorze sociétés tenaient entre leurs mains les principales scieries et fabriques ; 65 millions de lei étaient investis dans l'industrie forestière.

Autres industries. — A part les industries plus haut citées,

(1) D. H. EMILIAN. *L'Industrie en Roumanie.*

le territoire occupé possédait un grand nombre d'usines et de fabriques de moindre importance. A Azuga, Ploesti et Gruia on trouvait par exemple des fabriques de verre. L'ensemble du capital de ces dernières s'élevait à 1.800.000 lei.

L'industrie de la tannerie, l'industrie chimique, métallurgique et alimentaire avaient pris un assez important développement. La dernière a surtout servi aux Allemands pendant l'occupation car ceux-ci utilisèrent nos fabriques pour transformer les produits facilement périssables en conserves. La marmelade de fruits fut spécialement fabriquée par eux et exportée en Allemagne.

Citons en dernier lieu, parmi les industries ayant une certaine importance et dont les principales installations se trouvaient situées dans le territoire occupé, l'industrie du ciment et de la chaux. La production annuelle de celle-ci (1) était d'environ 182.000 tonnes et la consommation intérieure de 80 à 100.000 tonnes (1).

Moyens de transport. — Les voies ferrées de l'ancienne Roumanie ont, de tout temps, été insuffisantes au point de vue transport. On en a senti encore plus la défectuosité dès les premiers mois de campagne car la disposition de notre réseau ne correspondait en rien aux besoins stratégiques. Il fallait perdre beaucoup de temps pour amener des troupes de renfort d'un point à l'autre du front, or la rapidité du mouvement est un grand facteur pour une armée en temps de guerre.

Au point de vue du développement des chemins de fer

(1) F. SCHMALZ. *Großrumänien*, p. 68.

par rapport à la population, la Roumanie n'occupait à peine que le quinzième rang, avec 5 kilomètres 300 de voie ferrée pour 10.000 habitants.

En 1880, pour une longueur de 922 kilomètres, le tonnage kilométrique transporté par voie ferrée était de 849 ; il est arrivé en 1911-1912, pour une longueur de 3.607 kilomètres, à environ 2.573 tonnes.

Le rendement de nos chemins de fer n'a fait que croître depuis leur création, donnant chaque année de gros excédents.

TABLEAU N° 7 (1)

ANNÉE	Revenu brut	Frais d'exploitation	Excédent
1870	1.084.630	563.773	515.857
1880	16.170.403	11.655.147	4.415 255
1890	40.135.171	26.062.186	14.072 985
1900	50.158.165	35.628.593	14.529.571
1910	97.945.821	60.732.174	36.613.146
1913	115.046.103	82.616 507	37.429.686

A l'entrée en guerre de la Roumanie, la situation de son réseau était la suivante : 3.600 kilomètres de voies ferrées, 950 à 1.000 locomotives (que la moitié en bon état) et 20.000 wagons. Lors de notre retraite en Moldavie un grand nombre de locomotives et de wagons sont restés en territoire occupé, le temps et la possibilité de leur transport faisant défaut.

(1) Extrait du rapport C. F. R., 1913.

Plus de 2/3 de nos voies ferrées couvrent la Valachie et l'Olténie. Une ligne principale et centrale partant de Turnu-Severin traversait ces deux provinces en desservant les villes de Craiova, Feteshti, Bucarest, Ploesthi et Buzeu. Sur cette ligne principale se branchaient quinze lignes secondaires, huit à gauche, vers les montagnes, et sept à droite, vers le Danube.

La Dobroudja était très dépourvue de voies ferrées. Une ligne partant de la capitale allait directement au port de Constantza en traversant le Danube sur le pont de Cernavoda.

Une petite ligne locale relie Medjidia à Bazargic et une autre le relie à Cogealac.

Navigation. — Les transports fluviaux et maritimes sont d'une très grande importance pour la Roumanie qui est un pays exportateur en céréales et en bois.

Le Danube qui coule, tout en longeant sa frontière sud, vers la mer Noire, est une admirable voie de navigation. Les principales sociétés roumaines étaient les suivantes :

« Service Maritime (1) Roumain, institution de navigation de l'Etat possédant une flotte purement commerciale de 19.808 tonnes.

« Maritime (2), société privée de Braila ne disposant que d'un nombre restreint de bateaux formant un tonnage total de 6.000 tonnes.

« Roumanie (3), société particulière de 20 millions lei

(1) *Annuaire statistique pour la Roumanie 1915-1916.*

(2) *Argus*, 5 décembre 1919.

(3) *Argus*, 26 novembre 1919, article ingénieur CORBU.

capital, possédant 4 cargo-boats d'environ 6.000 à 6.500 tonnes chaque.

Le tonnage de ces deux sociétés privées était donc de 31.200 tonnes et le tonnage général pour la Roumanie de 51.008 tonnes.

Citons aussi la société S. R. D. qui n'avait que des chalands sur le Danube et qui était de moindre importance.

Notre exportation de céréales, pétrole, planches, etc., ainsi que l'importation du charbon, des instruments agricoles et des denrées coloniales entretenaient chaque année des centaines de bateaux étrangers dans une activité continuelle fort rémunératrice. L'importance de la navigation sur le Danube pour le trafic des marchandises par rapport au trafic sur mer ressort des chiffres suivants :

Le nombre des bateaux entrés et sortis des ports du Danube était respectivement de 29.667 et 29.479 avec un tonnage total de 13.724.585 tonnes tandis que dans les ports maritimes nous trouvons respectivement à l'entrée et à la sortie des bâtiments les chiffres de 2.852 et de 2.827 avec un tonnage total de 6.704.585 tonnes (1). Une grande partie de notre flotte danabienne est restée aux mains de nos ennemis, au moment de l'invasion, qui s'en est servie ensuite pour transporter nos récoltes chez eux.

Banques. — Les principales banques de l'ancien royaume avaient leur siège social à Bucarest. Dès que l'occupation de la ville fut considérée comme inévitable elles transportèrent la plus grande partie de leurs fonds en Moldavie. Il ne resta

(1) *Les forces économiques de la Roumanie*, p. 71.

dans la capitale que les banques à intérêts allemands, telle que la Banque Générale.

Dans le territoire occupé les banques étaient fort nombreuses. Nous trouvons respectivement pour la Valachie, 92 banques ayant un capital versé de 165.955.160 millions, pour l'Olténie, 37 banques (capital versé 21.878.044 millions), et enfin pour la Dobroudja 12 banques possédant ensemble un capital versé de 4.016.971 millions. Au point de vue capital versé comme au point de vue nombre de banques, l'importance du territoire envahi par rapport à tout le pays ressort des chiffres suivants : Territoire occupé, 141 banques, capital versé, 191.850.175 ; Roumanie, 197 banques, 215.603.825 millions.

CONCLUSION

Connaissant la situation économique du territoire roumain avant qu'il n'ait eu à subir l'occupation ennemie, nous allons montrer dans quel état toutes ces richesses furent trouvées par l'envahisseur.

La nécessité absolue de devoir rétablir la situation économique très précaire du Reich fut une des principales causes de l'offensive allemande contre la Roumanie. La soi-disant

Strafexpedition se transformait lentement en Raubexpedition. Les Allemands en prélevant des troupes sur les autres fronts, malgré le danger que présentait pour eux cette opération, ont démontré le besoin devant lequel ils se trouvaient de consentir à de lourds sacrifices pour rompre les lignes roumaines, afin de pouvoir mettre la main sur les richesses économiques de notre pays.

Le Grand Quartier Général allemand se fiant aux nombreuses informations qu'il avait pu recueillir par ses espions, espérait trouver en Roumanie de très grands dépôts de pétrole et de céréales que notre gouvernement n'avait pas eu le temps ni le moyen de faire évacuer en Moldavie. « Mais à son entrée en Valachie l'ennemi subit une double désillusion. Les récoltes que la France et l'Angleterre venaient d'acheter brulaient, les docks et les magasins de Constantza flambaient. Quant au pétrole, prise plus désirable encore pour l'Allemagne, il brûlait aussi. Sous les ordres du colonel Norton-Griffiths, une mission britannique, avec une méthode implacable, détruisit tous les puits. Pendant des jours entiers, d'un bout à l'autre le ciel fut rougi des éclats d'incendie et dans un sourd fracas les hautes tours de bois qui, de loin, annoncent les exploitations pétrolifères, s'abattaient l'une sur l'autre sans qu'on s'arrête devant cette effroyable et nécessaire besogne. Ainsi, avant de tirer du sous-sol valaque un seul litre du précieux combustible, les Allemands durent-ils travailler pendant des mois entiers. » (1) Le dépit de nos ennemis fut bien grand en voyant ainsi toutes leurs illusions, tout leur espoir flamber et de ne recueillir comme fruit

(1) Ch. STIÉNON. *Le Mystère roumain et la défection russe.*

immédiat de leur victoire que des cendres. Ils se vengèrent des sacrifices ainsi faits par nous à la cause des Alliés, en maltraitant la pauvre population civile tombée sous leur joug et en l'accablant de lourds impôts.

Les principales pertes matérielles subies volontairement par la Roumanie s'élèvent à plus de deux milliards représentés par deux récoltes abondantes presque entièrement détruites et par la destruction des riches puits de pétrole de Valachie.

Plus de 80.000 wagons de pétrole lampant et de benzine ont été incendiés dans les réservoirs et les raffineries. Des milliers de sondes ont été détruites. Plus de 70 raffineries, dont celles de la « Steaua » et de « l'Astra », les plus importantes d'Europe, ont été incendiées. Le bilan des dévastations peut être approximativement établi de la manière suivante : (1)

	FRANCS
Pétrole lampant, benzine, huiles, etc.....	75.000.000
Raffineries	80.000.000
Réservoirs et citernes	25.000.000
Stocks de matériel pour les sondes	100.000.000
Installation et sondes	800.000.000
TOTAL.....	1.080.000.000

Cette évaluation étant faite en 1917, les prix des matériaux sont établis aux cours d'alors, qui n'avaient pas encore subi d'augmentation.

(1) COMNÈNE. *Notes sur la guerre roumaine*, p. 209.

La plupart des villes et des villages situés sur l'ancien front des Carpathes, du Danube et de la Dobroudja avaient été presque complètement anéantis par le feu de l'artillerie des envahisseurs. Les localités situées sur le parcours des hordes bulgares notamment, avaient été dévastées avec une brutalité et une sauvagerie dignes du triste renom acquis depuis 1912 par ces vandales. Les théories les plus odieuses de Clauservitz et de Benhardi ont été appliquées en Roumanie par ses ennemis, avec une violence inconnue ailleurs, si ce n'est peut-être en Serbie.

Toutes ces dévastations eurent lieu pendant les luttes qui précédèrent l'invasion et pendant l'invasion elle-même, mais une fois le pays conquis ordre fut donné par le haut-commandement allemand de cesser toute destruction, afin de pouvoir commencer une exploitation économique intensive au profit des puissances centrales. Dans les pages qui vont suivre nous nous efforcerons de montrer par quelles méthodes notre pauvre pays fut mis en coupe réglée et quels moyens furent employés par les Allemands pour nous détruire et nous asservir économiquement.

PREMIÈRE PARTIE

Les mesures financières et économiques prises par l'Allemagne pendant l'occupation

La bravoure désespérée dont les Roumains ont fait preuve dans leurs assauts répétés sans cesse est reconnue par toutes les troupes allemandes (1).

Pourtant, à cause de la supériorité de leur artillerie et surtout de la complicité de Sturmer (qui non seulement ne tint pas l'engagement d'envoyer des troupes à notre aide, mais encore empêcha aussi par tous les moyens l'arrivée en Roumanie du matériel de guerre envoyé à celle-ci par les Alliés) les Allemands parvinrent, après de très lourdes pertes, à occuper la partie la plus riche du royaume.

Dès le 3 décembre 1916, un télégramme officiel daté de Berlin et publié par les journaux suisses prévenait l'opinion

(1) Interview du Maréchal von Falkenhayn, le 28 novembre 1916, par un correspondant de l'*Associated Press*, de New-York.

publique que l'exploitation du pays conquis a commencé d'après les principes arrêtés exactement d'avance.

Les mesures étaient, du reste, si bien préparées, qu'un mois et demi après la situation du territoire occupé était, suivant le *Figaro* du 28 janvier 1917, la suivante :

« Les Allemands procèdent actuellement à une mise au
« pillage systématique de toutes les régions roumaines
« occupées par eux ou par leurs alliés, en particulier en
« Valachie. Les récoltes demeurées en silos ont été natu-
« rellement expédiées en Allemagne ou en Autriche-
« Hongrie, mais les magasins ont été eux-mêmes dévalisés
« de fond en comble et les Allemands ont été jusqu'à
« obliger les particuliers à remettre toutes leurs provisions.
« Dans bien des cas ils ont pénétré de force dans les habi-
« tations particulières et ont tout emporté : meubles, linge,
« provisions, etc..., sans payer un centime d'indemnité.

« La plus atroce famine règne actuellement dans ces
« régions qui furent parmi les plus riches et les plus abon-
« damment approvisionnées du monde. Les habitants
« errent par les campagnes, se nourrissent d'herbes cuites
« et de débris. Des centaines de maisons ont été brûlées, des
« milliers démolies par le tir de l'artillerie ou pour le simple
« plaisir de mal faire ou de faire souffrir. Le pays est désert
« et il semble qu'une horde de sauvages aurait passé. »

Peu à peu les Allemands se rendirent compte qu'il valait mieux pour eux laisser au pays la force de produire encore et pendant quelque temps le régime des réquisitions fut partiellement abandonné. Examinons maintenant quelles furent les mesures d'ordre financier prises par l'ennemi dans nos territoires.

Les mesures financières de l'occupant

CHAPITRE PREMIER

Emission des billets de la « Banque Générale Roumaine »

Motifs de cette mesure. — Cause du privilège accordé à cette banque. — Rôle joué par elle pendant l'occupation. — Les mesures prises pour empêcher la circulation des marks et l'importation des valeurs allemandes.

Les Allemands, instruits par l'expérience financière faite par eux en Belgique et en Pologne, se gardèrent bien de commettre en Roumanie la même faute. Une fois l'occupation partielle du royaume effectuée ils se hâtèrent d'y créer une monnaie spéciale, sachant que s'ils laissaient circuler le mark ce dernier aurait été bientôt déprécié par rapport à la monnaie locale, comme cela était du reste arrivé en Pologne vis-à-vis du rouble, malgré la fixation d'un taux d'échange arbitraire.

Dès le 20 octobre 1916, donc avant la rupture du front des Carpathes, un conseil de guerre qui eut lieu au ministère

de la guerre, à Berlin, décida d'avance la création d'un moyen de paiement en Roumanie. Des représentants de tous nos ennemis y prirent part, mais l'initiateur des futures mesures financières fut le commandant Von Kessler, qui représentait l'Allemagne en cette circonstance. Il ressort du procès-verbal rédigé à l'issue de ce conseil, que la monnaie créée devait servir comme moyen de transaction à la population et surtout comme moyen de paiement à l'armée d'occupation et à l'administration militaire qui devait éviter, à part pour les dépôts importants, de solder ses comptes en bons de réquisitions.

Une section d'émission était, à cet effet, annexée à la « Banque Générale Roumaine » pour lui permettre de mettre en circulation des billets de banque dont l'impression serait faite en roumain et qui devront être couverts par un dépôt en marks à la Reichsbank de Berlin, au cours de 80 marks pour 100 lei.

La Société Centrale d'Importation de Berlin devait assumer le rôle de banquier envers la Section d'émission et la couvrir à la Reichsbank, sur demande télégraphique, afin qu'elle puisse procéder à de nouvelles émissions de billets suivant les besoins. Cette même Société Centrale d'Importation devait être la seule institution de liquidation entre les quatre alliés.

Le cynisme de Von Kessler est surtout mis en évidence dans le passage suivant du procès-verbal :

« A la conclusion de la paix on procèdera de manière à « faire peser sur le gouvernement roumain le rembour-
« sement de tous les billets émis ; grâce à ce procédé tout le
« dépôt rentrera dans la possession des déposants et les

« alliés auront reçu, pendant tout ce temps, gratuitement, « les marchandises importées. »

Il voulait donc, ni plus ni moins, que le Gouvernement roumain paie les dépenses faites pour entretenir les troupes allemandes et pour ravitailler l'Allemagne. Le fait qui a décidé les Allemands à donner la préférence à la Banque Générale, en ce qui concerne le privilège de l'émission des billets de banque, est explicable par l'origine allemande de cette société.

En effet, si nous recherchons l'origine de cette banque nous constatons que les banques allemandes Disconto-Gesellschaft et Salomon Bleichroeder avaient puissamment contribué, en novembre 1897, à sa création, et n'avaient cessé depuis ce jour de l'accaparer par tous les moyens possibles (1).

En consultant le rapport de M. Creanga, administrateur séquestre de cet établissement après l'évacuation allemande, nous voyons qu'il en résulte que la plus grande partie des membres du Conseil d'Administration et de la Direction étaient des Allemands.

A cause de cela même et à cause de l'attitude prise par cette banque pendant l'occupation, le Gouvernement Roumain se vit dans l'obligation, sitôt son retour à Bucarest effectué, de la mettre sous séquestre.

Cette décision fut prise conformément à l'article 27, alinéas 1, 4, 5, 6 de la loi promulguée par le décret n° 3.242 du 21 décembre 1916, relative aux sujets des Etats avec lesquels la Roumanie se trouvait en guerre et à leurs biens,

(1) Capital social 10.000.000 lei desquels 6.280.000 ont été souscrits respectivement par Discont. Gesel. 3.710.000 et Sal. Bleichroeder 2.500.000 lei.

et aux articles 122, 123, 153 et 154 du Code de Commerce Roumain.

Les principaux motifs invoqués contre les dirigeants de la Banque Générale sont : 1° D'avoir dépensé une vaste activité au profit de l'ennemi en se mettant à sa solde ; 2° D'avoir aidé par présentation de rapports détaillés à l'asservissement économique de notre pays aux ennemis ; 3° D'avoir, par l'émission de billets à cours forcé, sous le couvert de la Banque Générale, émission ordonnée par l'ennemi mais préparée d'avance, dès octobre 1916, facilité à ce dernier l'enlèvement de toute la production du pays ; 4° D'avoir joué le rôle d'administrateurs des séquestres établis par les Allemands et d'en avoir largement profité et 5° D'avoir été les intermédiaires de nos ennemis auprès des éléments douteux du pays (1).

Les deux directeurs, Petersen et Lehman, de même que les membres du Conseil d'Administration dont la culpabilité a été prouvée furent destitués le 20 janvier 1919 des fonctions qu'ils occupaient. Le fait d'avoir procédé à l'émission illégale de billets de banque à cours forcé dont rien ne justifiait le besoin et qui a causé la dépréciation de la monnaie nationale dont la suite naturelle fut la cherté excessive de la vie ainsi que celui d'accaparer pendant toute la durée de l'occupation les richesses immenses du pays pour en transmettre la propriété à l'ennemi a causé un incalculable préjudice à l'Etat Roumain.

Un rapport de M. O. Petersen, ancien directeur de la « Banque Générale » nous apprend que dès le mois d'octobre

(1) Extrait du *Journal Officiel Roumain*, n° 240, du 25 Janvier 1919.

1916 il avait entamé des négociations avec le gouvernement allemand concernant la création d'une Section d'émission annexée à la « Banque Générale » en cas d'une occupation éventuelle de la Roumanie. Le but de cette mesure était d'empêcher toute diffusion de monnaie allemande sur notre territoire. Selon ces négociations une commission de 1/8 % était réservée à la banque, ce qui, en déduisant les dépenses faites par elle, devait lui laisser un gros bénéfice.

M. Petersen, tout en travaillant pour la patrie allemande, ne perdait pas de vue son intérêt personnel.

Quoique toutes ces mesures furent préparées ainsi d'avance et que l'ordre d'impression, selon un rapport de l'état-major économique fut donné dès le 31 octobre 1916 à la Reichsdruckerei ; ce n'est pas par l'ordonnance du 18 janvier 1917, signée par le commandant suprême, général feldmarschall Von Mackensen que la création de la section d'émission fut ordonnée. Cette ordonnance est la suivante :

ORDONNANCE

« Conformément à ma décision de ce jour, est incorporée
« à la Banque Générale de Bucarest une Section d'Emission
« de billets de banque. Celle-ci émet des billets de banque
« sur la base d'un dépôt en marks à la Banque de l'Empire
« de Berlin.

« Les billets émis sont des moyens légaux de paiement
« dans le territoire roumain occupé. Les stipulations
« contraires sont nulles. Tous les habitants et toutes les
« autorités de ce territoire sont obligés, par la présente, de

« recevoir en paiement les billets pour leur pleine valeur
« nominale.

« Les billets seront reçus pour leur pleine valeur nominale
« par les troupes et les autorités alliées qui se trouvent dans
« le territoire.

Le Commandant Suprême : MACKENSEN,
« Général Feldmarshall. »

Une lettre fut envoyée le même jour à la Banque Générale enjoignant à cette dernière de prendre les mesures nécessaires concernant l'organisation de la section d'émission et l'avertissant d'avoir à entrer en relations pour tous ses décomptes avec la Central Einkaufsgesellschaft de Berlin. Par cette même lettre M. Lehman et M. Petersen, dont nous avons parlé plus haut, furent nommés directeurs de cette section. Une ordonnance complémentaire et confidentielle portant le n° 1.135 fut transmise aux services intérieurs de l'Administration Militaire afin de les mettre au courant des décisions prises en ce qui concerne l'émission, la couverture et la délivrance des billets de la Banque Générale. Ces derniers ne devaient être délivrés par la section d'émission que contre triple quittance et sur la foi d'un mandat écrit de l'Administration Militaire, l'Etat-Major Economique ou Section Financière.

Dans l'article 6 de cette même ordonnance il est rappelé que « les billets émis sont un moyen légal de paiement dans le territoire occupé de la Roumanie et que les billets devront être reçus en paiement pour leur pleine valeur nominale par toutes les troupes et autorités alliées de ce territoire. » Citons maintenant, textuellement, l'ordonnance n° 10 qui est une des plus importantes à ce sujet :

ORDONNANCE N° 10 (1)

« La Section d'émission de la Banque Générale Roumaine
« a émis des billets de 1.000 lei, 100 lei, 20 lei, 0.50 et 0.25
« centimes. Les billets sont le moyen légal de paiement dans
« le territoire occupé et comme tels doivent être reçus en
« paiement par tous les habitants pour leur pleine valeur
« nominale.

« Ceux qui, en cas de vente, refuseront de les recevoir
« pour leur valeur nominale recevront à leur place un bon
« de réquisition ; les magasins qui refuseront de les accepter
« seront fermés.

« D'autre part les caisses de l'armée et les autorités
« recevront aussi ces billets pour leur pleine valeur nomi-
« nale. Pour compléter la présente ordonnance, il a paru,
« dans le *Journal des Ordonnances* du 23 décembre,
« l'ordonnance n° 341 concernant les territoires roumains
« occupés.

Le Commandant Suprême :

« MACKENSEN. »

On peut dire que cette ordonnance décide le cours forcé des nouveaux billets ; ceux-ci furent mis en circulation pour la première fois le 17 janvier 1917 en une somme de 200 millions de lei destinés à un paiement à la Feldintendatur Général Komando 52.

Ils portaient, imprimés, la mention suivante :

« 100 lei. — Emis sur la base d'un privilège spécial et

(1) *Journal des Ordonnances*, n° 1, 25 février 1917.

« couvert par un dépôt en numéraire à la Banque de l'Empire
« Allemand, Berlin.

« *La Banque Générale Roumaine,*

« 55, LEHMAN, O. PETERSEN. »

Toutes ces dispositions prises par le commandant suprême allemand sont en tous points contraire aux conventions internationales de La Haye et particulièrement à l'article 51 qui règle la question des réquisitions et des prestations dues par les communes et les habitants aux armées ennemies d'occupation. Ces dernières ont l'obligation de reconnaître par écrit et de payer d'urgence avec leur monnaie réelle toutes les ventes et les travaux que la population des régions occupées s'est vue obligée de faire à leur bénéfice. Donc, dans notre présent cas, c'est en marks et en couronnes et en liras et non en monnaie fictive que tous les paiements devaient être effectués par les envahisseurs de la Roumanie.

Si une armée d'occupation avait le droit d'émettre des billets de banque à cours forcé il lui serait très facile de mettre la main sur toute la fortune du pays envahi, en échange d'un papier-monnaie financièrement sans valeur. Les traités et les conventions n'existant nullement au point de vue allemand, la signature donnée n'ayant pour eux aucune valeur, notre pays a dû subir cette injustice et voir toutes ses richesses fondre entre les mains de ses ennemis, en recevant en échange une monnaie illusoire qui, selon le plan de Von Kessler, devait être remboursée toujours par lui.

Des mesures sévères furent prises par le haut commandement allemand pour empêcher toute circulation de marks

ou de couronnes dans le territoire occupé. Des affiches posées dans toutes les gares engageaient les soldats à échanger dès leur arrivée les monnaies allemandes ou autrichiennes qui étaient en leur possession contre des billets de la Banque Générale Roumaine. Une ordonnance du 20 février 1917 prohibait tout paiement en billets de banque allemands ou autrichiens dans le territoire de l'Administration Militaire. Une autre disposition du même genre décidait de créer dans toutes les localités plus importantes des banques de change dont la mission serait d'assurer le retrait des marks et des couronnes contre paiement en billets de la « Banque Générale Roumaine ». Ces derniers billets leur étaient fournis par la Section d'émission qui, elle-même, les obtenaient sous la condition du dépôt de leur contre-valeur en marks à la Reichsbank de Berlin.

En ce qui concerne les valeurs allemandes et austro-hongroises des mesures similaires furent prises et leur importation fut strictement interdite par l'ordonnance du 2 août 1917.

Le retrait des billets de la « Banque Nationale Roumaine » fut organisé parallèlement à celui des marks. Les Allemands comprirent rapidement l'intérêt qu'ils avaient à mettre la main sur ce papier-monnaie qui était garanti par une encaisse or réelle et des créances facilement réalisables. Pour arriver à leur fin la première mesure qu'ils prirent fut de fixer pour cette monnaie un cours de change arbitraire inférieur à la réalité. Ainsi, pour 100 lei de la « Banque Nationale Roumaine » la parité a été fixée à 75 marks, tandis que pour 100 lei billets de la « Banque Générale Roumaine », l'équivalence était de 80 marks. Cette mesure

prise par les Allemands fut loin de leur donner les résultats espérés.

La population roumaine, malgré la dépréciation de notre monnaie nationale par rapport à celle créée par nos ennemis, ne se décida nullement à s'en débarrasser. L'avantage immédiat accordé aux possesseurs des nouveaux billets n'arriva pas à convaincre les habitants du territoire occupé à se départir de leur méfiance envers eux. Les Allemands durent renoncer à cette mesure et le change des lei billets de la « Banque Nationale » dut être fixé au même taux, de 80 marks pour 100 lei, que ceux de la « Banque Générale ».

A cet effet, citons à l'appui l'ordonnance suivante :

(1) « Au Q. ABT. IV à n° 26.858/6.895, 27 juillet 1917.

« LES BILLETS LEI

« Conformément à l'ordre du jour militaire n° 200, du
« 21 juin 1917, paragraphe 6, suivant lequel le change des
« billets roumains, vieux ou nouveaux, est égal à 80 francs,
« on attire l'attention des troupes qu'elles doivent payer les
« denrées qu'elles achètent à la population en nouveaux
« billets. A cette fin on doit échanger les vieux billets que
« possèdent les troupes de même que ceux qui se trouvent
« aux foyers du soldat, aux bureaux de change les plus
« rapprochés des troupes (Wechselstube dépendant des
« Wirthschaftstab. »

Une ordonnance se rapportant au même sujet fut donnée le 7 janvier 1918 (2).

Il ressort de toutes les mesures et ordonnances citées plus

(1) *Journal des Ordonnances*, n° 31, du 6 juillet 1917.

(2) DJUVARA. *La Guerre Roumaine*.

haut que les autorités allemandes craignaient fort de voir le mark se déprécier par rapport à l'ancienne monnaie du territoire envahi. Ainsi que l'explique fort bien M. Rist (1), l'Allemagne, instruite par l'expérience et se rappelant fort à propos les paroles d'un de ses économistes (2) qui disait : « S'il faut détériorer un étalon monétaire, que ce soit celui de l'occupé et non celui de l'occupant », s'est bien gardée d'émettre des marks et par la création des billets lei de la « Banque Générale Roumaine » a effectivement porté une grave atteinte aux finances de notre pays.

Les Allemands, en travaillant ainsi à nous ruiner financièrement aussi bien qu'économiquement violèrent l'article 43 de la Convention de La Haye, signée par eux.

Cet article dit que l'occupant doit respecter les lois en vigueur dans le territoire occupé ; or, dans notre cas, d'après la loi du 17 avril 1880, la « Banque Nationale » est seule autorisée à émettre dans le pays des billets de banque au porteur. La création d'une Section d'émission à la « Banque Générale », qu'aucune nécessité impérieuse n'imposait, est donc une violation flagrante de cet article. La Section d'émission de Bucarest ne répondant pas suffisamment au besoin de l'Administration Militaire du territoire occupé, cette dernière se trouva dans l'obligation de décider la création de trois succursales.

Elles furent créées successivement et leur importance fut en rapport de la localité où elles étaient situées. En premier fut créée celle de Craiova, le 1^{er} février 1917. Elle reçut une dotation de 6 millions de lei. La section de Ploschti, créée le

(1) *Les finances de guerre de l'Allemagne*, p. 100.

(2) LANSBURGH.

28 avril 1917, une dotation de 1.300.000 lei. En dernier lieu, le 26 janvier 1918, le besoin se fit sentir d'une succursale à Braila qui fut dès lors créée et reçut une dotation de 2.537.000 lei.

Ces trois succursales étaient entièrement dépendantes de la Centrale de Bucarest qui devait être tenue au courant journallement des émissions effectuées pour pouvoir en faire la couverture en marks à la Reichsbank.

Les succursales ne pouvaient payer que sur l'ordre de la Section Financière. Seuls les corps de troupes allemands pouvaient toucher un maximum de 25.000 lei sans aucune autorisation préalable (1).

Les billets reçus par les succursales n'étaient couverts à la Reichsbank que lorsque les paiements étaient effectués.

Celles-ci ont servi en même temps que les banques de change, à recueillir les marks encore en circulation.

La situation des opérations faites par les succursales est la suivante :

SUCCURSALES	DOTATIONS	EMISSIONS
Craiova	6.204.250	1.714.382 75
Ploeshti	8.906.000	30.698 50
Braila	6.782.204 85	3.435.344 09
Total.....	21.892.454 85	5.180.425 34

En général elles étaient installées dans les banques appartenant à la « Banque Générale Roumaine » et elles étaient destinées à effectuer les paiements locaux. Par ce système de succursales la mainmise allemande s'étendait avec plus d'autorité et de puissance sur tout le territoire occupé.

(1) CREANGA, Op. cit. 6.7. V/T.

CHAPITRE II

Le fonctionnement de la Section d'émission

Impression des billets. — Couverture des billets émis. — La circulation. — Le retrait des billets usés. — Relation avec la Reichsbank. — Bénéfice de la « Banque Générale ».

Comme suite aux discussions préliminaires de Berlin, aux propositions de Von Kessler et aux négociations de Petersen, la création d'une Section d'émission annexée à la « Banque Générale Roumaine » fut définitivement décidée.

Une ordonnance du 18 janvier 1917 donnée en ce sens par le général Mackensen mit en vigueur les décisions prises antérieurement et, dès le lendemain, se servant d'un premier stock de 148.162.000 lei, la Section d'émission entra en fonctions sous la direction des militaires Petersen et Lehman.

Peu de temps après, l'émission ayant pris un plus ample développement, on se vit dans l'obligation de diviser en deux la Section d'émission. La Section A, sous la direction de

Lehman et de Schenker, fut celle qui donnait les ordres de paiement. La Section B, dont Petersen prit la direction, exécutait les ordres reçus de la Section A, et en même temps surveillait la couverture des billets mis en circulation. Petersen fut aidé au début par le lieutenant Weiss.

Le premier stock de lei billets de la « Banque Générale » avait été imprimé par la Reichsdruckerei (Imprimerie Nationale allemande) de Berlin, selon l'ordre reçu par elle le 31 octobre 1916 du Grand Quartier Général Allemand ; ultérieurement les ordres d'impression émanèrent de la Section Financière A (Finanzabteilung XV. A) et furent transmis par l'intermédiaire de la Zentralverrechnungstelle à la Reichsdruckerei. Cette dernière les imprimait contre paiement immédiat et les expédiait par l'entremise de la Reichsbank à la Section d'Emission de la Banque Générale de Bucarest qui les conservait dans un trésor spécial.

Le total des commandes reçues par l'Imprimerie Nationale Allemande, pendant toute la durée de l'occupation ennemie, s'élève au respectable chiffre de 2.283.650.000 lei. Rien que dans les mois de juin et juillet 1918, donc dans la période immédiate après la signature du traité de Bucarest, 400 millions de lei billets furent commandés et imprimés.

On voit que les Allemands n'y allaient pas de main morte et qu'ils sentaient bien que la fin de ce régime de rapine institué par eux se rapprochait à grands pas.

Nous donnons ci-dessous un tableau représentant les sommes reçues de Berlin par la Banque Générale Roumaine, du mois de janvier 1917 au mois d'octobre 1918 (1).

(1) BAICOIANU. *La Banque Nationale pendant l'occupation.*

JANVIER 1917 AU MOIS D'OCTOBRE 1918 (1)					
19 Janvier	1917...	148.162.500	5 Mars	1918...	81.375.000
14 Mars	1917...	29.240.000	9 Avril	1918...	213.100.000
28 Mai	1917...	15.815.000	11 Mai	1918...	120.000.000
22 Juin	1917...	154.870.000	14 Mai	1918...	104.415.000
3 Août	1917...	44.980.000	4 Juin	1918...	240.000.000
10 Août	1917...	1.010.000	12 Juillet	1918...	120.000.000
24 Août	1917...	42.725.000	31 Juillet	1918...	100.000.000
27 Septembre	1917...	292.740.000	7 Octobre	1918...	215.725.000
9 Octobre	1917...	45.925.000	Total.....		2.172.030.000
15 Novembre	1917...	29.850.000			

Si nous examinons maintenant les chiffres représentant respectivement le total des billets imprimés à la Reichs-drukerei et le total des billets expédiés à la Banque Générale Roumaine nous constatons qu'il existe entre eux une différence de 111.620.000 lei. Cette dernière somme représente les billets qui sont restés à Berlin. Les 111.620.000 lei furent sûrement, en partie au moins, mis en circulation après l'armistice du 11 novembre 1918. Le Gouvernement Roumain, pour empêcher l'entrée de ces billets en Roumanie, prit des mesures pour faire estampiller ceux qui y circulaient ; malheureusement l'estampillage lui-même donna lieu à de nombreuses fraudes et l'effet de cette mesure ne se fit guère sentir.

Des 2.172.030.000 lei reçus par la Section d'émission de la « Banque Générale Roumaine », 29.699.236 lei furent retrouvés dans ses caisses lors du retour du Gouvernement

Roumain à Bucarest, après l'évacuation allemande (1). Le total des billets de banque expédiés en Roumanie se divisait comme suit (2) :

Lei	1.180.000.000	en billets de 1.000	au	54,3 %
—	509.400.000	—	100	— 23,4 %
—	300.000.000	—	20	— 14,0 %
—	122.950.000	—	5	— 5,7 %
—	29.110.000	—	1	— 1,3 %
—	15.200.000	—	2	— 0,7 %
—	8.895.000	—	0.50	— 0,3 %
—	6.475.000	—	0.25	— 0,3 %

Aucun chiffre rigoureusement exact ne peut être donné avant le retrait total des billets de la Banque Générale par le Gouvernement Roumain. Tous les chiffres donnés plus haut sont, à peu de chose près, des chiffres définitifs, mais eux-mêmes pourraient subir une légère modification lors d'un dernier contrôle qui s'effectuera après le retrait total de ces billets. Pour le moment ce sont les plus précis qu'on puisse donner, car nous les avons extrait en grande partie d'un rapport de M. Creanga, qui, par le rôle joué comme administrateur séquestre de la Banque Générale Roumaine et surtout comme délégué financier de la Roumanie à la Conférence de la Paix, est la personne la plus en mesure d'être à ce sujet exactement informée.

Le chiffre atteint par l'émission nous étant ainsi approximativement connu, nous allons voir quelle fut la circulation

(1) BASILESCO-THÈRE. *La situation monétaire en Roumanie*.

(2) CREANGA. Op. cit., p. 24 V. 1.

de ces billets par rapport à la couverture et de quoi était composée cette dernière.

Nous savons que l'élément principal d'une banque d'émission est justement sa couverture. C'est elle qui donne le droit au public d'avoir plus ou moins confiance dans les billets émis. Dans notre présent cas on ne pouvait avoir que de la méfiance à son égard, car au lieu d'être formée telle que les prudentes finances le demandent, c'est-à-dire d'or ou de valeurs facilement réalisables, la couverture des billets émis par la Banque Générale était composée de marks et de couronnes papier.

Si nous examinons les cours atteints par ces deux dernières monnaies, à ce moment, sur un marché neutre quelconque, il nous sera facile de constater que leur valeur avait de beaucoup diminué par rapport au cours de l'or. Elles ne pouvaient donc elles-mêmes nullement servir de couverture à une émission de lei billets ; de plus, ces marks et ces couronnes se trouvaient déposés à Berlin et la circulation de ces billets devait se faire en Roumanie. La garantie, donc, n'était même pas déposée à la Banque d'émission.

Le rapport entre la couverture et la circulation était fixé à 80 marks pour 100 lei. Chaque fois que 80 marks étaient déposés à la Reichsbank au compte de la Banque Générale, cette dernière avait le droit de mettre en circulation une somme de 100 lei billets. Lorsque l'Etat-Major Economique avait besoin de disposer d'une certaine somme en lei pour effectuer des paiements dans le territoire occupé, il devait s'adresser à la Banque Générale. Celle-ci mettait les fonds nécessaires à sa disposition et avisait immédiatement la Centrale de Liquidation de Berlin qui déposait à la

Reichsbank une couverture en marks en rapport de la somme avancée par la « Banque Générale ».

La couverture devait être faite en couronnes si l'avance avait été faite au profit des bureaux militaires austro-hongrois. Celles-ci étaient estimées en marks d'après le cours moyen de Berlin.

Des 1.691.782.366 marks qui furent déposés à la Reichsbank pour servir de couverture à l'émission des 2.114.727.957 lei, 180.000.000 marks or appartenaient en réalité à la Banque Nationale de Roumanie. Ce dépôt avait été effectué par cette dernière à la Reichsbank avant la déclaration de guerre. Par des virements arbitraires l'Administration forcée de la Banque Nationale l'avait fait passer au crédit de la Banque Générale Roumaine. Il est à remarquer que les deux derniers virements eurent lieu le 14 et le 19 mars 1918, pour les sommes respectives de 113.600.000 marks et 16.000.000 marks et qu'ils correspondent à une émission de billets 358.859.844 lei. L'administration militaire voulait à tout prix épuiser toutes les disponibilités du pays avec l'intention d'en exiger le paiement par l'Etat Roumain.

COUVERTURE MENSUELLE (1)

MOIS — 1917	EMISSION mensuelle	COURONNES ef.	MARKS ef.	MARKS ef.	BILLETS all. à la section d'émiss.	TOTAL marks
Janv.-Févr	20.002.077	7.470.000	4.800.000	10.990.857	201.804	16.001.661,80
Mars.....	29.883.057	6.640.000	4.264.000	19.656.000	13.546	23.906.433,60
Avril.....	43.798.993	13.307.000	8.545.400	49.029.700	143.105	57.431.994,60
Mai.....	63.059.136	27.989.000	17.981.800	26.078.700	12.690	44.047.303,40
Juin.....	85.892.415	22.561.000	14.503.220	46.179.602	37.109	60.713.932,15
Juillet.....	75.741.219	30.833.000	19.799.980	62.797.119	4.099	82.592.996,25
Août.....	107.929.969	62.323.500	40.040.000	41.532.136	28.163	81.543.974,35
Septembre.	90.478.124	25.339.300	16.280.000	36.559.940	12.613	72.827.325,20
Octobre....	91.474.346	39.596.000	25.440.000	48.113.284	300	73.553.584,40
Novembre.	74.199.225	32.826.000	21.092.695	38.226.056	10	59.318.742,23
Décembre.	27.689.700	3.795.000	2.440.000	11.793.042	1.232	14.231.760,10
1918 R	710.109.302	272.681.800	175.187.095	410.953.939	23.704	586.169.738,83
Janvier....	23.323.057	6.266.000	4.320.000	14.330.098	6.652	18.643.445,91
Février....	67.214.798	2.558.075	7.918.919	381.128.330	7.299	46.039.850,78
Mars.....	358.839.844	84.412.500	56.270.939	230.503.566	5.468	286.769.038,00
Avril.....	108.269.405	72.315.400	48.159.591	28.500.739	61	76.670.392,00
Mai.....	287.055.077	112.033.700	75.045.937	154.597.441	1.232	229.642.145,00
Juin.....	131.268.277	66.715.600	43.468.577	61.474.684	770	104.942.491,00
Juillet.....	232.762.846	41.737.400	25.151.511	161.123.288	2.343	186.272.656,00
Août.....	76.188.216	26.408.700	15.126.541	45.824.031	»	60.950.573,00
Septembre.	77.343.750	45.236.300	26.107.167	35.692.832	»	61.800.000,00
Octobre....	42.332.541	33.336.400	19.240.350	14.641.883	»	33.882.033,00
TOTAL...	2.114.727.957	764.411.875	496.046.130	1.195.776.235	»	1.691.782.336,00

(1) CREANGA. Op. Cit. p. 22-23. V. I.

A remarquer que le total des huit émissions mensuelles de 1918 dépasse de beaucoup le total des 12 émissions mensuelles de 1917.

Les billets imprimés à Berlin arrivaient à Bucarest par courrier spécial et étaient déposés à la Section d'émission de la Banque Générale Roumaine. Leur entrée en circulation se faisait à l'occasion des paiements effectués par la Section Financière B suivant les ordres reçus par la Section Financière A. Cette dernière les donnait en se basant sur les demandes qui lui étaient faites à ce sujet par l'Administration Militaire.

Dès que les paiements étaient effectués la Section Financière B avait le devoir d'en avertir la Centrale de Liquidation de Berlin, pour que celle-ci en donne de suite couverture. Avant la signature de la paix 800.640.097 lei furent mis en circulation dans le territoire envahi, ce qui revenait à une émission mensuelle de 51.189.000 lei.

Dès que celle-ci fut signée et que selon l'article 6 de la Convention les billets étaient mis à la charge de la Roumanie, les Allemands augmentèrent l'émission mensuelle à 164.260.000 lei, donc à plus du triple de ce qu'elle était avant. Aucun besoin sérieux n'existait pour donner lieu à cette nouvelle inflation monétaire qui, par son ampleur et par le fait qu'elle venait s'ajouter aux précédentes, aggravait encore l'état très précaire de nos finances. Evidemment, notre déplorable situation financière ne pouvait que réjouir les Allemands qui poussèrent le cynisme de la malhonnêteté jusqu'à différer la ratification de la paix pour pouvoir émettre des nouveaux billets.

La circulation des billets de la Banque Générale couverts

et émis régulièrement était, le 10 novembre 1918, de 2.114.727.957 lei (1). La somme des billets non couverts mais sûrement en circulation s'élève à 17.600.000 lei (somme réexpédiée à Berlin).

Si on ajoute les 29.699.936 lei trouvés dans les caisses de la « Banque Générale » et les 111.620.000 lei imprimés mais non expédiés en Roumanie le montant des billets existant s'élève à 2.273.647.994 lei, desquels nous trouvons 158.920.036 sans couverture.

Le retrait des billets usés se faisait sans beaucoup de formalités. La mauvaise qualité du papier employé donnait lieu à de fréquents renouvellements du papier-monnaie, spécialement des petites coupures dont l'usure était plus rapide. Ces échanges donnèrent lieu à de nombreuses fraudes, surtout en ce qui concerne les coupures de 0.25 et de 0.50 centimes qui n'étaient pas numérotées. Une grande quantité de faux billets en très mauvais état fut ainsi présentée pour être remplacée par de bons billets.

La Reichsbank de Berlin joua un très grand rôle dans le fonctionnement de la Section Financière d'émission annexée à la « Banque Générale Roumaine ». De nombreuses preuves à l'appui nous confirment les relations qu'elle a eues avec celle-ci directement ou par l'entremise de la Centrale de Liquidation. Citons parmi elles le paragraphe 3 de l'ordonnance IV, n° 1.135 du 18 janvier 1917, qui dit : « Un crédit
« de la Section d'émission de la Banque Générale Roumaine
« à la Banque de l'Empire de Berlin servira de couverture
« aux billets émis. La couverture se fera par un versement

(1) BAICOIANU. Op. Cit.

« en marks d'après la somme de lei payée, dans la portion de 80 marks pour 100 lei. » La mention portée par les billets de la Banque Générale Roumaine nous fait de même savoir qu'ils sont « Emis sur la base d'un privilège spécial et couverts par un dépôt en numéraire à la Banque d'Empire de Berlin. » La Section d'émission dépendait donc par son dépôt de la Reichsbank.

Les billets de la Banque Générale Roumaine étaient directement influencés par la tenue du mark sur le marché mondial. La moindre baisse de ce dernier avait pour résultat immédiat de diminuer la valeur de la somme servant de garantie à l'émission de billets lei de la Banque Générale Roumaine.

La fragilité du système allemand anti-financier et anti-économique, qui était celui de vouloir donner un papier-monnaie comme couverture à un autre papier-monnaie était ainsi démontrée.

Pour inspirer plus de confiance aux porteurs de billets émis selon leurs ordres, les Allemands décidèrent que les versements effectués à la Reichsbank pour leur couverture formeront un compte à part indisponible même pour les émetteurs de billets. A ce sujet nous trouvons dans le paragraphe 17 de la Convention passée entre l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie, le 25 février 1917, les lignes suivantes :

« On ne pourra disposer qu'avec le consentement du Chancelier de l'Empire des dépôts de la Banque Générale Roumaine, Section d'émission, se trouvant à la Banque de l'Empire de même que des disponibilités de marks de la Banque Générale Roumaine, Section d'émission. »

Dans les conventions ultérieures passées avec la Turquie et la Bulgarie cette même clause a été mentionnée.

Ces dépôts, du reste, n'ont pas été touchés jusqu'au moment de la conclusion de la paix de Bucarest qui, par son article 5 (1) dispose leur acquittement par le Gouvernement Roumain. Cet article rendait les sommes et les dépôts se trouvant à la Banque de l'Empire Allemand, disponibles dès leur remboursement par l'Etat Roumain, lequel devait commencer dès la ratification du traité de paix. Cette ratification n'ayant jamais eu lieu, le Gouvernement Roumain n'ayant procédé à aucun remboursement, ces dépôts doivent encore exister à la Reichsbank. Le 1^{er} novembre 1918 leur montant était de 1.195.776.253 marks et de 764.411.875 couronnes.

Ces sommes reviennent de droit à l'Etat Roumain qui a pris à sa charge l'échange des billets de la Banque Générale Roumaine contre des billets de la Banque Nationale de Roumanie.

Avant de finir ce chapitre, examinons quels sont les bénéfices réalisés par la Banque Générale, grâce au privilège d'émission qui lui a été accordé par nos ennemis.

L'ordonnance de Mackensen du 18 janvier 1917 sanctionnant les pourparlers qui avaient eu lieu au mois d'octobre 1916 à Berlin entre le Gouvernement Allemand et M. Petersen, fixait au profit de la Banque Générale une commission de 1/8 % sur le montant de l'émission. Le bénéfice restant à cette dernière après déduction des frais

(1) Partie politique, juridique du traité. DJUVARA. *La Guerre roumaine*, p. 238.

du personnel et des locaux s'élève, pour la période du 19 janvier 1917 au 10 novembre 1918, à la forte somme de 2.574.074 lei. Ce chiffre est minime par rapport aux bénéfices réalisés par les Allemands économiquement et financièrement grâce aux facilités de paiement obtenus par l'émission des billets de la Banque Générale. Celle-ci a permis à notre ennemi de se rendre rapidement acquéreur d'une grande quantité de divers produits dont l'enlèvement et la livraison auraient été difficilement obtenus par réquisition.

CHAPITRE III

But et conséquences de l'émission des billets de la B. G. R.

Motifs de cette émission. — Démenti aux assertions allemandes. — Emploi de l'émission au profit de l'Allemagne. — Influences financières et économiques de cette émission.

Les Allemands, pendant et après l'occupation, ont essayé maintes fois de justifier la création de la « Section d'émission » en prétextant la nécessité où ils se trouvaient de faire face à la pénurie monétaire du territoire envahi. Cette audacieuse affirmation allemande est facilement démentie par des faits précis qui nous prouvent le contraire. En effet, nous avons vu que c'est dès le mois d'octobre qu'on avait décidé, à Berlin, la création d'une monnaie spéciale au territoire occupé. De plus, c'est ce même mois que fut donné l'ordre d'imprimer les billets à la Reichsdrukerei. Il était donc bien difficile aux Allemands de prévoir à ce moment qu'ils allaient se trouver en Roumanie devant une pénurie de numéraire.

D'autre part, les faits qui ont suivi l'émission des billets de la Banque Générale Roumaine nous ont démontré la

duplicité allemande. Nous n'avons qu'à jeter un coup d'œil sur l'emploi qui a été fait des nouveaux billets pour être convaincus que leur création n'a été faite que dans l'intérêt de l'occupant et pour lui permettre d'exploiter économiquement avec plus de facilité notre territoire.

Ne voulant pas déprécier leur monnaie nationale et sachant que le paiement en bons de réquisition inspirait moins de confiance à la population, ils ont eu recours au paiement fictif en lei billets de leur fabrication.

Les Allemands pensaient à juste raison, que le fait de libeller cette nouvelle monnaie en roumain et de l'émettre au nom d'une banque roumaine dont la majorité de la population rurale ignorait l'origine allemande, la ferait accepter avec moins de répugnance. Le calcul allemand a été juste ; le paysan roumain content de ne plus être payé en bons de réquisition écrits en allemand, auquel il ne comprenait goutte et dont le paiement devait se faire à une date incertaine, préféra, faute de mieux, recevoir pour solde des billets de la Banque Générale Roumaine.

A part le désir des Allemands de ne pas déprécier leurs marks et celui de faciliter leurs achats dans le territoire occupé, nous constaterons d'après un rapport de M. O. Petersen que l'émission a surtout été faite avec l'espoir d'en voir effectuer le remboursement par le Gouvernement Roumain, ce qui aurait eu pour conséquence la gratuité des achats payés avec les nouveaux billets de banque.

Citons à l'appui la partie suivante de ce rapport : « La « création d'une « Section d'émission » a présenté des « avantages extraordinaires pour les Puissances Centrales « parce que, par le traité de paix, ces puissances ont imposé

« au Gouvernement Roumain le remboursement des billets.
« Les couvertures déposées à la Banque d'Empire de Berlin
« pour les sommes émises sont libérées de ce fait et
« reviennent de nouveau aux Puissances Centrales, qui
« entrent de cette manière gratuitement dans la possession
« des marchandises fournies ; l'entretien des troupes dans
« le territoire occupé devient également gratuit. De cette
« manière nous avons réalisé tous les espoirs fondés sur la
« création du nouveau moyen de paiement. (1) »

Ce rapport, qui correspond à la définition donnée par Von Kessler en Conseil de Guerre tenu à cet effet à Berlin au sujet des buts à atteindre par l'émission, nous confirme que celle-ci n'a été faite qu'au profit de nos envahisseurs.

Le paragraphe IV de la Convention relative à la question monétaire en Roumanie conclue entre la Centrale de Liquidation auprès de la Zentreleinkeufsgesellschaft Berlin (centrale de l'association d'achats) et entre le Ministère de la Guerre Austro-Hongrois nous donne un aperçu des comptes à solder par cette émission.

Compte A. — Pour les frais d'administration des armées du territoire roumain occupé.

Compte B. — Pour les fournitures de marchandises à acheter par les bureaux créés à cette fin (Etats-Major Economiques).

Compte C. — Pour les besoins de l'Administration du territoire occupé de la Roumanie. (Les 180.000.000 lei de la Banque Nationale déposés à la Reichsbank devaient servir à cet effet).

(1) CREANGA. P. 18. V. 1. Op. cit.

Compte D. — Pour les autorités officielles allemandes et pour les personnes et les maisons qui ont eu des paiements à effectuer en Roumanie (1).

Aucun de ces quatre comptes ne nous semble être ouvert au profit de la population du territoire envahi. L'émission dont l'Etat Roumain subit encore les effets n'a servi en vérité qu'à exploiter notre pays et à entretenir sur son sol les vautours allemands.

La pénurie de numéraires invoquée par les Allemands comme prétexte à la création des nouveaux billets ne justifie nullement la fantastique émission de 2.283 millions qui a été effectuée pendant les 22 mois d'occupation. Une population réduite à environ 4 millions d'habitants ne pouvait raisonnablement éprouver le besoin de posséder une quantité de monnaie supérieure à celle qui contenait plus de sept millions avant la guerre.

En effet, la circulation fiduciaire de tout le royaume était, d'après le bilan du 31 décembre 1915 de la Banque Nationale de Roumanie, de 762.218.000 lei, donc trois fois moindre que celle existante sous le régime des Allemands, quoique étant destinée à satisfaire une population à peu près double. De plus, l'administration et les fonctionnaires du Gouvernement Roumain étant pour ainsi dire en totalité réfugiés en Moldavie, les Allemands avaient à cet égard très peu de paiements à régler.

Les dépenses qui auraient dû être faites au profit des habitants du territoire occupé pouvaient facilement être couvertes par la perception de quelques impôts de consom-

(1) J. GEORGIANU. *La Roumanie sous l'occupation ennemie*, p. 36.

mation, sucre, alcool, pétrole, etc., par les taxes auxquelles auraient du être soumises les exportations de céréales et par la vente au prix courant des produits de l'Etat tels que le bois, le sel, le tabac, etc. Les Allemands ont préféré de beaucoup faire des prix de faveur et donner des ausweis (permis) à leurs ressortissants qui étaient venus en grand nombre faire des achats en Roumanie.

Nous donnons ci-dessous un tableau représentant l'utilisation des sommes retirées de la Section d'émission (1) :

Matières premières (pétrole,		
céréales, etc).....	Lei	971.134.194 77
Pour l'entretien et la solde des		
troupes	—	905.987.388 65
L'Etat-Major Administratif...	—	235.550.000
Achat de marks et paiements		
en lei	—	2.106.374 47
Total lei		2.114.717.987 98

Les Allemands ont essayé de faire croire que spécialement les 235.500.000 lei destinés à l'Etat-Major Administratif ont été employés aux besoins locaux du territoire envahi. Se basant sur cette affirmation ils décidèrent pour donner couverture à cette émission, d'utiliser les 180 millions marks or que la Banque Nationale de Roumanie possédait en dépôt à la Reichsbank.

En réalité les dépenses effectuées au profit de la population s'élèvent à la somme de 40 millions qui ont été du reste prélevés sur une contribution de guerre de 250 millions (1).

(1) CREANGA, P. 40, V. I.

L'Etat Roumain peut par conséquent, à bon droit, exiger la restitution de toutes les sommes émises par l'Allemagne car toutes, sans exception, n'ont servi qu'aux profits de cette dernière. Cette restitution intégrale devait se faire en or pour compenser les lourdes pertes subies par notre pays à cause de cette émission inutile et ruineuse.

En examinant la participation des Etats ennemis aux paiements effectués pour leur compte par la Section d'Emission de la Banque Générale Roumaine nous constatons que l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie en ont le plus profité. En effet, ils s'élèvent respectivement à 1.380.658.540 pour l'Allemagne et à 624.957.663 pour l'Autriche-Hongrie, ce qui nous donne un pourcentage de 65.4 % pour la première et de 29.5 % pour la seconde. Le pourcentage de la destination des paiements est le suivant :

Céréales et fourrages.....	32,50 %
Matières premières	3.24 %
Huiles minérales	7.70 %
E. Behles en liquidation.....	1.11 %
Marchandises variées	0.11 %
Les troupes	42.60 %
Etat-Major Administratif	11.14 %
Etat-Major Economique	1.12 %
Constantza et sol pétrolifère, particuliers	0.09 %
Etape XV	0.26 %

A remarquer que l'entretien des troupes et l'achat de céréales et de fourrages forment à elles seules les trois quarts des paiements et que par rapport à ceux-ci il ne peut y avoir aucun doute possible qu'ils ont été effectués dans un autre but que l'intérêt de l'occupant.

Nous donnons ci-dessous un tableau représentant le montant des sommes payées pour chaque espèce d'achats en particulier et les Etats qui les ont effectués (1).

L'EMPLOI DES PAIEMENTS	LES PAYS POUR LESQUELS ON A PAYÉ EN LEI				TOTAL
	ALLEMAGNE	AUTRICHE-HONGRIE	TURQUIE	BULGARIE	
Céréales et fourrages...	388.761.251 22	298.382.498 75			687.143.750
Matières premières...	41.514.523 25	26.835.476 79			68.350.000
Huiles minérales.....	140.583.603 41	21.916.396 90			162.500.000
Etat-Major administr.	235.500.000				235.500.000
Les troupes.....	535.613.018 61	258.300.000	6.572.370	100.000.000	900.487.388
Etat-Major économique	16.930.482	3.765.869 68			23.696.352
Constantza et Société pétrolière.					
Etape XV.....	5.500.000				5.500.000
Particuliers.....	1.696.249 49	200.000			1.896.249
E. Behles en liquidation	11.557.421 25	15.557.421 25			27.114.842
Marchandises diverses.			2.239.250		2.239.250
TOTAL.....	1.380.658.540	626.957.633	8.901.630	100.000.000	2.114.517.832

(1) GHEORGHIU. *La situation monétaire de la Roumanie*. Rev. Ec. Polit., p. 537.

Avant d'examiner les répercussions de cette émission sur les finances et sur l'économie roumaine, nous allons citer les procédés essayés par les Allemands pour retirer le peu d'or qui pouvait encore rester dans les mains de quelques particuliers.

La première mesure prise à cet effet par la « Kommandatur » fut d'avertir la population par l'ordonnance du 8 mars 1917 qu'elle était obligée, sous peine d'amende, à échanger l'or qu'elle pouvait encore posséder, contre des billets de la Banque Générale Roumaine.

Voyant que malgré ces menaces cette première ordonnance restait lettre-morte et ne donnait aucun résultat appréciable, le Haut-Commandement Allemand se décida à offrir une prime de 10 %. Cette seconde mesure fut portée à la connaissance du public par l'ordonnance du 5 avril 1917. Une troisième ordonnance datée du 31 juillet 1917 augmenta la prime promise en la portant à 35 %. Ces promesses ne tentèrent pas les quelques possesseurs d'or, ceux-ci n'ayant aucune confiance dans la parole allemande. Une nouvelle mesure qui eut quelque succès fut prise alors ; elle consistait à mettre en vente du sucre, denrée extrêmement rare et difficile à se procurer dans le territoire occupé, contre paiement en or.

Les premiers acheteurs qui se présentèrent reçurent, selon la promesse faite, du sucre en échange de leur or. Ils étaient destinés à servir d'appât, car par la suite, prétextant la fin du premier transport de sucre, les Allemands exigèrent le paiement anticipé du second transport, qui, d'après eux, devait arriver dans peu de temps et qui en réalité n'arriva plus jamais.

Les personnes ayant ainsi donné leur or d'avance ne le revirent plus et reçurent en échange des billets de la Banque Générale Roumaine.

Ce délit d'escroquerie bien conforme aux procédés allemands et dont les conséquences furent subies par les habitants du territoire envahi, resta sans sanction, son exécution étant la suite d'une ordonnance officielle.

Les conséquences de l'inflation monétaire provoquée par l'émission des nouveaux billets ne tardèrent pas à se faire sentir, conformément aux lois financières et économiques cette production intensive de papier-monnaie qui, par dizaines de millions, affluait mensuellement sur le marché, ne put avoir d'autre résultat que de le déprécier par rapport à l'or. Le maximum atteint par la dépréciation fut de 600 % au 3 novembre 1917.

Le cours de l'or sur le marché roumain (1)

Décembre 1916 — Novembre 1918

ANNÉE	MOIS	COURS
1916....	31 décembre....	70-75 %
1917....	31 janvier.....	75 %
1917....	6 mars	120 %
1917....	31 mai.....	150 %
1917....	14 juillet.....	185 %
1917....	31 août	235 %
1917....	11 septembre ..	275 %

(1) PARASCHIVESCO. *Les Finances de Guerre de la Roumanie.*

ANNÉE	MOIS	COURS
1917....	15 octobre	300 %
1917....	31 octobre	475 %
1917....	1 ^{er} novembre ...	550 %
1917....	3 novembre ..	600 %
1918....	2 avril	350 %
1918....	13 mai	400 %
1918....	21 août	485 %
1918....	21 octobre	240 %
1918....	11 novembre ...	325 %

Les achats effectués par l'Etat-Major Economique dans le territoire envahi fut une des principales causes de la dépréciation du lei. Les Allemands se rendant compte de la valeur fictive des nouveaux billets et se bornant sur l'espoir qu'ils avaient de se les faire rembourser par l'Etat Roumain provoquèrent par des surenchères la hausse des prix. De plus, les habitants même n'ayant aucune confiance dans la valeur de ce papier-monnaie, cherchèrent à s'en débarrasser et préféraient les échanger contre des immeubles, des marchandises, etc., trouvant plus de garantie à ce genre de placement.

Ces nombreuses acquisitions étaient en partie elles-mêmes la conséquence directe de l'inflation monétaire. Selon les lois économiques cette intense circulation fiduciaire amena une abondance de numéraire ne répondant nullement à la nécessité publique. L'argent devenant par suite trop facile son pouvoir d'achat diminua journellement par rapport à son abondance. Les vendeurs ne voulaient plus se débarrasser de leurs marchandises ou de leurs biens sans en avoir

un prix exorbitant, sachant le peu de confiance qu'ils pouvaient avoir dans la valeur des billets qui leur étaient remis en échange.

La pire des crises que peut subir un pays est celle qui résulte de la méfiance publique envers la monnaie qui circule et qui sert à effectuer les transactions. Du manque de confiance découle la dépréciation et celle-ci amène la hausse des prix. La rareté des produits est un facteur important qu'il ne faut pas oublier et qui a son influence sur la cherté de la vie.

Tout ceci du reste a été confirmé par les faits dans le territoire occupé où nous voyons la vie renchérir d'une façon effrayante de 1916 à 1918. Dans le tableau ci-dessous nous trouvons les prix de différents articles qui nous en donnent un aperçu :

	1916	1918
Blé (le wagon)	2.200	7.000
Laine (le kilo)	1.80 à 2.70	11 à 12.50
Sucre (le kilo)	1.30	15 à 25
Viande (le kilo)	0.80	8 à 12
Farine de blé	0.80 à 1	7 à 14
Drap (le mètre)	40	250 à 300
Toile de Hollande	4 à 7	100
Clous (le kilo)	1.50	8

Il est intéressant aussi de voir qu'elle fut l'influence de l'occupation allemande et en particulier de l'émission ordonnée par eux sur le cours des valeurs roumaines. En examinant le tableau ci-dessous nous constatons une hausse générale de toutes les actions et les obligations.

Cette hausse est facilement explicable : par l'inflation monétaire causée par l'émission des nouveaux billets qui amena une abondance de numéraires et par le manque de confiance qui incitait les habitants à placer leur avoir de préférence dans diverses valeurs. D'autre part, la plupart des titres ayant été transportés en Moldavie par suite de la loi de l'offre et de la demande, le cours de ceux qui restaient monta foncièrement.

COURS DES PRINCIPALES VALEURS ROUMAINES (1)

NOM	AVANT LA GUERRE	PENDANT L'OCCUPATION
Obligations foncières rurales 5 %.	90-95	106-107
— urbaines Bucarest 5 %	84-85	102-104
— communales 4 %	72-73	86-88
Emprunt national 1916	84-85	97-98
Actions Banque Agricole	480-490	585-590
— — Génér. Roumaine	2.190-1.200	2.890-2.900
— — Nationale	5.280-5.300	6.000-6.100
— — Crédit Roumain.	840-850	940-950
— Sociétés Navigation M. R.	290-300	1.080-1.120
— — Pétrol. Steaua ..	1.650-1.680	2.400-2.500
— — — Astra	1.800-1.850	2.900-3.000
— — Assurance Dacia.	1.490-1.480	2.250-2.300
— — — Nation.	920-940	1.440-1.450
— — — Agricol.	250-260	500-550

A cette hausse de valeurs contribua aussi les demandes allemandes.

(1) SLAVESCO. Op. cit., p. 39.

CHAPITRE IV

Les budgets établis par les Allemands

Rôle de la Wervaltungstab dans l'établissement du budget.

— *Le budget de la Wirthschafstab. — Les deux contributions de guerre. — Les taxes, les impôts et les amendes. — Les opérations imposées à la Banque Nationale de Roumanie.*

Le Gouvernement Roumain en procédant à l'évacuation nécessaire du territoire envahi avait eu soin de laisser des fonctionnaires dans tous les ministères et dans toutes les principales administrations. Le devoir de ceux-ci était de continuer à gérer les affaires concernant les départements occupés, à veiller au maintien de l'ordre et aux dépenses nouvelles provoquées par la guerre. Le plus important de tous ces fonctionnaires était le représentant du Ministre des Finances sur qui pesaient de très lourdes responsabilités. En

effet, sa mission consistait à faire exécuter le budget en cours ; de plus il devait payer les fonctionnaires publics, acquitter les pensions et les allocations auxquelles avaient droit les familles des mobilisés.

Dès leur arrivée les Allemands ne voulurent pas prendre en considération les prudentes mesures d'administration prises par notre gouvernement avant son départ. Ils procédèrent au changement immédiat de nombreux fonctionnaires qui ne leur inspiraient pas confiance et nommèrent à leur place des éléments douteux dont la germanophilie leur était connue et qui étaient à leur solde.

La première mesure prise par le Haut-Commandement Allemand fut d'ordonner, en violation du droit des gens, la confiscation du numéraire existant dans toutes les caisses publiques d'épargne.

Une « Commission financière » (Wervaltungsstab) fut créée et reçut pour mission d'élaborer le futur budget du territoire occupé. En principe, elle devait pour ce travail s'adjoindre des fonctionnaires roumains et les consulter au besoin, mais en réalité ceux-ci n'eurent aucune voix au chapitre. La « Wervaltungsstab » elabora le budget se reportant aux dépenses et aux revenus concernant uniquement l'administration du territoire occupé. En dehors de ce budget, que les Allemands nommaient budget de l'Etat Roumain, il en fut créé un autre spécial aux intérêts allemands. Ce budget était celui du Wirthschaftstab ; il réglait les dépenses et les revenus nécessaires au fonctionnement de l'appareil administratif créé pour l'exploitation et l'exportation en Allemagne des richesses du pays et pour le ravitaillement des troupes allemandes et alliées du territoire occupé.

La Commission financière décida que :

1°) Le fonctionnement des ministères, exception faite pour ceux des Finances, de l'Instruction et des Cultes, des Domaines et de la Justice sera réglé dorénavant par l'Administration Militaire ;

2°) Les quatre départements situés dans la zone du front de même que la Dobroudja ancienne et nouvelle ne seront pas compris dans le budget ;

3°) Les recettes ne comprendront pas les bénéfices résultant des douanes, des monopoles, les revenus des domaines, des services publics et des mines.

D'après les quelques renseignements trouvés après l'évacuation allemande on a pu savoir quels furent les budgets établis par l'occupant.

En ce qui concerne les quatorze départements compris dans le budget de la Commission financière les revenus ont été évalués, du 1^{er} décembre au 31 mars 1918, à 95.479.200 lei et les dépenses à 205.479.200 lei.

Pour l'exercice 1917-1918, à partir du 1^{er} décembre 1916 jusqu'au 31 septembre 1918, nous trouvons le budget suivant :

Revenus	Lei	130.683.691
Dépenses	»	167.768.917
Déficit	»	37.085.256

Le déficit de cette année financière est minime en comparaison de celui de l'année 1918 et 1919 qui s'élève à 231.891.536 lei. Ce dernier budget n'a pas été entièrement exécuté, les Allemands ayant été forcés d'évacuer le territoire occupé vers le mois de novembre 1918.

Les revenus avaient été évalués à..	Lei	196.293.257
et les dépenses à.....	»	428.891.936
ce qui donnait un déficit de.....	»	231.891.936 (1)

En fait il a été perçu et payé du 1^{er} avril 1918 au 30 septembre 1918, pour le compte de l'année financière 1918-1919, les sommes suivantes :

Revenus	Lei	56.133.501
Dépenses	»	67.258.646
Déficit	»	11.125.146

Les bulgets établis par le Wirthschaftstab ne sont guère plus brillants, leurs revenus sont inexistants en comparaison de leurs dépenses.

ANNÉE 1917-1918

Revenus	Lei	1.368.255
Dépenses	»	53.000.000
Déficit	»	51.631.745

ANNÉE 1918-1919

Revenus	Lei	1.455.220
Dépenses	»	401.455.220
Déficit	»	400.000.000

Les déficits résultant de ces divers budgets furent couverts par deux importantes contributions de guerre, respectivement de 250 et de 400 millions de lei.

(1) *Chronique financière*, n^{os} 3 et 4.

Sous prétexte de devoir faire face à de nouvelles dépenses nécessitées par l'administration du territoire occupé, le général Von Mackensen, haut-commandant allemand en Roumanie, donna le 5 mai 1917 une ordonnance dont l'article 1^{er} est le suivant :

« En conformité avec l'article 49 de la Convention de
« La Haye du 18 octobre 1916, concernant les lois et les
« usages de la guerre sur terre, j'impose à la population du
« territoire occupé de la Roumanie (Nord du Danube), pour
« contribuer aux dépenses de l'Administration de la
« Roumanie occupée, à l'exception de la partie de la
« Dobroudja qui appartient jusqu'à la paix au royaume de
« Bulgarie, le paiement d'une somme de 250 millions de
« lei. » (1).

Pour pouvoir effectuer le paiement de cette lourde contribution, les départements occupés durent faire un emprunt à la Banque Nationale de Roumanie qui paya l'Administration Militaire Allemande. Des obligations furent émises sur cette dernière banque afin de couvrir l'avance qu'elle faisait à ces départements, ceux-ci concédaient en garantie un dixième de la patente des impôts personnels et fonciers. Les intérêts de 5 % étaient payés par anticipation et les villes et les communes y contribuaient. Les obligations étaient remboursables dans 10 ans ; ce terme commence à courir deux ans après la paix. Elles étaient réalisables et remboursables en or, argent, billets de la Banque Générale ou billets de la Banque Nationale.

(1) V. SCANTEIE. *Collection d'ordonnances émises par l'administration militaire du territoire occupé*. Vol. I.

Une ordonnance du 14 mars 1918 imposa à la population une nouvelle contribution de guerre. Son montant s'élevait cette fois-ci au respectable chiffre de 400 millions de lei et elle fut employée de la manière suivante : 231 millions (231.891.936) pour couvrir les déficits des budgets de l'Administration du territoire occupé et 169.503.283 lei pour (1) les dépenses de l'Administration Militaire. Pour en effectuer le paiement les départements eurent de nouveau recours à la Banque Nationale de Roumanie.

A part les deux cents francs que les départements occupés se virent obligés d'effectuer en vue du paiement des contributions imposées par l'ennemi il a été contracté pendant l'occupation un troisième emprunt dont devait bénéficier la ville de Bucarest.

Ce dernier devait servir d'une part à acquitter les avances faites par le budget de l'Etat à la ville et d'autre part faire face aux charges de celle-ci.

Cet emprunt fut autorisé par l'ordonnance du 5 mars 1918 et exécutée sous la direction de la Banque Nationale de Roumanie. Vingt-sept millions furent prêtés par un consortium de banquiers de Bucarest et 5.000 millions furent avancés en compte courant par la Caisse d'Economie et de Dépôt.

La ville de Bucarest émit 27.000 millions de billets à ordre à trois mois, renouvelables, et ceux-ci furent escomptés par le consortium à 5 %. Ce dernier touchait en plus une commission importante.

Les billets à ordre étaient signés par le Président de la

(1) PARASCHIVESCO. Op. cit.

Commission intérimaire et par le caissier-chef de la Trésorerie Centrale.

Pendant toute la durée de l'occupation allemande la population du territoire occupé eut à supporter de très lourdes charges. En effet, les Allemands, dès leur installation, ont créé un grand nombre de taxes, d'impôts et d'amendes. Ces dernières étaient appliquées si souvent et sans motif qu'en fait elles représentaient de véritables contributions de guerre. Rien que dans sept communes du département de Constantza 1.190.000 lei furent perçus en fait d'amendes par les Allemands et les Bulgares. Chaque département et chaque commune avait ses taxes et ses impôts spéciaux. Leur but était d'alimenter le budget et plus spécialement de servir aux intérêts particuliers de nos envahisseurs.

Citons ci-dessous les principales taxes, impôts et amendes créés par les Allemands dans tout le territoire occupé ou seulement dans certains départements ou certaines communes :

1° La taxe sur les chiens, qui était appliquée surtout dans les villages ;

2° L'impôt sur les cheminées ;

3° La contribution personnelle de 10 lei par tête d'habitant au-dessus de 16 ans (cette taxe était variable selon les départements) ;

4° L'impôt sur la viande ;

5° Un impôt spécial sur la terre qui était dans le département de Constantza, de 8 lei par hectare pour les superficies au-dessous de 10 hectares et de 10 lei par hectare au-dessus de 10 hectares ;

6° La patente a été élevée dans certains districts, par

exemple dans celui de Constantza, de 1.000 lei jusqu'à 1.000.000, ce qui équivaut à une véritable confiscation de la fortune privée ;

7° La taxe de circulation pour la sortie des villes. A Focsani on a introduit, par exemple, une taxe de 0.25 pour la sortie de la ville après 6 heures du soir, qui pouvait être remplacée par une taxe permanente de 2 lei ;

8° La taxe des quatre œufs pour l'obtention d'un permis de circulation ;

9° La taxe sur les pâturages du bétail ;

10° La taxe pour l'exemption des corvées, du cantonnement, de l'éclairage ;

11° De nombreuses taxes de police ;

12° La taxe « de deux œufs » par poule chaque semaine était due par tous les possesseurs de volaille (1).

Dans le seul département de Constantza le montant des taxes et des impôts était d'environ 60.000.000. D'après le budget 1918-1919 du Wirthschaftstab les permis de circulation ont rapporté 41.400 lei et les taxes sur les spectacles 856.920 lei.

Avant de terminer l'exposé des mesures financières prises par l'ennemi dans le territoire occupé il nous faut insister sur les opérations de la Banque Nationale de Roumanie imposées à celle-ci par l'envahisseur.

« Pendant l'occupation la Banque Nationale de Roumanie a été placée sous la direction de cinq séquestres étrangers, le directeur et le censeur de la Banque que le Conseil d'Administration avait laissés à la tête du service de Bucarest au

(1) CREANGA, Op. cit., p. 122.

moment de sa retraite à Jassy ayant été internés en Bulgarie par l'armée d'occupation.

L'administration forcée de la Banque a effectué pendant l'occupation, contrairement aux statuts, les opérations suivantes :

1° Elle a acquitté avec la fortune de la Banque les contributions imposées par l'Administration Militaire aux départements et communes ;

2° Elle a émis des bons de caisse à intérêts dont il existait à la fin de 1918 un montant en circulation de 11.858.000 lei ;

3° Elle a accordé à la commune de Bucarest un emprunt pour lui permettre de payer les coupons à Berlin ;

4° Elle a transféré les disponibilités de la Banque en marks à la Reichsbank de Berlin dans le but d'en disposer (1) ». La seconde des opérations effectuées par l'Administration forcée de la Banque Nationale avait pour but d'éviter la trop grande dépréciation des lei émis par la Banque Générale. L'administration forcée motivait cette mesure par la nécessité devant laquelle se trouvait l'Etat-Major Economique de disposer de nouveaux moyens de paiement en vue des nouvelles récoltes et des dépenses nécessaires à une production déjà plus intensive du pétrole. Elle ajoutait que l'Etat-Major Administratif allait bientôt se trouver dans la même situation et qu'il devra avoir recours à de nouvelles demandes de contributions ; pour tous ces motifs et pour empêcher une nouvelle émission de lei-billets on donna l'autorisation à la Banque Nationale d'émettre des

(1) GHEORGHIU. *La situation monétaire en Roumanie. Régime sous l'occupation allemande*. Rev. Ec. Polit. 1920. N° 5, p. 530.

bons de caisse porteurs d'intérêts. Ces derniers étaient délivrés en échange du dépôt de lei-billets.

Une ordonnance n° 14.288 du 9 novembre 1917 autorisa l'administration forcée de la Banque Nationale d'émettre des bons de caisse de 500, 1.000, 5.000 et 10.000 lei à échéance de trois, six ou douze mois et portant intérêts de $2\frac{1}{2}$ %, $3\frac{1}{2}$ % ou $4\frac{1}{2}$ % suivant leur durée. Ils étaient réescomptés au taux de 1 %. Pour garantir leur remboursement on se servit de l'important dépôt qu'avait à la Deutsche Reichsbank la Banque Nationale, ceci était illégal car ce même dépôt était indisponible comme servant de garantie à une partie des billets émis pour la Banque Générale (1).

L'émission des bons de caisse commença le 1^{er} décembre 1917 par l'ouverture d'une souscription publique. Le résultat de l'opération n'a pas correspondu à l'attente allemande car en tout et pour tout on ne recueillit que 28 millions de lei qui eux-mêmes avaient été déposés pour la plus grande partie par des banques.

Avec ces dernières données nous avons fini d'examiner les principales mesures financières prises par l'ennemi à notre détriment pendant l'occupation.

(1) V. SCANTEIE. Op. cit. V. II.

Les mesures prises par l'ennemi en vue de l'exploitation économique du territoire occupé

Se rendant compte de l'intérêt économique résultant de l'occupation du territoire roumain les Allemands activèrent par tous les moyens la conquête de notre sol. Ils voulaient par l'exploitation des ressources économiques de notre pays assurer le ravitaillement du Reich et par la prise en possession de nos richesses consolider les prêts qu'ils nous avaient consenti avant la guerre. « En effet, les Allemands avaient « prêté à la Roumanie près de 80.000.000 de livres sterling ; « ils avaient en outre mis dans les banques roumaines, dans « le commerce et l'industrie plus de 40.000.000 de livres « sterling. L'Etat Roumain dût en 1900, après la crise « agricole, emprunter à la « Diskonto - Gessellschaft » « 480.000 livres sterling au taux nominal de 5 % mais qui, « au bas cours de l'émission fut en réalité de 7 %. Cette

« dernière eut de plus en gage les revenus du monopole du
« papier à cigarettes et s'assura ainsi une part des bénéfices.
« Par ces moyens, cette banque allemande réalisa un profit
« de 1.800.000 livres sterling pour 480.000 livres sterling
prêtées » (1).

Le commerce roumain était exclusivement entre les mains des Austro-Allemands qui contrôlaient la vie économique de notre pays et étaient ainsi en mesure d'en connaître à fond les forces économiques.

Par la conquête des 2/3 de la Roumanie, les Allemands mirent la main sur d'importantes sources de production qui leurs assuraient pour l'avenir d'immenses stocks de céréales, de pétrole, d'huiles minérales, de sel et de bois.

Pendant l'invasion de la Roumanie, les troupes ennemies, spécialement les Bulgares, procédèrent au pillage et à la destruction des richesses économiques de notre pays. Mais dès que la conquête fut effectuée les Allemands se rendirent compte qu'économiquement il valait mieux pour eux protéger les sources de production. En conséquence ils prirent en ce sens des mesures et se mirent à organiser l'exploitation de la Roumanie occupée.

(1) BESILESCO. *La Roumanie dans la guerre*. — Lettre au directeur du "Times".

CHAPITRE PREMIER.

Organisation de l'Etat-Major économique

Partage du territoire occupé en vue de l'exploitation économiques. — « Kommandantur » de départements et d'étapes. — Les 17 sections de l'Etat-Major Economique. — La Commission Mixte Economique. — Les Sous-Divisions. — L'exploitation économique de la Dobroudja.

Dès les premiers mois d'occupation les Allemands firent tous leurs efforts pour activer la production économique du territoire envahi. Ils se trouvèrent à ce moment devant un urgent besoin de procéder au ravitaillement du Reich dont la population civile commençait à sentir les effets du blocus. De plus, l'armée d'occupation fort nombreuse d'ailleurs, comprenant les troupes opérant sur le front roumain et les services d'exploitation, devait vivre exclusivement sur le pays conquis. De nombreuses ordonnances furent données en ce sens par le Haut-Commandement Allemand et de toutes il ressort l'urgence et la nécessité devant laquelle se trouvait l'Allemagne de tirer le maximum possible de nos richesses économiques. Les Allemands ont dû pourtant patienter

Jusqu'au printemps 1917 avant de pouvoir exporter notre pétrole, car la remise en état de nos puits de pétrole demanda quelques mois. De même en ce qui concerne les céréales l'ancienne récolte ayant été brûlée par nos troupes, les Allemands ont dû attendre jusqu'au mois d'août 1917 pour profiter de la nouvelle. A partir de ce moment et suivant les directives imposées par le Grand Quartier Général Allemand, l'exploitation économique de notre pays fut poussée à ses extrêmes limites. Citons à cet effet le fameux ordre n° 26.280 donné le 21 août 1917 par le général Hahndorf : « Le devoir le plus important de l'Administration Militaire en Roumanie est l'exploitation intensive du pays au profit de la Métropole. »

Cet ordre fut suivi à la lettre et eut pour résultat de plonger et de laisser notre pays dans un profond marasme économique.

En vue d'une exploitation intensive les Allemands partagèrent le territoire occupé en quatre zones militaires : 1° Le territoire de l'Administration Militaire (Gebiet der Militarverwaltung) ; 2° La zone des étapes (Etappengebiet) ; 3° La zone des armées d'opérations (Operationsgebiet) ; 4° La zone de Dobroudja (1).

Une organisation spéciale nommée Etat-Major Economique ayant des ramifications dans les moindres communes, fut créée et reçut pour mission d'organiser systématiquement la mise en coupe réglée du territoire occupé. La première zone fut mise tout à fait sous sa dépendance, tandis que les trois autres zones ne furent soumises qu'à son contrôle.

(1) *Bericht der Militarverwaltung in Rumanien.*

Les Allemands, avec leur esprit d'organisation habituel, fixèrent d'avance les moindres détails concernant l'exploitation intensive et minutieuse des richesses économiques situées dans le territoire occupé. A cet effet ils procédèrent à un inventaire complet de toutes les ressources du pays et prohibition absolue fut faite aux habitants d'aliéner leurs produits sans l'autorisation expresse de l'autorité militaire allemande. L'Etat-Major Economique (Wirtschaftstab) alla jusqu'à fixer d'avance le nombre d'œufs que les poules devaient pondre par semaine et la quantité de lait que les vaches devaient donner. Tout cela était loin de la réalité, la production étant en vérité bien moindre, mais grâce à cette fixation arbitraire les Allemands pouvaient faire payer aux habitants de fortes amendes. Par exemple, pour chaque œuf en moins le propriétaire de la poule payait 0 fr. 50 d'amende. « Le régime économique imposé sous l'occupation fut conçu et appliqué avec une méthode minutieuse et sans aucun scrupule moral ou juridique ; chaque homme devenant en Roumanie un simple outil destiné à travailler et à produire pour le profit de l'Allemagne (1) ». La première zone, la plus importante des quatre tant au point de vue de son étendue et de sa production qu'au point de vue purement économique, était commandée par le général allemand Tulff Von Tscheppe und Weidenbach. Conformément aux Conventions économiques conclues entre nos ennemis il était secondé par trois autres délégués appartenant respectivement à l'Autriche-Hongrie, à la Turquie et à la Bulgarie. Ceux-ci défendaient surtout l'intérêt de leur patrie dans la répartition des produits.

(1) DJUVARA, *La Guerre roumaine*. P. 209.

La seconde zone s'étendait tout le long de la rivière Buzeu, des Carpathes et du Danube. L'exploitation du territoire compris dans cette zone se faisait toujours selon les directives de l'Etat-Major Economique. Les produits servaient en premier à ravitailler les troupes d'opération, le surplus était envoyé en Allemagne.

La troisième zone, située sur la ligne du front était dirigée par le commandement des troupes d'opérations qui l'exploitait au profit exclusif de ces dernières.

La quatrième zone de Dobroudja fut mise au début sous l'administration bulgare. Par un ordre du 24 octobre 1916 elle passa sous l'administration d'étape allemande.

La création d'un Etat-Major Economique fut envisagée dès le 28 octobre 1916. En effet, à cette date eut lieu, à Berlin, un Conseil de Guerre qui s'occupa de fixer d'avance les mesures qui devaient être prises en vue de l'exploitation économique du territoire occupé. Le 27 décembre 1916 l'installation de l'Etat-Major Economique à Bucarest était un fait accompli. Au début cette institution fut divisée en dix sections, mais devant l'ampleur prise par l'exploitation on dut bientôt augmenter le nombre de ces sections.

Le territoire occupé fut divisé en cinq zones militaires ayant chacune à leur tête un inspecteur dont le grade était équivalent à celui d'un commandant de régiment. La ligne du front s'étant complètement stabilisée, le Haut-Commandement Allemand décida de créer pour la Valachie et l'Olténie (1) quatorze commandements directoriaux (Direktion-Kommandantur). Onze furent attribués aux Allemands

(1) La Dobroudja fut exploitée séparément,

et trois aux Austro-Hongrois. Chaque « Kommandantur » de département avait sous ses ordres des Kommandantur d'étape. Au total il y avait pour les quatorze départements quarante-deux « Etappenkommandanturs » dont trente-deux étaient allemandes et dix étaient austro-hongroises.

La mission de ces « Kommandanturs » consistait à maintenir l'ordre, assurer la circulation, surveiller les frontières, contrôler la population et procéder surtout à l'exploitation économique de la portion du territoire qui leur incombait.

A cet effet il fut adjoint à chaque commandement de département un office principal économique et à chaque commandement d'étape un office secondaire économique.

L'Etat-Major Economique donnait ses ordres directement aux premiers de ces offices qui les transmettaient aux seconds. Chaque office avait sous sa puissance un territoire délimité qu'il exploitait économiquement avec l'aide du personnel appartenant à la « Kommandantur » à laquelle il était attaché.

L'exploitation économique du territoire occupé devenant chaque jour plus intense l'Etat-Major fut forcé d'augmenter le nombre de ses sections. Dans sa dernière formation il se composait de dix-sept sections ayant les attributions suivantes (1) :

(1) GEORGIANU. *La Roumanie sous l'occupation ennemie*, p. 12-15 (Direction générale de statistique. Service de classement des documents abandonnés par l'ennemi).

PREMIÈRE SECTION. — *Les Substances Alimentaires*

Sept groupes composèrent cette section :

Groupe A. — Exportation.

- 1) Inventaire des animaux et des fourrages existants ;
- 2) Préparation et chargement des excédents pour l'exportation ;
- 3) Garde de semence pour les futurs ensemencements ;
- 4) Approvisionnement des troupes, de la population et des animaux avec des éléments et des fourrages ;
- 5) Distribution des réserves de paille et de foin.

Groupe B. — Minoterie.

- 1) Distribution de farines et autres produits de la minoterie ;
- 2) Fabrication des pâtes et de « l'ersatz » de café.

Groupe C. — Huiles végétales et graines.

- 1) Emploi des huiles végétales et animales ;
- 2) Décortication des graines ;
- 3) Extraction de toutes sortes de graisses ;
- 4) Fabrication de savon.

Groupe D. — OEufs.

Groupe E. — Tabac et autres monopoles d'Etat.

- 1) Culture, récolte, fabrication et distribution ;
- 2) Fabrication des allumettes et leur vente.

Groupe F. — Vins et vignobles.

- 1) Réquisition et exportation des stocks existants ;
- 2) Culture des vignes ;
- 3) Emploi du vin et des raisins.

Groupe G. — Fruits, légumes.

DEUXIÈME SECTION. — *L'Agriculture et ses Subdivisions*

Groupe A. — Travaux des champs.

1) Labourage ; 2) Répartition des semences ; 3) Jardinage ; 4) Récoltes ; 5) Dépôts de foin et de paille ; 6) Culture des plantes oléagineuses.

Groupe B. — Animaux.

1) Elevage d'animaux et de volaille ; 2) Dépôts d'animaux ; 3) Statistique des animaux ; 4) Viande.

Groupe C. — Administration des Domaines de l'Etat et de la Couronne.

1) Administration des Domaines de l'Etat ; 2) Administration des Domaines de la Couronne ; 3) Contrôle, Administrations forcées.

Groupe D. — Industrie agricole.

1) Production et vente de bière et de spiritueux ; 2) Eaux minérales, vinaigre, acide carbonique ; 3) Fabrication de la glace artificielle.

Groupe E. — Machines agricoles.

1) Réquisition et utilisation des machines et outils agricoles ; 2) Charrues à vapeur et à moteur ; 3) Ateliers de réparations.

Groupe F. — Laiterie.

1) Produits laités ; 2) Machines pour l'industrie laitière.

TROISIÈME SECTION. — *Expédition et Transports*

1) Répartition des wagons en vue des transports nécessaires aux sections d'exploitation de l'Etat-Major Economique ; 2) Expédition des marchandises par voie ferrée et par Danube jusqu'à la frontière ; 3) Bulletins de transport.

QUATRIÈME SECTION. — *Matières premières*

Groupe A. — Matières textiles.

1) Chanvre, lin, soie, fil, chiffons, etc. ; 2) Industrie de tissage.

Groupe B. — Peaux, Matières en cuir, Fourrures.

1) Peaux de toutes espèces d'animaux ; 2) Peaux pour fourrures ; 3) Exploitation des tanneries.

Groupe C. — Métaux.

1) Métaux vieux et neufs.

Groupe D. — Produits chimiques.

Groupe E. — Transport et expédition de ces produits.

CINQUIÈME SECTION. — *Statistique et Distribution*

1) Stations de distribution de l'Etat-Major Economique ; 2) Répartition des produits entre les alliés suivant la convention établie à ce sujet ; Statistique de l'exportation par terre et par Danube.

SIXIÈME SECTION. — *Huiles minérales*

1) Exploitation des fabriques et des raffineries de pétroles ;

2) Questions relatives au matériel ; 3) Commandement des régions pétrolifères.

SEPTIÈME SECTION. — *Industrie du bois*

1) Exploitation des scieries ; 2) Expédition du bois.

HUITIÈME SECTION. — *Siviculture et Chasse*

1) Exploitation des forêts de l'Etat et de la Couronne ;
2) Gardes-forestiers et gardes-chasse ; 3) Quantité d'arbres à abattre.

NEUVIÈME SECTION. — *Electrotechnique*

1) Questions techniques ; 2) Matériel électrique.

DIXIÈME SECTION. — *Utilisation des machines*

1) Installation de machines ; 2) Centrale de courroies de transmission.

ONZIÈME SECTION. — *Pêcheries*

1) Pêcheries de l'Etat ; 2) Instruments de pêche ; 3) Distribution de poissons.

DOUZIÈME SECTION. — *Mines*

1) Exploitation des mines de charbon et de sel ; 2) Exploitation d'autres mines ; 3) Exploitation des mines appartenant à l'Etat.

TREIZIÈME SECTION. — *Entreprises Industrielles de Guerre*

QUATORZIÈME SECTION. — *Questions économiques*

- 1) Crédits ; 2) Administrations forcées.

QUINZIÈME SECTION. — *Finances*

- 1) Comptes ; 2) Emission des billets de la Banque Générale.

SEIZIÈME SECTION. — *Contentieux*

DIX-SEPTIÈME SECTION. — *Questions concernant les
Travailleurs*

- 1) Travail ; 2) Office de réparation.

Toutes ces sections étaient sous le commandement d'une administration centrale, divisée en deux ; une administration centrale allemande composée de trois bureaux et ayant un commandant suprême allemand, et une administration centrale austro-hongroise à la tête de laquelle se trouvait un commandant autrichien. Le chef de l'Etat-Major Economique travaillait sous les ordres du chef de l'Etat-Major de l'Administration Militaire qui lui-même recevait des ordres du Gouverneur Militaire. Une certaine initiative de traiter les questions économiques était laissée aux commandants des sections à condition qu'elles le soient conformément aux décisions et ordres de l'Etat-Major.

Une Commission économique mixte roumaine (Rumanischer-Wirtschaftsverband) fut créée en vue de faire exécuter plus facilement les dispositions prises par la Wirtschaftstab. Suivant les paroles du colonel Hentsch adressées le 3 mai 1917 aux commandants de départements et d'étapes, le but de cette création était de faciliter les relations entre la popu-

lation roumaine et l'autorité allemande en vue de l'exploitation plus intense du territoire roumain.

La Commission mixte devait établir quelles étaient les quantités de céréales et de fourrages existants. L'autorité elle-même devait en contrôler les dres. La population était obligée de déclarer les produits dont elle disposait sous peine de les voir réquisitionner en cas de fraude.

La Commission mixte devait en plus établir le chiffre concernant la consommation intérieure et les excédents exportables. Elle avait aussi à garder et à transporter les produits agricoles demandés par l'Etat-Major Economique ; de plus, elle était le représentant des agriculteurs roumains vis-à-vis des autorités allemandes et négociait la collaboration de la population agricole avec l'autorité militaire.

Le siège de cette Commission était établi au Ministère de l'Intérieur. Le Comité se composait de membres des Etats-Majors Economique et Administratif, des représentants des Ministères de l'Intérieur, de l'Agriculture et des Domaines et de ceux du Syndicat Agricole, des Banques populaires et des Sociétés de Baillage. Le Président de la Commission était Allemand et son remplaçant Austro-Hongrois. Les Membres étaient nommés par le Gouverneur Militaire. Un Bureau Directeur était créé (Geschäftsleitung) pour faciliter les travaux de la Commission. Dans chaque département furent installées des Sous-Divisions de cette Commission mixte (Unterabteilung) qui étaient composées de la façon suivante :

Le Commandant de département, le Préfet du département, le Président du Syndicat Agricole, les Représentants des Banques populaires et des Sociétés de Baillage.

Les Commissions mixtes départementales étaient elles-

mêmes divisées en bureaux établis auprès de chaque Etappen-Kommandantur. Ces derniers avaient pour membres :

Le Commandant d'étape, le Sous-Préfet et les Représentants des Syndicats Agricoles et Banques populaires.

Dans chaque commune fonctionnait comme organe subalterne une Commission composée du Maire, du Prêtre et de l'Instituteur, sous la direction d'un chef allemand, nommé Buroleiter qui avait pour mission de tenir au jour le jour un registre de contrôle (Bestandesbuch) mentionnant la situation exacte des produits, c'est-à-dire montrant les quantités qui ont été exportées, celles qui restent et celles qui sont absolument nécessaires à la population locale.

En ce qui concerne la Dobroudja, d'après les documents trouvés après l'évacuation allemande on a pu savoir que cette province a été au point de vue de l'administration et de l'exploitation économique, traitée séparément des deux autres.

Au début elle fut soumise à l'Administration Bulgare qui en nomma Gouverneur le Préfet de Sofia. La Préfecture fut installée à Constantza et six Sous-Préfectures furent établies dans les autres principales villes. Les Bulgares, pendant toute la durée de leur administration, ont dévasté le pays. De lourds impôts furent mis à la charge de la population. Leur recette ne servait qu'à entretenir un grand nombre de fonctionnaires bulgares. Le 24 octobre 1916 les Allemands décidèrent de prendre en leurs mains l'administration de la Dobroudja, excepté les deux départements du sud qui avaient été pris par les Roumains aux Bulgares en 1913 et qui leur furent définitivement rendus.

La zone du commandement d'étape allemand fut partagée

en cinq « Etappenkommandantur » et en deux « Kommandantur » économiques. Les chefs d'étapes devaient résoudre toutes les questions concernant l'exploitation suivant les ordres reçus de l'Etat-Major Economique de l'étape de Dobroudja. Celui-ci était composé de sept sections :

- I. — Section Agricole.
- II. — Section du Combustible.
- III. — Section Technique.
- IV. — Section des Matières premières de Guerre.
- V. — Section Commerciale.
- VI. — Section de l'Intendance.
- VII. — Section d'Exploitation des Pêcheries.

L'Etat-Major Economique procède à l'exploitation économique de la Dobroudja suivant les mêmes directives qui lui avaient servi en Valachie et en Olténie. En premier il chercha par tous les moyens à remettre en état toutes les entreprises industrielles et minières et à activer la production agricole en vue d'un meilleur rendement au profit de l'Allemagne.

En ce qui concerne les départements occupés par les Bulgares on manque complètement de documents permettant d'en connaître l'exploitation.

CHAPITRE II

Les réquisitions

Réquisitions des aliments. — Réquisitions des machines. — Réquisitions de bétail. — Le travail forcé. — La spéculation résultant des réquisitions. — Violation de la propriété privée.

Pendant les premiers mois de l'occupation les réquisitions faites par les Allemands furent poussées à l'extrême. Un article paru dans le journal *Le Temps* du 13 juin 1917 nous donne à ce sujet les informations suivantes : « Les Allemands et les Bulgares traitent les habitants de Bucarest en véritables esclaves. Les récoltes, le bétail, les vivres de toutes sortes ont été confisqués et emportés en Allemagne. La population est dans une misère complète. Des centaines de paysans meurent de faim. Ils succombent de misère et d'inanition.

« Au début du mois d'avril on ne trouvait plus à Bucarest, qu'avec de très grandes difficultés, les denrées les plus ordinaires. C'est ainsi que le kilo de pommes de terre

« valait 2 francs au lieu de 0.10 centimes en temps normal.
« La graisse se payait 20 lei le kilo au lieu de 1.50 avant la
« guerre. Les citrons sont payés pour les malades 3 lei pièce
« et sont introuvables. Une paire de poulets valant habituellement 2 ou 3 lei trouvait acquéreur à 40 lei. Le kilo
« de viande de mauvaise qualité était coté 7 lei le 7 avril
« dernier. Le kilo de beurre a atteint le cours de 23 lei et le
« litre de lait dépasse 3 lei. Des officiers de la Kommandantur,
« accompagnés de fonctionnaires de la Mairie, ont réquisitionné dans presque toutes les maisons particulières les
« matelas, oreillers, couvertures, chemises, chaussures, vêtements de toutes sortes, soi-disant pour les blessés ; en
« réalité tous ces effets d'habillement ont été transportés en
« Allemagne. »

Pour éviter tout contrôle de leur « activité » les Allemands, après avoir interdit tout trafic postal ou téléphonique avec les provinces envahies, ont demandé aux représentants des Etats-Unis et des Pays-Bas restés à Bucarest après l'invasion, de vouloir bien quitter la ville, leur place étant à Jassy, où se trouve le Gouvernement auprès duquel ils avaient été accrédités. Ils voulaient empêcher que l'on connaisse leur oubli volontaire du texte de la Convention de La Haye de 1907 qui dit : « Les réquisitions ne doivent avoir pour objet que des choses absolument indispensables, soit à la subsistance soit aux mouvements de l'armée. »

A cause donc de leurs abus en ce sens, le ravitaillement de la population roumaine fut rendu très précaire. Certains articles de consommation courante devinrent introuvables. Le poisson par exemple, très abondant en Roumanie, étant réservé exclusivement aux troupes et aux fonctionnaires

allemands atteignait des prix inabordables pour la population locale. Les sévères prohibitions imposées par les Allemands en ce qui concerne l'expédition des vivres d'une localité à l'autre aggravaient les difficultés de ravitaillement.

La réquisition des aliments a été surtout très intense au début de l'occupation. La ration de la population fut fixée à 300 grammes de blé ou 350 de maïs par jour. On ne pouvait se procurer que par des voies détournées le reste des articles nécessaires à la vie car ceux-ci étaient réservés en plus grande partie aux militaires, aux fonctionnaires allemands et à leurs familles.

A part la question alimentaire, les réquisitions se portèrent sur les machines industrielles qui furent démontées et expédiées en Bulgarie. Ce bouleversement dans l'industrie roumaine convenait aux Allemands car se basant toujours sur une paix victorieuse ils pensaient ne devoir jamais payer d'indemnités pour le pillage et, de plus, ils comptaient avoir à nouveau comme clients les propriétaires des usines ainsi mises hors de fonction. En beaucoup d'endroits ils ne démontrèrent que certaines pièces pour être encore plus sûrs de l'impossibilité résultant pour les industriels de s'adresser à d'autres qu'à eux pour leur remplacement.

Les forêts roumaines ne furent guère plus favorisées. De nombreuses coupes faites à tort et à travers permirent aux Allemands d'exporter de grandes quantités de bois. Cette exploitation est contraire à la Convention de La Haye de 1907 car « l'occupant peut jouir des forêts domaniales soit « en percevant les fruits naturels, soit en se faisant payer « le montant des baux, mais il ne doit pas exercer cette « jouissance d'une façon abusive, c'est au contraire, pour

« l'occupant, une obligation d'observer pour les bois taillis
« l'ordre et la qualité des coupes, suivant l'aménagement
« ou l'usage constant des propriétaires et pour les parties
« du bois de haute futaie qui ont été mises en coupes réglées
« de se conformer aux époques et aux usages établis. »

Nos forêts restèrent complètement dévastées après le départ de l'envahisseur.

Le bétail restant en territoire occupé fut aussi gravement atteint par de nombreuses réquisitions. Celles-ci furent si intenses au début que notre agriculture eut à en souffrir. Les labours se faisaient avec de grandes difficultés à cause du manque d'animaux. Surtout après la signature du traité de paix de Bucarest l'enlèvement de notre cheptel se fit sans ménagement.

D'après M. le professeur D^r I. Angheliesco les pertes de bétail subies par notre pays, par suite des réquisitions ennemies, seraient les suivantes : (1)

	ESPÈCES D'ANIMAUX					
	CHE- VAUX	ANES et MULETS	BÊTES À CORNES	PORCS	MOUTONS	CHÈVRES
Chiffre des pertes en 24 mois d'occup.	83.000	1.450	220.500	317.000	1.483.000	41.000

En calculant la valeur moyenne actuelle par espèce on pourrait évaluer les pertes produites par les réquisitions pendant l'occupation de la façon suivante :

(1) *Annales statistiques et économiques*. Nov. 1918.

	CHEVAUX	ANES ET MULETS	BÊTES A CORNES
Nombre des animaux perdus.	83.000	1.450	220.500
Valeur moyenne unitaire.....	700 »	700 »	1.000 »
VALEUR TOTALE par espèce...	58.100.000 »	1.015.000 »	225.000 »

	PORCS	MOUTONS	CHÈVRES
Nombre des animaux perdus.	317.000	1.483.000	41.000
Valeur moyenne unitaire.....	30 »	60 »	50 »
VALEUR TOTALE par espèce...	95.100.000 »	87.780.000 »	2.050.000 »

La valeur totale des pertes en bétail est donc de 468.000.000 lei. La perte sus-mentionnée se fait donc lourdement ressentir d'autant plus qu'elle aggrave non seulement la crise de l'alimentation mais aussi celle des transports.

Les réquisitions durèrent tout le temps de l'occupation. Les sections de l'Etat-Major Economique et les Ettappens-Kommandanturs communiquaient aux postes militaires allemands existant dans tous les principaux villages le nombre de bestiaux dont ils avaient besoin. Ceux-ci alors ordonnaient au maire du village d'avoir à livrer jusqu'au lendemain le nombre d'animaux demandés. Si l'ordre n'était pas exécuté à temps, la commune avait à payer une très forte amende et souvent le maire du village était emprisonné pour quelques jours.

Des équipes de l'Etat-Major Economique parcouraient les villages et les villes à la recherche de la laine et des objets

en cuivre qui, malgré les ordonnances, n'avaient pas été livrés. De nombreux bougeoirs, des lampes, des casseroles, des chaudrons furent ainsi réquisitionnés sous prétexte qu'ils étaient en cuivre. Tout ce métal fut expédié en Allemagne où il servait à faire des douilles pour les obus.

Ce régime d'exploitation à outrance a ruiné le pays en détruisant ses principales forces de production.

Les Allemands ne se contentaient pas de réquisitions matérielles mais procédèrent même à des réquisitions de personnes.

Tout Roumain de 14 à 60 ans était obligé de travailler sur les terres désignées par l'autorité militaire. Ceux qui commettaient des infractions à cette terrible ordonnance risquaient des peines sévères qui allaient même jusqu'à la déportation et à l'internement en Allemagne.

Citons, à ce sujet, les lignes suivantes écrites par M. Basilescu (1) : « Quant à la population demeurée dans le reste du « territoire occupé par l'ennemi, qu'il suffise de dire qu'elle « est traitée par lui en vraies bêtes de somme, en esclaves, « sans aucune considération pour l'âge, la condition, le sexe « de l'individu, hommes et femmes sont employés aux « tranchées sous le feu de l'ennemi ou menés aux travaux « des champs les plus durs.

« Comme comble de leur misère et de l'infamie les Alle-
« mands leur ont enlevé tous leurs vêtements, tous leurs
« moyens d'existence : Blés, maïs, orge, vins et tout ce qu'ils
« ont pu trouver, laissant derrière eux le désert absolu. »
C'était bien l'application de la doctrine allemande qui avait

(1) *Roumanie dans la guerre*, p. 221.

imposé ces mêmes procédés à l'égard des pauvres populations du nord de la France et de celles de Belgique.

Malgré ces mesures draconiennes beaucoup de champs sont restés en friche faute de bras pour les cultiver. Les habitants du territoire occupé, en âge de travailler, étaient pour la plupart mobilisés dans l'armée roumaine. Il ne restait donc que les femmes, les enfants et les vieillards, desquels on ne pouvait exiger l'accomplissement des travaux effectués en temps normal ; de plus ceux-ci se trouvaient dépourvus d'animaux de traction réquisitionnés par l'ennemi.

L'autorité militaire allemande exigea tout de même une quantité très élevée de produits pour chaque commune. Si les chiffres fixés n'étaient pas atteints ils recouraient aux amendes et aux condamnations.

Enfin, toutes ces mesures économiques prises par l'ennemi sur notre territoire furent si néfastes que le 10 mai 1917 M. de Batocki déclara en plein Reichstag, à Berlin : « Ce pays a été complètement ruiné et ce qu'on peut y recueillir est bien moindre qu'en temps de paix. »

Ces réquisitions arbitraires furent aggravées par la spéculation à laquelle elles donnèrent lieu. Toutes les autorités ennemies, depuis le simple soldat jusqu'aux officiers supérieurs, depuis le plus petit bureau d'une Etappe-Kommandantur jusqu'à la Centrale de l'Etat-Major Economique profitèrent des circonstances pour spéculer aux dépens des habitants.

Aucune moralité n'existait dans l'armée d'occupation. Si on payait on pouvait obtenir tous les articles prohibés et tous les permis dont on avait besoin. Pour ne pas mourir de faim on avait par exemple recours, maintes fois, à la corrup-

tion des sentinelles dont la mission était d'empêcher la circulation des vivres sans permis officiels des autorités militaires allemandes. Ces permis n'étaient du reste obtenus que moyennant finance. Des sommes importantes devaient être déboursées car à la taxe officielle s'ajoutait le tarif officieux de complaisance. Nombreux furent les militaires allemands qui firent ainsi fortune dans notre pays. Ils se trouvaient si bien à leurs postes qu'ils pleuraient quand il s'agissait de les quitter. Nulle part on ne vit cette abondance de fonctionnaires vivant grassement en parasites aux dépens de la population. Surtout après la paix de Bucarest, les six divisions d'occupation étaient composées en général de soldats convalescents qu'on envoyait chez nous pour se refaire une santé.

La plus grande partie des ressources économiques de notre pays servit à ce but. L'entretien d'un soldat ennemi revenait à 30 lei par jour en moyenne, ce qui faisait 720 millions de lei (1) par an pour toute l'armée d'occupation. Le budget de l'Etat Roumain n'était, en 1916, que de 645 millions.

Il était courant de voir réquisitionner pour 300 lei une tête de bétail dans un village et de la revendre dans un autre à 600 lei. Les chaudrons en cuivre réquisitionnés étaient payés 15 lei et en échange les Allemands vendaient à la population qui en avait absolument besoin des chaudrons en fer blanc qu'ils faisaient payer 50 lei. De même, le bois façonné réquisitionné à 90 lei le mètre cube était revendu à 300 lei le mètre cube. Voici un exemple instructif d'une opération financière allemande dans le territoire occupé : « Les autorités allemandes réquisitionnent à un propriétaire une paire

(1) DJUVARA. *La Guerre roumaine*.

de bœufs et lui délivrent un bon de réquisition de 400 lei. Le propriétaire ne peut plus labourer sa terre ; il y est pourtant obligé par les ordonnances de Mackensen n° 2 et n° 224, sous peine d'emprisonnement, de fortes amendes, ou sous peine de voir cultiver sa terre à son compte par l'autorité militaire. Le voilà donc dans l'obligation d'acheter des bœufs de labour ; l'administration militaire lui propose de lui revendre ses bœufs à 1.500 lei. Le propriétaire ne peut refuser cette offre car il ne peut trouver à racheter meilleur marché. Il achète donc les bœufs et fait ses labours. Mais le travail fini on les lui réquisitionne de nouveau pour 400 lei (2). »

De cette façon les Allemands arrivaient à obtenir de gros bénéfices sans se donner beaucoup de peine. Ils ne regardaient pas à ce que leurs bénéfices soient conformes à la morale. Les Allemands fixèrent des prix arbitraires pour les réquisitions. Tous les aliments furent monopolisés par eux et achetés à bas prix pour être ensuite revendus à la population avec d'importants bénéfices. Les quelques principaux prix d'aliments arbitrairement fixés que nous donnons ci-dessous peuvent vous permettre de vous rendre compte de l'exploitation allemande :

Prix fixes. — Œufs, 0.05 à 0.10 centimes ; lait, 0.35 centimes le litre ; beurre, 4 à 5 lei le kilo ; blé, 0.20 centimes le kilo ; maïs, 0.14 centimes le kilo ; avoine, 0.20 centimes le kilo ; farine, 0.30 centimes le kilo ; laine, 2 lei le kilo.

En général tous ces prix sont de 100 à 400 % plus faibles que les prix réels.

(1) CREANGO. Op. cit., p. 110-111.

En revanche, ces mêmes aliments étaient revendus par les militaires allemands aux habitants roumains à des conditions beaucoup plus onéreuses.

Par exemple, les œufs, de 0.60 à 1 lei pièce ; le lait, de 2 à 4 lei le litre ; le beurre, de 30 à 40 lei le kilo, et ainsi de suite.

Ces spéculations effectuées à l'égard de la population des régions envahies ne sont pas les seules ; de graves atteintes ont été portées par l'envahisseur au droit de propriété. Il a donc violé les articles 46 et 47 de la Convention de La Haye de 1907 en ce qui concerne le respect de la propriété privée dans une guerre continentale.

Les biens appartenant aux personnes réfugiées en Moldavie furent mis sous séquestre ; les mesures furent surtout appliquées envers les hommes politiques connus pour avoir de tous temps été les adversaires des Allemands. Presque toutes les propriétés furent mises sous l'administration forcée de la Banque Générale, laquelle touchait dix pour cent des revenus qui auraient dû être encaissés par les propriétaires. En effet c'était le service d'étapes allemand qui soi-disant au nom et pour le compte de ceux-ci touchait ces revenus. Ils avaient du reste bien soin d'arranger les comptes des propriétaires de façon à ce qu'il y ait toujours un déficit pour ceux-ci. On inventait toutes sortes de prétextes pour diminuer les chiffres représentant les recettes et on allait même jusqu'à racheter à son compte ses propres instruments agricoles antérieurement confisqués. Les propriétés ainsi mises sous séquestre furent exploitées jusqu'à l'épuisement pour les besoins de l'armée d'occupation.

Le bétail, les céréales, la paille, le fourrage, le bois, etc...,

en un mot tous les produits de ces terres furent aussi prélevés en échange de bons de réquisition par l'Etat-Major Economique.

Au moment de la paix de Bucarest, c'est-à-dire au mois de mai 1918, la somme totale de ces bons émis par les Allemands et par leurs alliés était évaluée à un milliard de lei (1). Depuis lors et jusqu'au mois de novembre 1918, lorsque les troupes allemandes furent forcées d'évacuer le territoire occupé, les réquisitions continuant de plus belle et de vastes razias de bestiaux et de produits agricoles ayant été faites, le montant de ces bons a dû augmenter d'une façon intensive.

Les céréales saisies, non seulement celles destinées au ravitaillement des armées en campagne, mais encore celles qui ont été expédiées en pays ennemis pour servir à l'approvisionnement des populations civiles, ont été payées, contrairement au droit des gens, avec ces bons de réquisition.

Les Allemands parvinrent ainsi à leur fin grâce aux injustes mesures de spoliation qui amenèrent la ruine économique de la Roumanie. Selon les paroles de M. Raphaël-Georges Lévy : « Les Allemands ont essayé pendant l'occupation de sucer la moëlle du pays. (2) »

(1) JANCOVICI. *La paix de Bucarest*, p. 128.

(2) CONF. *La Roumanie économique*.

CHAPITRE III

Les exportations en Allemagne et dans les autres pays ennemis.

La consommation des armées d'occupation

Exportation individuelle. — Exportation d'aliments. — Exportation de matières premières. — Exportation d'animaux. Exportation du pétrole. — Les aliments et les fourrages nécessaires à l'entretien des troupes d'occupation. — Les moyens employés par les Allemands pour se procurer les produits.

L'Allemagne étant dans une situation économique très précaire, le Général Tulff Von Tscheppe und Weidenbach, Gouverneur militaire du territoire occupé, transmet aux Sections économiques, le 8 février 1917, un ordre confidentiel dont les principaux passages étaient les suivants :

« Les stocks de céréales et de fourrages existant en

« Roumanie doivent être expédiés le plus rapidement
« possible dans notre patrie. Cette mesure forme le prin-
« cipal problème qui préoccupe l'Administration Militaire.
« Pour l'approvisionnement le plus complet de notre patrie
« j'ordonne à tous les commandants d'étapes et de stations
« d'étapes de travailler de toutes leurs forces et il est néces-
« saire que toutes les administrations et tous les organes
« chargés de résoudre ce problème soient en contact per-
« manent avec l'Etat-Major Economique. On devra établir
« toutes les quantités de céréales existantes et leurs excé-
« dents devront le plus vite possible être expédiés dans
« notre patrie, utilisant à cette fin tous les moyens de
« transport. On tiendra compte du temps restreint restant
« jusqu'aux cultures du printemps pour lesquelles on aura
« besoin de bras et de véhicules ; à cet effet, toutes les quan-
« tités existantes devront être déposées et chargées dans les
« différents ports ou stations avant de commencer les
« travaux agricoles du printemps. On expédiera toutes les
« quantités existantes, gardant seulement le stock néces-
« saire absolument indispensable à la population civile et
« la quantité nécessaire aux ensemencements futurs.

« Le deuxième principal problème de l'Etat-Major Eco-
« nomique consiste à assurer la future récolte. Dans ce but
« on cultivera autant que possible tout le terrain arable.
« On devra travailler avec persistance et de toutes ses forces,
« le maintien de la Roumanie comme grenier des Puissances
« Centrales étant nécessaire (1). »

L'Etat-Major Economique s'inspirant pendant toute la

(1) I. GEORGIANU. Op. cit., p. 20.

durée de son activité de cet ordre, a exporté le maximum de produits. Dans les lignes suivantes nous donnerons quelques tableaux indiquant les chiffres atteints par ces exportations. Elles ne sont pas, malheureusement, toutes mentionnées, car à cause de la fameuse convention de répartition existant entre l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie, nombreuses furent les expéditions qui furent faites secrètement afin d'en éviter l'application. De plus, suivant l'ordre n° 172 donné le 3 mars 1917 par le Haut-Commandant Général Mackensen, les soldats allemands avaient le droit d'emporter avec eux 25 kilos d'aliments lors de leurs permissions ou d'envoyer chaque semaine des paquets de 10 kilos à leur famille. Les expéditions individuelles n'étaient pas mentionnées dans les registres allemands et pourtant le chiffre atteint par ce genre d'exportation est très important. Ceci résulte d'ailleurs d'un rapport confidentiel portant la date du 7 septembre 1917 adressé par le Général Sandler au Ministre de la Guerre Austro-Hongrois qui dit : « Le « trafic des paquets postaux expédiés dans notre patrie a « atteint au mois d'août 1917, 32 wagons. Au total il a été « expédié en Roumanie, jusqu'à la fin du mois d'août 1917, 4.002 wagons, 970 pour l'Allemagne et 32 pour l'Autriche- « Hongrie. En prenant comme poids moyen du wagon « 600 kilos, il résulte qu'au total il a été expédié de Rou- « manie, jusqu'à la fin d'août 1917, une quantité de « 6 millions de kilos de divers produits, pour la plupart des « aliments. » Quelques lignes plus bas il écrit : « Les « hommes qui partent en permission doivent prendre avec « eux 25 kilos d'aliments. En comptant à partir du 1^{er} janvier « 1917 un départ quotidien de trois trains à 1.000 soldats,

« chacun d'eux transportant 25 kilos d'aliments, nous « atteignons 18 millions de kilos ainsi transportés (1). »

Nous devons remarquer que ce rapport date du 3 septembre 1917, or, depuis lors, les expéditions n'ont cessé d'être plus intenses. D'après les statistiques officielles de l'Administration Militaire Allemande d'occupation, 2.161.905 tonnes de céréales, de fourrages et d'aliments ont été exportées du 1^{er} décembre au 31 octobre 1918.

TABLEAU N° 1

Céréales, fourrages et autres aliments exportés par l'ennemi du 1^{er} décembre 1916 au 31 octobre 1918 :

PRODUITS	ALLEMAGNE	AUTRICHE-HONG.	TURQUIE	BULGARIE	TOTAL
Blé	483.002	643.957	140.273	5.950	11.273.182
Maïs.....	224.613	242.089	22.921	5.747	495.370
Autres céréales légumineuses	43.716	45.770	553	4.574	94.613
Autres aliments.....	195.540	62.879	3.702	471	262.592
et fourrages.....	24.939	11.843	60	6	36.148
TOTAL.....	971.110	1.006.538	167.509	16.748	2.161.905
	tonnes	tonnes	tonnes	tonnes	tonnes

De ce premier tableau il résulte qu'au point de vue céréales, fourrages et autres aliments, l'Autriche-Hongrie a été le pays qui a bénéficié le plus des produits roumains.

Nos ennemis arrivèrent ainsi à enlever à notre pays 127.318 wagons de blé. Le prix de réquisition était, en 1917,

(1) Y. GEORGIANU. Op. cit., p 21.

de 2.000 lei par wagon de blé, alors que la valeur en était bien supérieure (1).

Ces prix étaient d'ailleurs payés en monnaie fictive et devaient tomber plus tard à la charge de la Roumanie ; d'un autre côté, en évaluant à 7.000 lei le wagon d'exportation on arrive facilement en déduisant le prix payé de 2.000 lei par wagon au chiffre minimum de 636.590.000 lei, somme dont a été dépouillée la Roumanie seulement par rapport au blé exporté.

Les Allemands ne se contentèrent pas de prendre nos aliments, ils enlevèrent aussi les matières premières existantes en Roumanie, de même que les machines et autres produits de notre sol.

TABEAU N° 2

ARTICLES	PAYS DE DESTINATION				
	ALLE- MAGNE	AUTRICHE HONGRIE	TUR- QUIE	BULGA- RIE	TOTAL
Peaux brutes et travaillées.	9.017	5.348	12	302	14.679
Bois.....	80.792	92.035	6.292	22.034	201.153
Sel.....	2.403	7.654	»	83.888	93.945
Machines, outils.....	»	»	»	»	»
Fer et métaux.....	6.351	36.284	8.312	6.528	57.475
Produits chimiques.....	629	1.042	139	258	2.059
Textile.....	5.368	4.619	9	32	10.028
Alcool, tabac.....	5.916	2.686	85	»	8.687
Divers.....	20.965	9.998	783	2.662	34.408
TOTAL.....	131.441	159.666	15.623	115.704	425.434

(1) DJUYARA. Op. cit., p. 211.

Du présent tableau il résulte que 42.243 wagons de matières premières et autres produits ont été exportés par nos ennemis pendant toute la durée de l'occupation. Au point de vue quantité le bois tient la première place. La répartition de ces produits a été faite en se basant sur le besoin plus ou moins pressant de chaque Etat ennemi.

En ce qui concerne l'exportation de volaille et d'animaux on a trouvé après le départ des Allemands un tableau statistique donnant quelques chiffres à ce sujet. Ceux-ci doivent être considérés comme insuffisants, car en vérité, en se basant sur d'autres documents on a pu constater qu'en fait l'exportation a été de beaucoup plus importante.

En effet, par l'adresse W. J. N. - 162.306, l'Etat-Major Economique transmet le 3 avril 1918, aux agronomes attachés près des « Kommandantur » de départements, l'ordre d'avoir à exporter 300.000 moutons et 100.000 porcs jusqu'au 25 avril 1918.

Or, suivant la statistique officielle de l'Administration Militaire d'Occupation, il a été exporté en tout 97.563 moutons et 106.351 porcs, donc les chiffres donnés sont loin de la réalité d'autant plus qu'après la signature du traité de paix (7 mai 1918) les exportations n'ont cessé d'augmenter.

TABLEAU N° 3

Nombre d'animaux et de volailles exportés du territoire occupé jusqu'au 31 octobre 1918

	PAYS DE DESTINATION					TOTAL
	ALLE- MAGNE	AUTRIC.- HONGRIE	TUR- QUIE	II ÉTAPE	DOBROUD- JA	
Volaille.....	15.881	9.995	»	»	»	25.870
Bétail.....	7.217	55.436	76	23.563	»	86.292
Moutons et chèvres.....	1.900	9.579	134	85.424	326	97.563
Porcs.....	29.323	72.535	»	4.491	»	106.351
Autres animaux.....	100	»	»	»	»	100

L'Allemagne ainsi que l'Autriche-Hongrie avaient un urgent besoin de pétrole. A cet effet ces deux pays firent tous leurs efforts pour activer la production de nos sondes et de nos puits. Au total ils réussirent à exporter pendant l'occupation 1.140.809 tonnes de pétrole. L'essence et les prroduits pétrolifères légers furent en plus grande partie expédiés en Allemagne qui en avait besoin pour alimenter les moteurs de ses fabriques et usines, ainsi que pour continuer la guerre. L'Autriche-Hongrie reçut surtout du pétrole brut, car elle pouvait procéder à sa raffination dans les nombreuses usines qu'elle possède à cet effet et qui restaient inactives par suite de la destruction des sondes de pétrole de Galicie.

TABEAU N° 4

*Exportation des produits pétroliers du 1^{er} décembre 1916
au 31 août 1918*

PRODUITS	PAYS DE DESTINATION				
	ALLEMAGNE	AUT-HONGRIE	TURQUIE	BULGARIE	TOTAL
Gaz.....	127.127	227	710	770	128.834
Benzines légères.....	102.158	229	1.316	125	103.827
Benzine lourdes.....	101.858	3.883	8.094	1.686	115.621
Huiles à cylindres.....	290.254	7	3.545	3.110	296.954
Motorine.....	206.610	112	...	...	206.722
Pétrol brut.....	1.371	227.172	4	9	227.556
Autres produits Pétroliers....	60.566	406	159	164	61.295
TOTAL.....	889.944	231.176	13.825	5.864	1.140.809

De plus, à l'évacuation du territoire occupé les Allemands enlevèrent tous nos wagons-citernes. Notre industrie pétrolière eut beaucoup à souffrir de cette mesure prise à notre détriment.

Pendant toute la durée de l'occupation les troupes ennemies séjournant en Roumanie ont été entretenues avec les produits fournis par notre sol. Le 21 janvier 1918 l'armée d'occupation comptait 480.000 hommes et 140.000 chevaux. (1) Du mois de décembre 1916 au mois de novembre 1918 plus de 100.000 wagons d'aliments et de fourrages ont été consommés par les armées allemandes et austro-hongroises.

(1) I. GEORGIANU. P. 27. Op. cit.

TABLEAU N° 5

*Consommation des armées d'occupation du mois de
décembre 1916 au mois de novembre 1918*

Quantité de céréales et de fourrages consommés :

Blé	98.440
Farine	103.304
Semoule	5.957
Pâtes farineuses	805
Farine de maïs	21.620
Légumes	37.329
Avoine, maïs	234.025
Orge, " ersatz " de café	12.650
Son	72.220
Foin	443.670
TOTAL	1.029.029
	tonnes

Les produits tirés du sol roumain ne servaient pas malheureusement qu'à l'entretien des troupes allemandes et austro-hongroises de Roumanie, mais même à celui de celles qui étaient installées dans les pays voisins. Par exemple, la statistique mensuelle allemande mentionne parmi les unités recevant des aliments de Roumanie, l'Intendance de l'Etape II de Nich (Serbie) et la Légation Allemande de Constantinople.

La distribution des aliments et des fourrages était effectuée suivant des tableaux d'approvisionnement nommés « Kriegs-verpflägungsgebührentabelle ». Ces tableaux n'étaient valables que pour un temps déterminé. La quantité d'aliments donnés aux troupes variait suivant les demandes faites par le Reich et selon l'abondance des récoltes.

D'après un manuscrit daté du 28 janvier 1918, trouvé dans les actes du Commandant Zache de l'Intendance Allemande, les demandes mensuelles d'aliments et de fourrages étaient les suivantes (1) :

(1) I. GEORGIANU. Op. cit.

TONNES

	POIN	BLÉ	FARINE	SHOULE	PATES	SON	FARNE de maïs	ORGE « Er- sais », Café	LÉGU- MES	AVOINE Orgé, Maïs	TOTAL
9 ^e Armée.....	12.060	3.000	1.275	150	20	2.360	150	»	1.271	2.720	23.006
Troupes d'occupation.....	1.965	1.200	1.833	99	»	780	315	210	291	3.015	9.798
Intendance de la II ^e étape Nich.....	5.240	»	1.050	10	15	»	450	300	»	4.300	11.365
Division de la Méditerranée.....	»	»	50	»	»	»	»	»	30	»	80
Intendance mission militaire.....	»	»	80	»	»	»	»	»	»	»	80
Intendance Dobroudja....	»	»	100	»	»	»	25	»	»	»	125
Légation allem. de Constantinople.....	»	80	»	»	»	»	»	10	»	»	90
Mines de plomb Balia-Moden.....	»	»	»	»	»	»	»	»	20	»	20
Poudrière Nakireuy.....	»	»	»	»	»	»	»	»	»	90	90
Mengeners.....	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Herakler.....	25	»	»	»	»	»	»	40	1	20	86
	19.290	4.280	4.448	259	35	3.140	940	550	1.623	10.175	44.740

Donc, au total, l'armée d'occupation et les autres unités allemandes consommaient mensuellement 4.474 wagons d'aliments et de fourrages. Connaissant la quantité de produits roumains exportés et consommés pendant l'occupation, nous allons examiner le moyen employé par l'Etat-Major Economique Allemand en vue de se procurer les aliments et les fourrages nécessaires à l'entretien des troupes et aux envois à effectuer en Allemagne.

Pour atteindre le but fixé, les Allemands eurent recours aux réquisitions. Les marchandises et produits réquisitionnés étaient partagés en deux catégories : 1° « Feldrequisitionsgüter » c'est-à-dire ceux destinés aux besoins de l'armée d'occupation ; 2° « Wirtschaftsgüter » ceux qui étaient destinés à l'exportation.

L'Etat-Major Economique et toutes les autres formations de troupes en dépendant utilisaient plusieurs genres de réquisitions : 1° « L'Entneigung », réquisition où le propriétaire des biens réquisitionnés était dépossédé en faveur de l'Administration Militaire ; 2° « Gebrauchsbeschlagnahme », réquisition par laquelle le propriétaire des biens réquisitionnés n'en perd pas la possession mais seulement le droit de les utiliser à son profit ; 3° « Sicherungssbeschlagnahme », réquisition selon laquelle les marchandises restaient aux mains des propriétaires qui devaient les garder et les livrer à la première demande de l'Etat-Major Economique.

Les ordonnances émises pendant l'occupation nous renseignent et nous permettent de constater quels furent les moyens employés par les Allemands en vue de l'exploitation intense du territoire occupé. Par exemple celle portant la

date du 8 mai 1917 nous prouve l'arbitraire avec lequel nos ennemis procédèrent aux réquisitions destinées à l'approvisionnement de l'Empire. En effet, cette ordonnance est la suivante : « La Kommandantur achètera les provisions de « graisse et de lard. Les prix seront fixés ultérieurement. » Les Maires procédèrent de suite à la réquisition de ces produits dans leurs communes. Il est porté à la connaissance publique que si les quantités nécessaires de graisse et de lard n'étaient pas remises de plein gré des réquisitions forcées auront lieu et bien entendu, dans ce cas, elles ne seront pas payées (1).

De même, selon l'ordonnance du 1^{er} janvier 1917 : « Les « communes devront réquisitionner toutes les provisions « de blé et de maïs trouvées en la possession des habitants. « Celui qui en gardera une certaine quantité pour lui sera « sévèrement puni. »

A la réquisition des produits les Allemands délivraient un bon dit de réquisition si ceux-ci étaient destinés aux troupes d'occupation et un bon dit de réception si les produits devaient être exportés en Allemagne. Pour les réquisitions dites « Sicherungsschlagnahme » aucun bon n'était délivré, les produits restant déposés jusqu'à nouvel ordre chez le propriétaire.

De plus, trois sortes de marchandises furent réquisitionnées par les Allemands sans bons et sans paiement. Ce sont : 1° Les marchandises appartenant à l'Etat Roumain ou à un Etat allié de la Roumanie (par exemple le blé du Bureau Britannique) ; 2° Les articles mis clandestinement dans le

(1) I. GEORGIANU. P. 29. Op. Cit.

commerce ; 3° Les marchandises faussement déclarées par leurs propriétaires.

L'Etat-Major Economique Allemand, grâce à son organisation tentaculaire a pu donc atteindre toutes les branches de production roumaine, même celles dénuées d'importance, et les exploiter au profit du Reich.

Les nombreuses exportations et la grande consommation effectuées pendant l'occupation par les armées allemandes et austro-hongroises laissèrent notre pays complètement ruiné économiquement pour plusieurs années.

CHAPITRE IV

Le régime du pétrole et des mines sous l'occupation

L'organisation de l'exploitation. — L'obligation pour les entrepreneurs de reprendre le travail. — La production pétrolifère pendant l'occupation. — Fixation arbitraire des prix. — Liquidation des entreprises alliées. — La Section des « Mines. » — Remise en état des mines. — Quantités de produits miniers extraits du territoire occupé.

L'évacuation de la riche région pétrolifère étant devenue absolument inévitable notre Gouvernement, d'accord avec ses Alliés, décida de détruire toutes les installations utiles à l'exploitation du pétrole.

A cet effet, une équipe d'ingénieurs roumains coopérant avec des officiers de génie anglais firent sauter à la dynamite toutes les constructions pouvant servir à l'extraction du pétrole et bouchèrent tous les puits et sondes afin de les rendre au moins pour quelque temps inutilisables à l'ennemi.

Dès les premiers jours de l'occupation de la région pétrolifère les Allemands se mirent au travail et se hâtèrent de procéder à la remise en état des installations et des sondes

de pétrole afin de pouvoir reprendre au plus tôt leur exploitation. La création d'une section pétrolifère attachée près de l'Etat-Major Economique avait été décidée dès le mois d'octobre 1916. Le 14 décembre 1916 cette section fut installée d'abord à Brasov d'où elle fut transférée ensuite à Campina.

La première décision prise par la section pétrolifère fut de : 1° Avoir recours au plus tôt au personnel technique ayant appartenu aux sociétés allemandes de pétrole afin de remettre en état les sondes détruites et d'exploiter de suite celles intactes ; 2° Etablir les quantités existantes de pétrole brut et trouver les moyens nécessaires de leur transport en Allemagne ; 3° Se procurer le matériel utile à la reconstruction et à la reconstitution de l'industrie pétrolifère (1).

L'industrie du pétrole fut mise sous l'Administration Militaire Allemande et monopolisée au profit de l'Allemagne. Deux directions indépendantes l'une de l'autre furent créées en vue de l'exploitation pétrolifère du territoire occupé : 1° Le commandement des terrains pétrolifères (Kodöl) dont le siège était à Campina et qui devait s'occuper de toutes les questions techniques concernant l'exploitation et le transport du pétrole ; 2° La section des huiles minérales (Mineralölabteilung) comprenant les groupes suivants (2) :

Groupe A. — Fabrication et raffinement du pétrole.

— B. — Matériel.

— C. — Chargement et expédition.

— D. — Consommation du territoire occupé.

— E. — Comptabilité avec les succursales de Plœshti,

(1) *Bericht der Militärverwaltung in Rumänien.*

(2) CREANGA. Op. cit., p. 117.

Campina et le commandement de la construction des réservoirs.

L'Office Central des Conduits dépendait de la « Section d'Huiles Minérales » mais formait à lui seul une section spéciale. Cet office démonta, pendant son activité, les conduits de l'Etat de Buzeu à Constantza et les installa de Plœshti à Giurgevo. Cette dernière conduite était plus utile aux Allemands qui exportaient notre pétrole par la voie du Danube, tandis que l'ancienne ligne ne pouvait leur servir, le port de Constantza étant bloqué.

Une Centrale de Transport « Zentralstelle für die Ölleitungen » fut créée en vue de l'exportation. Cette dernière travaillait d'accord avec « l'Office Central des Conduits. » En vue de protéger le pétrole circulant dans les conduits, l'Administration Militaire établit un service de surveillance et par l'ordonnance n° 478 du 16 avril 1918 avertit la population et spécialement les maires des communes que toute atteinte ou dégât des tuyaux serait sévèrement punie. Le 13 janvier 1917 fut créé le « Commandement des Terrains Pétrolifères (Kodöl) » et le 6 février 1917 cette direction entra en fonction. Pour faciliter la répartition du travail, le Kodöl fut divisé en deux sections : 1° La section technique destinée à procurer aux sociétés le personnel et les moteurs nécessaires à leur fonctionnement ; 2° La section militaire destinée à surveiller et à garder les installations pétrolifères. A cet effet l'Administration Militaire obligea, par l'ordonnance n° 138 du 19 mai 1917, toutes les personnes âgées de plus de 15 ans à se munir d'un passe-port pour circuler dans la zone pétrolifère. Une amende de 20.000 lei ou une peine de 3 ans de prison sanctionnaient cette disposition.

La production du pétrole n'augmentant pas assez rapidement au gré des Allemands, ils émirent, le 9 mars 1917, une ordonnance n° 29 dont les principaux passages sont les suivants :

ORDONNANCE N° 29 DU 9 MARS 1917 (1)

« En vue de la reprise de l'exploitation des mines de
« pétrole : Les entrepreneurs des mines de pétrole sont
« obligés par la présente de reprendre au plus vite l'explo-
« tation. Le pétrole extrait sera livré à l'Administration
« Militaire en échange d'un paiement avantageux en numé-
« raire. Si l'exploitation n'était pas reprise d'ici un mois,
« l'Administration Militaire se réserve le droit d'en prendre
« elle-même l'exploitation ou de la remettre à cet effet à
« d'autres entrepreneurs.

« Tous les entrepreneurs devront suivre à la reprise de
« l'exploitation les indications de la « Kodôl » établie à
« Campina. Ils devront présenter à cette dernière un plan de
« travail contenant des indications minutieuses au sujet de
« la production et de la profondeur de chaque sonde ainsi
« qu'une liste des fonctionnaires et des ouvriers dispo-
« nibles. »

En ce qui concerne les terrains pétrolifères appartenant à l'Etat Roumain nous constatons que l'Administration Militaire a accordé, par l'ordonnance n° 409, du 16 février 1918, à la section des mines, le droit de les affermer. Celle-ci avait, de plus, le pouvoir d'agir même en contradiction avec les prescriptions minières roumaines et de contracter des baux

(1) *Journal des Ordonnances*, n° 4, du 3 avril 1917.

de fermage d'une durée de 50 ans. Le fermier devait remettre à la « Kommandantur » une partie de la quantité exploitée. Celle-ci était fixée en rapport de la production et du gain réalisé. L'ordonnance n° 303, du 2 novembre 1917, augmente le texte proportionnel sur la production brute des mines en la portant à 3 %.

La première sonde remise en exploitation a été la sonde n° 195, appartenant à la société « Steaua Romana ». La production pétrolifère a augmenté en même temps que l'activité des sections.

TABLEAU N° 1

*Moyenne de la production mensuelle en rapport de
l'augmentation des sondes mises en exploitation
du mois de février 1917 au mois de septembre 1918*

MOIS 1917	EXPLOITATION		MOIS 1918	EXPLOITATION	
	Moyenne production WAGON	Nombre, Sondes EXPLOITATION		Moyenne production WAGON	Nombre, Sondes EXPLOITATION
Février.	4-14	14	Janvier.	276	367
Mars.	20-25	30	Février.	277-290	362
Avril.	47	88	Mars.	340	369
Mai.	73	99	Avril.	359	387
Juin.	100	135	Mai.	351	407
Juillet.	137-185	171	Juin.	382	419
Août.	184-204	212	Août.	384	458
Sept.	217	241	Septembre	351	492
Octobre.	236	266			
Nov.	247	315			
Décemb.	258	336			

Suivant ce tableau on peut constater qu'au mois de septembre 1918 les Allemands après un travail acharné étaient arrivés à atteindre à peu de chose près la production pétrolifère roumaine d'avant guerre. Les sociétés allemandes installées en Roumanie leur ont été de grande utilité autant par la connaissance profonde qu'elles avaient de la question du pétrole que par le personnel technique qu'elles ont pu de suite mettre à la disposition de la Kodôl et de la « Section des Huiles Minérales. »

Le droit exclusif d'exploiter les terrains pétrolifères de l'Etat ainsi que celui de raffiner toutes les quantités de pétrole brut fournies par la « Kodôl » fut accordé à la « Erdôlbetribsgemeinschaft ». Cette dernière société était formée par la réunion des sociétés allemandes « Vega » et « Steaua Romana ». Avant que ces sociétés eussent le temps de reconstruire leurs raffineries, le pétrole brut était raffiné par la société « Standard » dont les usines n'avaient pas été détruites lors de la retraite des troupes roumaines. Tout le pétrole brut était la propriété de l'Administration Militaire. Celle-ci réquisitionnait aux particuliers et aux sociétés toutes leurs productions en la payant suivant un tarif fixé par elle et qui était le suivant :

Lei, 160 la tonne pour le pétrole provenant des entreprises allemandes et neutres ayant commencé bénévolement l'exploitation.

Lei, 80 la tonne pour le pétrole provenant des entreprises roumaines ou alliées mises sous administration forcée.

Le pétrole devait être de plus livré au lieu indiqué par la « Kodôl ». Des prix spéciaux étaient fixés en ce qui concerne le raffinement du pétrole et le mode de fabrication était

adapté aux besoins de l'armée allemande ; par exemple, 20-25 % de la production de pétrole brut était transformés en « Motorine » ; ce produit étant nécessaire à l'action des sous-marins.

En vue de la réglementation de la consommation du pétrole, le commerce du pétrole brut et de ses dérivés a été prohibé par l'ordonnance n° 335 du 17 octobre 1917 (1). Pour se procurer ce produit il fallait obtenir un permis de la Section des Huiles Minérales ou à défaut du commandant d'étape. Grâce à ce système l'Administration Militaire est parvenue à réduire presque totalement la consommation des pétroles dans le territoire occupé. Les sociétés allemandes ainsi que celles sous administration forcée n'avaient pas besoin de recevoir des autorisations pour vendre le pétrole lampant. Les personnes qui vendaient clandestinement les produits pétrolifères étaient passibles d'une amende de 300 lei ou d'une peine de 6 mois de prison.

(1) *Collection d'ordonnances émises pendant l'occupation*, V. SCANTEIE
V. II.

TABLEAU N° 2

Prix fixés par la Section des Huiles Minérales en ce qui concerne les produits trouvés chez les particuliers au moment de l'occupation

PRODUITS	PRIX EN LEI POUR 100 KILOG.		
	En compte avec la centrale de décompte	A la livraison pour les troupes O. K. M.	A la livraison pour la population civile
Pétrole raffiné	12.10	14	40
Pétrole distillé	10.35	12	40
Benzine légère de 720	31.65	36.50	80
Benzine lourde de 0.750	22.15	25.50	60
Benzine solide	12	17.50	—
Benzine non raffinée	10.35	12	40
Huiles de gazification	32.20	37.50	150
Huiles à cylindres	71.30	82	340
Paraffine	75	86.50	—
Huile à roues	10.35	12	60
Mazout	9.50	11	50
Tonneaux en fer, 500 litres ..	110	—	—

Il nous faut remarquer que la benzine solide et la paraffine n'ont pas été mises à la disposition du public, car ces deux produits étaient employés par les Allemands à la fabrication des explosifs. L'huile à cylindre payée 71.30 lei au producteur ou au déposant a été ensuite vendue 340 lei au consommateur. Selon le tableau suivant nous allons pouvoir constater que les quantités modiques réservées aux besoins intérieurs étaient payées plus cher que les produits destinés à être exportés en Allemagne. Ces derniers étaient évalués au prix de revient.

PRIX EN LEI PAR 100 KILOS (Novembre 1917)

	Consommation intérieure de la Roumanie		Exportation en Allemagne	
Benzines légères	Lei	80	Lei	17.10
Benzines lourdes	»	60	»	12
Lampant distillés	»	40	»	7.80
Motorine	»	40	»	6.90
Résidus à brûler	»	50	»	6.70
Huiles minérales	»	180	»	32.20
Huiles à cylindres	»	340	»	98.40

La quantité de pétrole exportée pendant l'occupation s'élève à environ 1.200.000 tonnes (1). Rien que le butin de guerre s'élève à 65.000 tonnes, 36.000 tonnes ont été trouvées à Campina et 29.000 à Plăești.

Pendant toute la durée de l'occupation les travaux effectués en vue de l'exploitation pétrolifère ont été faits par les prisonniers de guerre roumains et par la population civile. A cet effet l'Administration Militaire donna, le 6 juillet 1918, une ordonnance n° 290 interdisant aux ouvriers des régions pétrolifères de quitter leur travail sous n'importe quel motif et interdisant de même à toute personne d'employer ces ouvriers à d'autres travaux.

Toutes les mesures prises par les Allemands pendant l'occupation en vue de réglementer le régime du pétrole faisaient partie d'un plan fixé d'avance, par lequel ils devaient parvenir à s'assurer le monopole complet de cette richesse. Dès avant la guerre les Allemands ont essayé

(1) CREANGA. Op. cit. VII, p. 118.

maintes fois d'accaparer à leurs profits toute l'industrie pétrolifère roumaine. N'ayant pu y parvenir jusqu'à l'occupation, malgré tous leurs efforts, ils profitèrent de ce qu'ils étaient les maîtres pour imposer à la Roumanie ce qu'ils n'avaient pu obtenir à l'amiable. A cet effet, d'une part ils accordèrent à la société allemande « Olländerein Pacht Gesellschaft » pour une période de 50 ans, la concession de 30.000 hectares de terrains pétrolifères appartenant à l'Etat Roumain. D'autre part, ils décidèrent de procéder à la liquidation des entreprises françaises, anglaises et belges et émirent en conséquence une ordonnance réglant cette question. Cette dernière est datée du 16 juillet 1917 et porte le n° 194. Selon son texte, on pourra ordonner la liquidation des entreprises qui ont leur capital souscrit en majeure partie par les ressortissants des Etats ennemis aux Puissances Centrales.

La liquidation peut être ordonnée par le Haut-Commandement, l'Administration Militaire en Roumanie, le Commandement de la IX^e Armée et l'Administration Allemande d'Etape de Dobroudja ; ceux-ci peuvent aussi en nommer le liquidateur. Ce dernier, une fois nommé, est tout puissant en ce qui concerne les affaires intéressant la Société en liquidation. Tous les droits et les avantages acquis par la Société lui reviennent et il est responsable de la gestion momentanée qui lui a été confiée.

La valeur totale des entreprises liquidées s'élevait à 237 millions capital (1). La liquidation avait été projetée pour une somme de 45 millions lei qui ne représentait même

(1) DJUVARA. Op. cit.

pas la valeur des produits pétrolifères extraits pendant l'occupation des terrains des Sociétés liquidées.

Dès les premier mois de l'occupation les Allemands se sont rendus compte de la grande importance que présentait pour eux l'exploitation des mines situées sur le territoire de l'Administration Militaire. A cet effet, la XII^e Section de l'Etat-Major Economique fut nommée la Section des Mines et reçut pour première mission d'inspecter les entreprises minières existantes afin de constater l'état dans lequel elles se trouvaient. Jusqu'au mois de mai 1917 des travaux de réparations furent effectués sous la direction de cette section qui compléta les machines manquantes et instruisit le personnel technique de toutes les mines. Celles de sel de Slanie et de Ocnele-Mari furent trouvées en bon état et prêtes à fonctionner.

Les Allemands accordèrent une priorité d'exploitation aux mines de sel et de lignite car ces deux produits leur étaient le plus nécessaire. Par ordre de remise en fonction citons les principales mines exploitées par nos ennemis : 1^o Mines de sel de Slanie et Ocnele-Mari ; 2^o le lignite de Valea-Copcei, Schitu-Goleshti et Doicesti ; 3^o les mines d'anthracite de Horezu et Schela ; 4^o l'asphalte de Matita ; 5^o la pirite de Baia-de-Arama et nombreux autres gisements de charbon de graphite, d'asbest, de plomb, et quelques sables contenant de l'or. Le sel, qui était la propriété de l'Etat Roumain car il forme un monopole, a été considéré propriété de l'Administration Militaire qui a exploité les salines à son profit. Les autres produits miniers étaient livrés à la Section des Mines contre paiement d'un prix fixé d'ailleurs par elle. Le prix du lignite a été fixé, par exemple, par l'ordonnance

n° 70 du 26-3-1917 (1), à 17 lei la tonne. Les entreprises travaillaient en se basant sur des contrats faits avec l'Administration Militaire.

TABEAU

Quantités de charbon, d'anthracite et de sel extraites par l'occupant de janvier 1917 au 30 septembre 1918 (2)

DATE	CHARBONS (liquit)	ANTHRACITE	SEL
1 ^{er} janvier - 31 mars 1917..	30.000	—	9.500
26 avril - 10 mai.....	11.250	—	5.550
11 mai - 25 mai.....	11.250	—	5.700
26 mai - 10 juin.....	9.600	—	5.700
11 juin - 25 juin.....	9.800	60	7.125
Juillet	17.162	—	13.480
Août	18.056	—	13.480
Septembre	15.737	—	9.964
Octobre	19.957	—	7.989
Novembre	20.038	—	7.725
Décembre	22.199	97	7.782
Janvier 1918	23.862	141	7.867
Février —	26.049	161	10.716
Mars —	23.124	93	5.316
Avril —	25.151	93	8.712
Mai —	22.396	100	8.528
Juin —	19.145	101.7	9.444
Juillet —	21.289	116	13.696
Août —			
Septembre —	45.213	126	10.413
Total.....	361.278	1.088.7	168.687

Tous ces produits exploités ont servi à l'armée d'occupation, au ravitaillement des Puissances ennemies et à la vente intérieure.

(1) *Journal des Ordonnances*, n° 7.

(2) I. GEORGIANU, Op. cit.

CONCLUSION

Influence de l'occupation allemande sur la situation économique et financière de la Roumanie

Deux années d'occupation allemande ont amplement suffi pour atteindre gravement la situation financière et économique de notre pays. Avant d'évacuer notre territoire, les hordes germaniques s'efforcèrent de leur mieux d'y laisser la trace de leur barbarie. Le pays fut transformé en un vaste désert et l'aurait été encore plus si l'avance des troupes françaises sur le Danube, simultanément avec les troupes roumaines au sud de la Moldavie n'avaient forcé les Allemands à s'enfuir avant d'avoir eu le temps de tout emporter ou tout au moins de tout détruire. Par exemple, l'arrivée d'un bataillon de chasseurs roumains empêcha les troupes allemandes en retraite de détruire à leur tour les installations qu'ils avaient faites dans la région pétrolifère.

La population des régions envahies était complètement ruinée et manquait totalement du strict nécessaire. Faute de

moyens de transport le charbon et le bois, pour se chauffer, étaient rares. Le drap pour se vêtir ayant été réquisitionné au dernier moment par les Allemands, devenait introuvable. Les routes, les lignes télégraphiques furent retrouvées en grande partie détruites. Les chemins de fer étaient dans un état déplorable. Une centaine de locomotives dont la moitié étaient encore utilisables furent retrouvées. Les Allemands les avaient mises en fonction sans remplir d'eau les chaudières afin de les faire éclater. Pendant leur retraite, les troupes allemandes ont réquisitionné les derniers bestiaux, principalement les chevaux, qui se trouvaient encore dans les villages par où passaient leurs colonnes. Le cheptel roumain était presque détruit. Il ne restait que 15 à 20 % des stocks de bestiaux de 1916. Les semences indispensables aux semailles faisaient défaut, ce qui obligea la population rurale à laisser les 2/3 des terres du pays en friche. Une grosse disette complétait toutes ces misères.

Enfin les Allemands ont fait de leur mieux pour nous détruire économiquement, avec l'espoir de pouvoir ainsi arriver à nous asservir plus facilement dans l'avenir. Toutes ces mesures financières et économiques prises par l'ennemi pendant l'occupation, n'avaient pour but que d'exploiter à fond notre territoire, au profit exclusif du Reich Allemand.

L'Administration Militaire, ainsi que l'Etat-Major Economique s'y employèrent de leur mieux sans avoir aucun souci des conséquences qui en résulteraient pour notre pauvre pays. Les sources de production ne furent ménagées qu'autant que cela était nécessaire pour pouvoir continuer à ravitailler l'Allemagne par de nombreuses exportations et pour pourvoir à l'entretien des militaires et des fonctionnaires

allemands, ainsi que de leurs familles. La situation financière de notre pays fut gravement atteinte par les mesures allemandes. La création d'un nouveau moyen de paiement fut fatale à nos finances. « En effet, l'émission de ces billets ayant comme substratum non des opérations de commerce et des transactions dérivant de la production mais des réquisitions, des actes d'accaparement des richesses du pays, a fait que la monnaie a cessé d'être l'expression exacte de la production et en a excédé les limites, en provoquant l'inflation monétaire qui subsiste aujourd'hui en Roumanie. Les Empires Centraux ont donc fait subir à la Roumanie, par leur politique monétaire d'occupation, un préjudice considérable qui doit lui être réparé » (1).

Le but de cette émission était : d'exploiter plus facilement la production de notre pays, d'accaparer ses richesses, d'éviter la dépréciation du mark et enfin, surtout, de ruiner complètement l'économie nationale et le crédit de l'Etat Roumain par la dépréciation de la monnaie nationale et le renchérissement de la vie ; on rendait ainsi sa dépendance économique plus étroite et le contrôle de la vie économique roumaine plus efficace (2). Les répercussions de cette inflation monétaire dont nul besoin ne se faisait sentir, durent encore. L'Etat Roumain a dû procéder au retrait des billets émis par la Banque Générale Roumaine. Cette opération a été très onéreuse car elle a nécessité de nombreuses mesures préparatoires.

Pour éviter la circulation de nouveaux billets qui auraient

(1) GHEORGHIU. Op. cit., p. 538.

(2) Protestation repré. roumains à la conf. de la paix.

pu être imprimés en Allemagne après l'évacuation de notre territoire, notre Gouvernement procéda dès son retour à Bucarest à l'estampillage des billets existant à ce moment dans le pays. Cela n'empêcha pas, malheureusement, que de nombreuses fraudes furent commises, vu l'état de saleté de ces billets et l'emploi des timbres humides, les empreintes se diluaient facilement. Des renseignements reçus ensuite par notre Gouvernement ont confirmé le fait que les Allemands possédant encore les clichés d'impression à Berlin ont essayé, en employant ainsi des procédés de faux-monnayeurs, d'introduire en Roumanie, par les marchés neutres, des billets de la Banque Générale Roumaine.

En 1920 on retira une partie de ces billets et actuellement on procède au retrait du restant. Ce retard est explicable par le manque de billets de la Banque Nationale pour les remplacer et par les difficultés financières du Gouvernement Roumain qui l'empêchaient de procéder à cette coûteuse mais indispensable opération. Les nouveaux impôts et taxes établis par les Allemands aidèrent puissamment à détériorer l'état de nos finances. Ceux-ci étaient, du reste, contraires à l'article 48 du règlement de La Haye de 1907 qui permet à l'ennemi de percevoir les impôts existant au profit de l'Etat occupé, mais lui interdit toute nouvelle création. De même cette perception impliquait le devoir d'utiliser les sommes perçues à l'administration du pays, or les Allemands les employèrent surtout dans leur propre intérêt.

Les contributions perçues par le Haut-Commandement Allemand ne pouvaient être légitimées que si elles étaient substituées en droit de réquisitions et si les montants étaient employés exclusivement au besoin des troupes d'occupation.

Or nous avons vu que malgré les deux fortes contributions les réquisitions continuaient de plus belle et que, de plus, ces contributions servirent à combler les déficits des budgets de la Wirtschaftstab qui n'était qu'une Centrale d'achat au profit du Reich. Avec les sommes ainsi illégalement perçues on procédait à l'entretien de nombreux fonctionnaires et de leur famille et au ravitaillement de l'Allemagne. Notre pays avait donc à supporter toutes ces dépenses, au grand détriment de ses finances.

Les mesures économiques prises par l'ennemi en vue de son propre intérêt et de la destruction de notre économie nationale complétèrent le mal fait à notre pays par les mesures financières.

Les ordonnances de Mackensen relatives au travail forcé, aux réquisitions et aux prohibitions de vente à d'autres qu'aux autorités allemandes, déséquilibrèrent complètement notre système économique. Les habitants ne pouvant se laisser mourir de faim employèrent des moyens détournés pour se procurer les vivres et les objets dont le besoin absolu se faisait sentir. Ces procédés eurent pour résultat de faire hausser les prix, car les vendeurs devaient compter ainsi avec le risque qu'ils couraient. De plus, les Allemands ayant fixé arbitrairement et bien au-dessous de leur valeur les prix de réquisitions, les producteurs se virent dans l'obligation, pour diminuer leurs pertes, de charger les autres consommateurs.

L'occupation allemande eut aussi une influence pernicieuse sur la moralité publique. Les habitants avaient pris la mauvaise habitude de passer outre les ordonnances en payant aux Allemands des passe-droits. Cette grave atteinte

à la morale et au bon ordre persista malheureusement après leur départ et donna lieu à de nombreux abus qui entravèrent l'essor économique de notre pays. En résumé, à cause de l'influence morale, financière et économique, des mesures et des habitudes résultant de l'occupation allemande le retour de notre pays à l'état normal se fait péniblement.

Economiquement, à cause des rapines allemandes, il manqua longtemps de machines et de bêtes nécessaires aux travaux des champs. D'autre part, le mauvais état de notre réseau rendit tout transport pour ainsi dire impossible et de ce fait tout échange et transaction fut rendu difficile.

Financièrement, à cause des mesures prises par l'occupant, notre monnaie nationale fut dépréciée. Cette dépréciation empira journellement par le besoin devant lequel se trouvait notre Gouvernement d'effectuer des importations. Ces dernières étaient la suite de l'état économique précaire dans lequel fut laissé notre pays par les Allemands. De nombreux achats de semences, de machines, de locomotives et de toutes sortes d'articles étaient nécessaires pour la reconstitution de nos forces productives.

Les Allemands sont donc directement responsables de la baisse actuelle et persistante du change roumain, qui n'est qu'une conséquence naturelle des mauvaises mesures financières prises par eux et de l'exploitation économique de notre pays à leur seul profit.

DEUXIÈME PARTIE

Les clauses économiques et financières du Traité de Bucarest (7 Mai 1918)

A la fin du mois de juillet 1917, le feld maréchal Von Mackensen voulait à tout prix mettre la main sur la nouvelle récolte qui couvrait les champs de Moldavie et de Bessarabie.

A cet effet, il amena à Oltuz et à Maraseshti une quinzaine de divisions destinées à percer notre front. La résistance farouche du soldat roumain qui bravement défendit la dernière parcelle de son sol national empêcha la réalisation du plan allemand.

Malheureusement, quelques mois après, devant la seconde défection russe, bien plus grave que la première, car cette fois-ci les armées maximalistes ne se contentèrent pas de garder une passivité indifférente mais agirent même contre nous, notre pays dut, contre son gré, accepter l'armistice

signé par le général russe Tcherbatcheff pour le front russo-roumain.

La situation était telle qu'il n'y avait pas d'autre issue à cause de la trahison russe, le ravitaillement de nos armées en vivres et munitions devenait impossible ; de plus, les troupes maximalistes quittant les tranchées, la Roumanie pouvait être encerclée d'un moment à l'autre par suite de l'avance des troupes allemandes au nord, en Bukovine, et au sud en Bessarabie.

Avant d'accepter la proposition de Tcherbatcheff la question du retrait de nos troupes en Bessarabie fut posée, mais on se rendit bientôt compte de l'utopie d'une telle opération. En effet, cette dernière province était elle-même entre les mains des bolcheviques et, de plus, son ravitaillement n'était guère plus facile que celui de la Moldavie. Devant la gravité de la situation les représentants de l'Entente, quoique n'ayant aucune indication de leur Gouvernement, se réunirent à Jassy, et par un procès-verbal reconnurent que la seule solution qui puisse répondre à l'intérêt de la Roumanie comme à leur propre intérêt était celle d'accepter, pour le moment du moins, l'armistice.

Le Gouvernement Roumain ayant le consentement de ses alliés, accepta alors la proposition de Tcherbatcheff, mais seulement comme un moyen momentané, car, au fond, il gardait l'espoir de pouvoir reprendre bientôt les armes contre ses ennemis. Suivant cette idée, il employa tous ses efforts à prolonger la durée de l'armistice et évita d'entrer en relation avec les Allemands en vue des négociations préliminaires de paix. Le 7 février 1918, « Mackensen, celui de tous les Germains qui étranglait avec le meilleur sourire et

la main la mieux gantée » (1) adressa un ultimatum brutal au Gouvernement Roumain. Par ce dernier il lui enjoignait, sous menace de reprendre les hostilités, d'avoir à envoyer, dans un délai de 4 jours, des délégués munis de pleins pouvoirs pour s'expliquer sur les intentions du Gouvernement.

Par suite de la rébellion et des dévastations commises par les troupes russes en Moldavie notre armée se trouvait à ce moment assez décimée et n'aurait pu résister longtemps à une attaque allemande. Notre Gouvernement fut donc forcé de se soumettre à l'ultimatum ennemi et à entrer en négociations de fait avec lui. Le 9 mars, les préliminaires de paix furent signés à Buftea et le 7 mai 1918 la paix elle-même (si on peut la nommer ainsi) fut signée à Bucarest.

Le traité de Bucarest qui, selon les paroles de M. R. de Flers (1) était une paix effroyable qui anéantissait la Roumanie vaincue, qui la mutilait, la ruinait, la spoliait pour des siècles avec un mélange d'hypocrisie et de brutalité, était, par les clauses qu'il contenait, d'une forme inédite. L'étude de ce nouveau type de traité présente un grand intérêt au point de vue économique car son but était purement et simplement la destruction de l'économie nationale du pays vaincu. Il était bien digne de la mentalité allemande selon laquelle tous les moyens sont bons pour atteindre le but fixé. La ruine et la destruction économique de notre pays ne pouvait que faciliter pour l'avenir la main-mise allemande. Le traité de Bucarest consacre la continuation

(1) R. DE FLERS. *La Petite Table*.

(1) *La Petite Table*, p. 84.

du régime d'occupation de Mackensen et, de plus, légitime toutes les ordonnances et tous les abus commis par celui-ci. Selon son texte, la Roumanie était divisée en deux parties : 1° Le territoire occupé, où le régime en cours continue à fonctionner ; 2° La Moldavie et la Bessarabie, où l'exploitation économique devait être faite par le Gouvernement Roumain au profit de l'Allemagne et sous son contrôle.

Examinons maintenant les principales clauses de la Convention économique contenue dans ce texte, qui établit le régime futur de la production roumaine. Nous verrons ensuite quel fut le fameux accord financier qui nous mettait sous la tutelle de la Reichsbank.

La Convention économique

CHAPITRE PREMIER

La Convention agricole

Mainmise des Allemands sur la production roumaine. — Création d'une Société Agricole pour l'exploitation de la terre. — Projet de colonisation. — La Convention forestière.

Le fameux traité de Bucarest qui est déclaré nul par le traité de Versailles, contenait des clauses invraisemblables dont la plupart tendaient à la conclusion d'un système de conventions économiques destinées à assurer à l'Allemagne les produits pétrolifères et agricoles de la Roumanie. Les Allemands eurent recours à plusieurs moyens pour atteindre

leur but. Ils commencèrent par forcer l'Etat Roumain à valider toutes les transactions, toutes les acquisitions, tous les contrats qui avaient été faits, pendant l'occupation, en faveur des sujets austro-allemands.

De plus, ils décidèrent de créer à leur bénéfice un monopole d'achat en ce qui concerne les céréales et le pétrole. A cet effet, obligation fut faite à l'Etat Roumain d'avoir à prohiber l'exportation de céréales dans tout autre pays que les Empires centraux. Suivant les articles I et II de la Convention économique, pendant sept ans, à partir de 1919, toutes les récoltes et tous les produits animaux roumains seront vendus exclusivement à l'Allemagne et à l'Autriche-Hongrie.

Les produits agricoles de 1918 et de 1919 étaient, par une Convention spéciale, acquis aux Puissances centrales. Selon l'article 12 de cette Convention les prix d'achat étaient fixés pour ces années de la façon suivante :

Blé et seigle.....	38 lei le quintal
Orge, avoine et maïs.	29 » —
Haricots secs.....	47 » —
Pois secs.....	43 » —
Colza	65 » —

Les prix des autres marchandises non exposées dans ce tableau étaient fixés par une Commission spéciale composée d'un Allemand, d'un Hongrois, d'un Autrichien et d'un Roumain, c'est-à-dire un Roumain contre trois délégués ennemis. Ils étaient d'ailleurs arbitrairement fixés et n'évaluaient pas les produits à leur juste valeur. Le quintal de blé qui était payé 38 lei par les Allemands se vendait en

réalité pour la consommation intérieure, 70 lei. Tous les prix de ces produits ainsi fixés à la moitié de leur valeur devaient causer de lourdes pertes à nos finances. En effet, l'Etat Roumain était, d'une part, obligé de vendre aux Empires centraux 3.800 lei le wagon de blé et, d'autre part, de payer au producteur 6.500 lei et 7.000 lei pour le même wagon.

Pour combler le déficit résultant de la différence existant entre le prix d'achat et le prix de vente notre pays aurait dû déboursier l'importante somme de deux milliards 201 millions de lei (4).

L'engagement auquel la Roumanie a été forcée de souscrire par la Convention agricole réglementant la vente des récoltes de 1919 à 1926 est un acte uni-latéral. Ceci, d'ailleurs, nous est démontré par le texte même de la Convention qui est obligatoire pour notre pays, tandis que complète liberté est laissée à l'Allemagne et à l'Autriche-Hongrie de décider s'il y avait lieu d'acheter nos produits. En effet, ces deux puissances se réservent chaque année le droit de déclarer jusqu'au 1^{er} avril, à l'Etat Roumain, si elles désirent acquérir et dans quelle mesure, le blé, le maïs, les fourrages, les plantes textiles et les laines mises à leur disposition.

Selon les articles 1 et 2 de la Convention Economique dont nous avons parlé plus haut, il était convenu que seuls les excédents des récoltes de 1919 à 1926 pourraient être exigés par les Austro-Allemands.

Ces excédents, du reste, en ce qui concerne le territoire

occupé, étaient déterminés par l'Administration d'occupation allemande. On peut facilement se rendre compte des abus auxquels cette mesure pouvait donner lieu. Pour le restant du territoire roumain, ainsi que pour le territoire occupé après la signature de la paix, la détermination des excédents devait être faite par l'Etat Roumain, avec la collaboration des représentants de l'Empire d'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie (1). Une Commission mixte allemando-austro-roumaine était, suivant l'article 4, chargée d'établir le tarif de vente des excédents. Elle devait élire son Président à l'unanimité et si elle n'y parvenait pas, le Président du Tribunal Fédéral Suisse était prié de bien vouloir le désigner.

Dans le cas où nos ennemis ne demandaient qu'une partie des excédents, notre pays n'avait pas le droit de vendre ni d'exporter la partie qui lui restait avant que la quantité des excédents demandés ne soit livrée à l'Allemagne et à l'Autriche-Hongrie (article 6). Ces deux Etats pouvaient, en retardant la réception des céréales qui, selon le traité, devaient leur revenir, compromettre la vente du restant. De là il résultait qu'il était nécessairement plus avantageux à l'Etat Roumain de vendre dès la récolte faite, tous ses produits, même à un plus bas prix, aux Empires centraux. Les Allemands allaient donc tirer de cette situation un nouveau bénéfice.

Pour faciliter toutes ces transactions, un office de réception des marchandises devait être créé. De même il était décidé qu'obligation était faite au Gouvernement Roumain d'avoir à livrer ces produits en gare ou dans un port du

(1) Art. 7.

Danube. Selon l'article 5, toutes les taxes devaient être payées par le vendeur, c'est-à-dire par l'Etat Roumain.

De plus, dès leur livraison, les produits devenaient propriété des acheteurs allemands ; donc, à partir de ce moment, ils bénéficiaient des avantages de transport et des exonérations de taxes qui, selon le traité, étaient accordées aux marchandises appartenant à des Austro-Allemands.

A part ces clauses se rapportant à la future production agricole roumaine, une clause spéciale visait la récolte en cours de Bessarabie (1). 12.500 wagons de céréales devaient être tirés de cette province et être livrés au prix de 3.800 lei le wagon. Le prix réel du wagon de blé étant en ce moment de 10.000 lei, par suite de cette mesure l'Etat Roumain allait subir une perte de 77 millions de lei (2). Cette fixation de prix ainsi arbitrairement faite, à part la ruine économique de notre pays eut pour autre répercussion la dépréciation de notre change.

En effet, selon l'article 10 de la Convention agricole, la Roumanie était obligée d'ouvrir des comptes créditeurs pour tous les paiements qui devaient être effectués chez nous par l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie. En d'autres termes, ces deux puissances se réservaient le droit de décider l'époque et les modalités qui leur conviendraient le mieux en vue de l'acquittement des produits qui leur étaient fournis. L'Etat Roumain devant payer de suite les céréales prises aux agriculteurs sera, pour faire place à cette nouvelle obligation,

(1) Ancienne province roumaine volée en 1812 par la Russie qui, après la Révolution russe de 1917, avait décidé par elle-même de revenir à sa mère-patrie (mars 1918).

(2) DJUVARA. Op. cit.

forcé d'émettre une certaine quantité de papier-monnaie. De là découlera pour lui toutes les conséquences produites par une inflation fiduciaire faite sans motif économique et sans aucune couverture. De plus, on ne sait combien notre Etat aurait dû attendre pour se voir rembourser les avances faites au compte des puissances centrales. Toutes ces conséquences ne pouvaient avoir qu'une influence pernicieuse pour la stabilité de notre change.

Les Allemands se doutant de l'influence dangereuse que pouvait avoir sur la solidité du mark une forte exportation de céréales de Roumanie en Allemagne, essayèrent pendant toute la durée de l'occupation à empêcher cette répercussion indirecte de l'acharnement qu'ils mettaient à nous détruire économiquement.

Comme dès lors ils espéraient pouvoir nous imposer une paix faite selon leur désir, ils prirent la précaution de se procurer au taux le plus bas toute espèce de créance sur la Roumanie. Ils savaient fort bien que par suite du texte même du traité de paix dont les clauses économiques devaient forcer notre pays à vendre aux Empires centraux la plus grande partie de ses récoltes, la balance commerciale roumaine allait pencher en notre faveur, les exportations de Roumanie en Allemagne dépassant celles faites par ce dernier pays chez nous. De ce fait, notre change aurait eu tendance à hausser et une dépréciation du mark en aurait été la contre-partie naturelle.

L'Allemagne et l'Autriche-Hongrie ne se contentèrent pas de ce monopole qui, par son arbitraire, causait de fortes pertes à notre pays et portait de rudes coups à notre économie nationale et à nos finances. Ces pays projetèrent, pour

augmenter leur main-mise économique, de créer une Société Agricole qui leur permettrait de devenir ainsi producteurs et exportateurs en Roumanie. Ceci était, du reste, en violation des lois et de la Constitution roumaines qui ne permettent pas aux étrangers d'acquérir des biens ruraux.

La Société Austro-Allemande dont le capital devait être de 70 millions de lei, avait pour but la prise en fermage de domaines roumains et leur culture intensive. L'Etat Roumain était forcé de reconnaître la validité de tous les baux faits sous l'occupation en faveur des sujets ennemis et de tous ceux qui seraient conclus dorénavant selon le texte même du traité de paix.

L'article 7 (Traité Economique Allemand-Roumain) donne le droit aux sujets et aux Sociétés Allemandes constituées suivant les lois allemandes, d'affermir en Roumanie des propriétés rurales par des baux de 30 ans, renouvelables pour deux nouvelles périodes de trente ans, contrairement à nos lois qui défendent le fermage à long terme. Les Allemands s'assuraient ainsi, pour un siècle, la possession de ces propriétés rurales.

Donc l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie d'une part, par l'établissement d'un monopole absolu sur la production roumaine pour neuf ans, deviennent de ce fait pour cette période, maîtresses souveraines de tout ce qui poussera et croîtra sur le territoire roumain, et, d'autre part, par la prise en bail d'un certain nombre de terres, deviennent pour près d'un siècle propriétaires d'une partie de notre sol.

La Roumanie exportant avant la guerre pour 600 millions de lei (1) de céréales, nous pouvons nous rendre compte de

(1) JANCOVICI. Op. cit.

l'immense bénéfice résultant pour l'Allemagne des clauses contenues dans la Convention Economique.

De peur que la population rurale ne vienne pas travailler les terres louées par eux, les Allemands imposèrent au Gouvernement Roumain de voter une loi établissant le travail forcé pour tous les Roumains de 14 à 60 ans. Cette loi était destinée à prolonger les mesures prises en ce sens pendant l'occupation par le général Mackensen. Elle mobilisait les travailleurs et elle les tenait à la disposition du Commandement Agricole Supérieur du pays qui pouvait, suivant les nécessités, les faire voyager d'un bout à l'autre de la Roumanie.

Cette mesure destinée à assurer en faveur de l'Allemagne un rendement agricole intensif de la terre, devait, selon le projet allemand, être complété par un traité additionnel concernant la colonisation allemande en Roumanie. Le but de ce dernier était de pouvoir remplacer la population roumaine qui, suivant le traité de paix, aurait pu être transportée en Allemagne, par des colons allemands.

« Monopole sur les richesses du sol ; accaparement de la « terre ; suppression de la liberté du travail ; condamnation « des paysans roumains aux travaux forcés. » Voilà le régime de « paix » de l'agriculture et des agriculteurs roumains. (1) »

La Convention Forestière. — La Convention qui règle le sort de nos forêts est digne, par son injustice et par sa force destructive, de la basse mentalité allemande.

(1) JANCOVICI. P. 196, op. cit.

En effet, le traité de paix dans son texte même force l'Etat Roumain à valider toutes les louches acquisitions effectuées pendant l'occupation par un grand nombre d'individus douteux qui étaient à la solde des Empires centraux. De plus, il était obligé de renoncer à toute poursuite contre les administrateurs séquestres qui s'étaient fait un plaisir de dévaster nos belles forêts.

Ces derniers avaient été nommés par l'Administration allemande et choisis parmi les personnes connues pour être favorables à l'Empire. Plusieurs sociétés austro-hongroises ont profité de l'occupation d'une partie du territoire roumain pour étendre leurs possessions forestières.

L'Etat-Major Economique avait lui-même une Section, la Section VII, qui avait pour mission de réglementer l'exploitation des forêts roumaines au profit du Reich.

Le traité de paix, par son article 20, donne le droit à l'armée d'occupation restante de procéder sans limites à la réquisition de bois et par son article 22 consacre les droits acquis précédemment par les sujets allemands.

D'autre part, l'Etat Roumain était obligé de racheter les scieries installées par les Austro-Allemands si ceux-ci ne les considéraient plus utiles pour eux-mêmes. Les institutions industrielles ennemies qui voudront continuer leurs exploitations devront avoir toutes les facilités possibles. Elles ne paieront pas de taxes de douanes ni pour les importations de machines et d'outillage qu'elles feront ni pour leur exportation de bois.

Des indemnités seront payées par l'Etat Roumain à tous les propriétaires ressortissants des pays ennemis qui ont eu à subir des dommages à cause de la guerre. Enfin, toutes les

mesures qui pourraient leur être favorables ont été prises par eux au détriment même de nos forêts. L'Allemagne avait un but précis en imposant la Convention Agricole à la Roumanie. Elle voulait par cette dernière arriver à asservir notre pays économiquement et à le rendre en tout et pour tout dépendant du Reich. Grâce à la Convention Agricole la Roumanie devenait par la force des choses un rouage de l'immense machine du pangermanisme victorieux. Elle ne pouvait plus exporter ses produits sans en être autorisée par l'Allemagne. Notre pays voyait sa production agricole réglée par les demandes de l'industrie allemande.

Voilà le sort que les Allemands victorieux réservaient aux vaincus et qui selon eux était bien doux en comparaison de celui qu'ils gardaient pour leurs autres ennemis. « Le « paysans roumain devait donc dorénavant, sous la fêrule « de nouveaux négriers, produire le plus qu'il pouvait pour « le ventre prussien. (1) »

(1) JANCOVICI. Op. cit.

CHAPITRE II

La Convention du pétrole

Concession pour 90 ans à la « Société Fermière des Terrains Pétrolifères » du droit exclusif d'exploiter les terrains appartenant à l'Etat Roumain. — Conditions de cette concession. — Le monopole d'Etat du Commerce de Pétrole. — Avantages accordés à cette Société de monopole.

Les Allemands profitèrent de la paix de Bucarest pour imposer à la Roumanie une Convention concernant le pétrole, qui leur assurait pour près d'un siècle la possession de nos riches gisements pétrolifères.

La situation et la production de nos terrains leur étaient bien connues, car avant la guerre les principales et plus importantes sociétés s'occupant de l'exploitation du pétrole appartenaient à des Allemands. Un tiers du total des capitaux placés dans l'industrie pétrolifère était souscrit par leurs nationaux. Les Allemands ont, du reste, eu, pendant les deux années d'occupation, l'occasion unique de compléter leurs informations et de se rendre compte de la

grande importance que présenterait pour eux la possession de nos puits de pétrole. L'Allemagne était un des principaux pays industriels du monde et devait donc consommer de grandes quantités de ce précieux liquide ; son pays n'étant pas producteur de pétrole, son industrie se trouvait à la merci des marchés étrangers. Pour remédier à cette grave situation les Allemands imposèrent à la Roumanie la Convention du pétrole. Grâce à elle l'avenir de l'industrie allemande était assuré et de plus le stock de pétrole nécessaire à continuer la guerre se trouvait de ce fait à nouveau complété.

Cette Convention obligeait en premier lieu l'Etat Roumain à reconnaître pour valables toutes les mesures prises pendant l'occupation en vue de réglementer le régime du pétrole. Donc, ni plus ni moins notre Gouvernement devait consacrer toutes les décisions, toutes les ordonnances émises à ce sujet par le général Mackensen. Pourtant, ainsi que nous avons pu le voir dans un des chapitres précédents, la plupart de ces mesures étaient ordonnées sans tenir aucun compte des conséquences désastreuses qu'elles pouvaient avoir pour la richesse économique et financière de notre pays. Les Allemands ne se contentèrent pas de faire donner une valeur légale à leurs vols antérieurs, ils voulurent de plus s'assurer pour l'avenir le combustible roumain dont l'utilité devenait journellement plus impérieuse en ce qui concerne le fonctionnement de leur industrie. A cet effet, ils établirent à leur bénéfice un monopole des terrains pétrolifères appartenant à l'Etat Roumain et le concédèrent à une Société allemande ou mieux dit ils obligèrent notre Gouvernement à faire suivant leur indication, cette concession. La dite Société avait

commencé son exploitation pendant l'occupation. Elle portait le nom de « Société Fermière des Terrains Pétrolifères » (Olländerein - Pacht - Gesellschaft). Sa responsabilité était limitée et elle n'avait pas à se laisser guider par les lois roumaines.

La durée de la concession était de trente années, mais comme la Société avait la faculté de prolonger deux fois ce terme, la durée effective était de quatre-vingt dix ans.

Suivant l'article 1^{er} de la Convention du Pétrole, pendant toute cette période l'Olländerein-Pacht-Gesellschaft avait le droit exclusif d'exploiter tous les terrains appartenant à l'Etat Roumain, y compris ceux d'Embatic (emphytéose, loi roumaine de 1905) en vue de la recherche de l'extraction et du traitement des pétroles, du gaz naturel, de l'ozokérite, de l'asphalte et tous autres bitumes.

Le droit d'exploitation de la dite Société comprenait le droit de construire et d'utiliser les installations destinées à l'emmagasiner et à la transformation des produits pétrolifères et leurs dérivés (1). La mise en application de ce droit aurait eu pour conséquence de faire disparaître les industries roumaines et étrangères car toutes leurs usines et outillages seraient passés sous la dépendance de la Société Fermière.

Le Gouvernement Roumain devait faciliter les travaux entrepris par cette dernière et lui permettre d'utiliser pour ses besoins, pendant toute la durée de la Convention, les voies publiques, les chemins de fer et tous les autres moyens de communication (télégraphe, téléphone, etc.).

La Société Fermière bénéficiait de tous ces avantages sans

(1) JANCOVICI. Op. cit.

avoir à payer pour cela aucun impôt public. De plus, cette Société pouvait également, en acquittant une redevance normale, faire usage des propriétés foncières appartenant à l'Etat. Suivant l'article 16 de la Convention du Pétrole, cette redevance devait être fixée à l'amiable ; en cas de désaccord le différent existant entre l'Etat et la Société devait être jugé par une Commission d'arbitres. Si au bout de deux mois les deux arbitres représentant les parties adverses ne tombaient pas d'accord en vue de la nomination d'un tiers arbitre, le Président du Tribunal Impérial de Leipzig devait le nommer en le choisissant parmi les ressortissants d'un Etat non intéressé à l'accord.

L'Etat Roumain était obligé de mettre ses forêts à la disposition de la Société afin de lui permettre d'en exploiter le bois nécessaire aux sondages et à la construction des puits de pétrole. Elle avait aussi le droit de demander à notre Gouvernement de lui accorder tous les avantages résultant de l'application de la « Loi des Mines » et de la « Loi pour l'Encouragement de l'Industrie Nationale. »

Les Allemands ne s'attaquèrent pas seulement à la propriété publique, ils prirent aussi des dispositions concernant et lésant la propriété privée. En effet « le Gouvernement Roumain à la requête de la Société devait, et dans le plus bref délai, procéder aux expropriations nécessaires pour l'intérêt et pour le compte de la Société. » Donc, chaque fois que la Société Fermière avait des raisons pour croire qu'un terrain limitant son exploitation présenterait un grand intérêt au point de vue du pétrole qu'il pouvait contenir, elle n'avait pour se l'approprier qu'à faire savoir qu'il lui était nécessaire. Les terrains de l'Etat concessionnés à

d'autres entreprises avant la signature de la Convention devaient, dès l'expiration du terme stipulé, passer de droit à la Société Fermière Allemande.

Le capital de cette dernière, dont la plus grande partie était souscrite par des Allemands, se composait de parts de fondateurs et d'actions de préférence. Le Gouvernement Allemand devait fixer le montant des actions de préférence à émettre. Celles-ci participent aux bénéfices par un dividende privilégié de 6 % (1). Le montant des actions de préférence ne doit pas dépasser 10 % de la totalité du capital. Les actions du capital de fondation seront jusqu'à concurrence d'un quart, offertes au Gouvernement Roumain qui aura le droit de les transférer, à son gré, à des représentants d'intérêts privés (2).

L'Etat Roumain reçoit annuellement une redevance de 8 % de la valeur du pétrole brut extrait. Le calcul de la redevance se fait en soustrayant d'abord le pétrole qui a été nécessaire pour faire fonctionner les machines qui ont procédé à l'extraction. Cette redevance de 8 % augmentait à 9 % pour la seconde période de 30 ans et à 10 % pour la troisième. En plus, l'Etat Roumain recevait une participation aux bénéfices qui était calculée sur les sommes distribuées à titre de dividendes et après le prélèvement des 8 %.

Si le dividende dépasse 8 % mais n'est pas plus grand que 15 % l'Etat Roumain reçoit 25 % de la somme excédant le taux de 8 %.

De 15 à 20 % il reçoit 5 % de la fraction excédant 15 %.

(1) JANCOVICI. Op. cit., p. 148.

(2) JANCOVICI, Op. cit., p. 149.

De 20 à 30 % il reçoit 5 % de la fraction excédant 20 %.

De 30 à 40 % il reçoit 5 % de la fraction excédant 30 %.

Enfin, si le dividende est de plus de 40 % jusqu'à 50 % l'Etat Roumain reçoit 10 % de la somme excédant 40 %. Dans le cas où à la liquidation de la Société la somme revenant à être répartie entre les associés dépasse le capital versé, l'Etat Roumain doit recevoir une part de cet excédent pareillement à ce qu'il aurait reçu si l'excédent avait été distribué comme dividende.

La Société s'engage à installer pendant les premières quinze années cent sondes par période de cinq ans. Au terme du contrat, toutes les sondes installées passent de droit en la possession de l'Etat Roumain.

L'Olländerein-Pacht-Gesellsechaft peut transmettre douze ans après la signature de la paix, ses droits à une autre Société désignée par les Gouvernements Allemand et Autrichien. Le chapitre II de la Convention du Pétrole imposait au Gouvernement Roumain l'obligation de reconnaître la validité de la Convention conclue le 18 février 1918 entre l'Administration Militaire et la Olländerein-Pacht-Gesellschaft relative à l'affermage pour une période de 50 ans de 30.000 heclares de terrains pétrolifères de l'Etat. D'autre part, suivant le chapitre III notre Gouvernement devait valider les liquidations des entreprises pétrolifères américaines, françaises, anglaises et belges effectuées par les Allemands pendant l'occupation. De même, il était obligé de reconnaître pour valables les mesures prises, par rapport à ces liquidations, en faveur de la Société Allemande « Erdöl Indus-

frianlagen Gesellschaft qui prenait possession de l'avoir des Sociétés plus haut citées. La durée de la concession accordée à l'Erdöl Industrianlagen Gesellschaft devra être prolongée de trois ans à partir de la signature de la paix. Cette société recevait tous les droits et tous les avantages accordés suivant le chapitre I à l'Olländerein Pacht Gesellschaft.

Les Allemands s'étant assuré ainsi la production du pétrole pour près d'un siècle, voulurent de plus accaparer le commerce du pétrole. A cet effet, ils forcèrent l'Etat Roumain de créer un monopole d'Etat de pétrole brut et de transmettre l'exercice de ce droit de monopole à une Société allemande formée par un groupe financier désigné par les Gouvernements Allemand et Austro-Hongrois. L'objet du monopole est le droit exclusif d'acquérir le pétrole brut. « Tout pétrole brut produit en Roumanie ainsi que toute « huile provenant du gaz naturel doivent être transmis à « la Société de Monopole. (1) »

Cette dernière sera une Société par actions et aura son siège principal à Bucarest. Le capital sera constitué de parts de fondateurs et de quelques actions de préférence donnant un droit de vote de 50 voix et touchant un dividende privilégié de 6 %.

Le droit de disposer des parts et actions de préférence est réservé à l'Allemagne et à l'Autriche-Hongrie. Le montant de celles-ci ne peut pas dépasser 10 % du capital total. Jusqu'à concurrence d'un quart, les parts de fondateurs seront offertes au Gouvernement Roumain qui aura le droit

(1) JANGOVICI. P. 184.

selon son gré de les garder pour lui-même ou de les donner aux particuliers. La dite Société ne devait suivre les lois roumaines que tant qu'elles étaient en concordance avec la Convention du pétrole. De plus, le Gouvernement Roumain était obligé de mettre à sa disposition tous les conduits, les réservoirs et le matériel d'exploitation qui pouvaient lui être nécessaires. Si la Société voulait faire de nouvelles installations, elle avait le droit d'utiliser gratuitement à cet effet les voies publiques et les chemins de fer. De même, si elle trouvait nécessaire pour le bien de son exploitation d'utiliser les industries existantes à son profit, elle avait le droit de le faire. Si une entente amiable n'intervenait pas entre les tiers possesseurs et la Société, l'Etat Roumain était forcé de procéder à l'expropriation des biens en litige. Les fabriques devaient travailler suivant un programme établi par la Société de Monopole. En cas de chômage, la Société avait le droit d'en prendre l'exploitation à condition de payer au propriétaire de la fabrique une redevance proportionnelle à la valeur des installations et qui lui laisse un bénéfice de 8 %.

Le prix d'achat du pétrole brut, des produits liquides et des gaz naturels était fixé tous les six mois à un « prix raisonnable » suivant la décision prise à ce sujet par la Société de Monopole. Il en était de même en ce qui concerne la fixation de la nature et de la quantité des dérivés de pétrole nécessaires aux besoins de la Roumanie.

La Société de Monopole offrait à l'Etat Roumain une redevance proportionnelle à la quantité de pétrole exporté. Ainsi, pour 1.000 kilos de pétrole brut exportés elle payait 3 lei 60 et pour 1.000 kilos de pétrole dérivés, 4 lei. Cette

redevance ainsi fixée était insignifiante par rapport à la valeur du pétrole.

Toutes les constructions de raffineries, de conduits, de réservoirs et de n'importe quelle autre bâtisse pouvant être utile à l'industrie du pétrole ne pouvaient être effectuée qu'après avoir obtenu l'assentiment de la Société de Monopole. Cette dernière avait de même seule le droit d'autoriser l'importation de pétrole ou de ses dérivés contre paiement d'une licence. La Société à monopole avait le droit exclusif d'exporter les produits pétrolifères. A cet effet il était interdit à l'Etat Roumain d'entraver par n'importe quelle mesure administrative et même douanière, ce privilège d'exportation. De même, notre Gouvernement n'avait pas le droit d'appliquer à la dite Société aucune taxe ou impôt. Malgré que sa durée n'était pas limitée la Société était exonérée de toute contribution. Le Gouvernement Allemand devait avertir trois mois à l'avance le Gouvernement Roumain de la date qu'il avait fixée en ce qui concerne l'entrée en vigueur de la présente Convention. Enfin, en dernier lieu, le chapitre V stipulait que tous les avantages mentionnés dans le I^{er} et II^e chapitres en faveur des Sociétés Allemandes Olländer-Pacht-Gesellschaft et Erdöl-Industrieanlagen-Gesellschaft s'appliquent à toutes les entreprises allemandes travaillant en Roumanie et ayant un but pétrolifère. Cette Convention, qui accapara au profit des puissances centrales la richesse pétrolifère de la Roumanie la rendait tributaire du consortium austro-allemand. Notre pays perdait ainsi une de ses plus importantes sources de revenus et voyait son industrie pétrolifère ruinée pour près d'un siècle.

Sachant que le rendement moyen des sondes roumaines

était avant 1914 d'environ 540 wagons de pétrole brut par jour (1) il nous est facile de calculer l'énorme perte subie par la Roumanie. Les Austro-allemands réalisaient donc d'énormes bénéfices à notre détriment, grâce à la Convention pétrolifère. Par les conditions imposées, « les capitaux
« étrangers autres qu'austro-allemands sont exclus de toute
« possibilité de travail et de concurrence dans ce champ
« d'activité très vaste qu'est l'industrie pétrolifère rou-
« maine. (2) »

De plus, les Allemands voulant sûrement profiter à fond des avantages qu'ils avaient jusqu'en 1998, allaient chercher à exploiter les gisements actuels jusqu'à l'épuisement et même par le forage de nouveaux puits compromettre à jamais nos réserves pétrolifères. Notre pays était donc, par cette Convention, atteint économiquement, non seulement pour le présent, mais même pour un avenir éloigné. « Est-il
« possible d'imaginer une manière plus radicale de déva-
« liser un pays et de répartir avec plus de cynisme sur la
« durée d'un siècle, les profits d'un vol légal pour lequel
« un Herr Doktor aurait certainement inventé un mot juri-
« dique nouveau, tel, par exemple, celui de « cambriolage
« emphyteotique. (3) »

(1) F. SCHMALZ GROSRUMANIEN. P. 59.

(2) JANCOVICI. Op. cit., p. 158.

(3) R. DE FLERS. Op. cit., p. 82.

CHAPITRE III

Le régime de l'industrie et des transports

Mainmise sur l'industrie roumaine. — Cession des chantiers de Turnu-Severin et de Giurgevo. — Régime des chemins de fer roumains. — Mesures prises en ce qui concerne le territoire non occupé.

Les Allemands craignant que par suite du développement pris depuis 1905 par l'industrie roumaine, les importations d'Allemagne viennent à diminuer, profitèrent de l'occupation d'une partie de notre pays pour imposer à nos industriels des mesures contraires à leurs intérêts.

La paix de Bucarest survenant en leur faveur, le Gouvernement Roumain fut forcé à reconnaître pour valables toutes les décisions de l'Administration Militaire. Pendant l'occupation, cette dernière avait procédé à la liquidation arbitraire des propriétés alliées, des fabriques, des usines, des installations industrielles avaient été vendues aux sujets des puissances centrales sans tenir aucun compte des Conventions de La Haye. Voulant éviter leur annulation à l'avenir, par voie de jugement, les Allemands stipulèrent dans le traité de paix que tous les droits ainsi acquis étaient

inattaquables. Grâce au traité de paix, toutes les affaires louches conclues sous le régime de l'Administration Militaire Allemande devenaient légales, obligatoires et étaient confirmées par l'Etat Roumain. Ce dernier dut, de plus, accepter aussi d'autres clauses destinées de même à assurer l'asservissement de notre pauvre industrie en faveur de la grande et importante industrie allemande.

Toutes les stipulations allemandes étaient conformes à un plan établi par eux de longue date. En effet, nos ennemis ont toujours essayé de se substituer d'une part à l'industrie roumaine florissante et d'empêcher, d'autre part, la création de fabriques et d'usines nouvelles dont la destination serait similaire aux établissements allemands existants à ce moment.

En 1900 même, lors d'une grave crise financière roumaine, les Allemands essayèrent de profiter de la pénible situation de l'Etat Roumain pour obtenir en garantie d'un prêt la concession totale de toute notre industrie pétrolifère. Le Gouvernement Roumain fut assez habile et ne tomba pas dans le piège qui lui était tendu ; depuis, les Allemands durent se contenter de tenir la première place des Sociétés étrangères ayant le droit d'exploiter nos terrains pétrolifères.

En vue de se substituer à notre industrie nos ennemis exigèrent, par le traité de paix, la cession des chantiers de Turnu-Severin et de Giurgewo et en vue d'empêcher toute concurrence de notre part ils imposèrent à notre Etat une Convention douanière et une Convention de transport qui ôtaient à notre industrie toute possibilité de lutter contre l'envahissement de notre marché par les produits allemands. Ceux-ci, à part l'expérience, la routine, les facilités de fabri-

cation, avaient maintenant aussi l'avantage de ne payer que des droits de douane minimes et de bénéficier de conditions de transport rapides et économiques. Il ne restait donc à notre industrie nationale qu'à devenir une succursale allemande ou à disparaître.

Notre industrie étant ainsi rendue impuissante les Allemands envisagèrent la possibilité de venir installer des fabriques et des usines en Roumanie. A cet effet, l'Etat Roumain fut obligé d'accorder aux Sociétés s'établissant chez nous le même traitement légal et fiscal qu'à l'industrie roumaine. La Convention commerciale de 1893, très favorable à l'Allemagne, fut remise en vigueur et devint obligatoire jusqu'en 1930. Des modifications et des additions en faveur de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie y furent faites. Par exemple : les Sociétés constituées suivant les lois allemandes ou autrichiennes devaient être reconnues comme ayant existence légale chez nous ; les produits allemands ou austro-hongrois ne pouvaient être taxés plus fort que les produits indigènes ; les ressortissants et les Sociétés allemandes et austro-hongroises avaient le droit d'acquérir sans aucune difficulté les biens mobiliers et immobiliers de toute nature et enfin les sujets allemands et austro-hongrois pouvaient exercer n'importe quel commerce chez nous sans être soumis à d'autres restrictions ou à des taxes et impôts plus élevés que ceux qui frappaient la catégorie la plus favorisée des ressortissants roumains ou des Sociétés roumaines.

Un office d'importation et d'exportation fut créé en vue de favoriser et de faciliter les relations économiques avec l'Allemagne. Cet office était aussi destiné à devenir un puissant centre d'espionnage au point de vue économique,

car il devait tenir le Reich au courant de tout ce qui se faisait chez nous dans l'industrie et dans le commerce.

Afin de nous rendre compte de la cupidité austro-allemande examinons la Convention relative à la cession des chantiers de Turnu-Severin. Cette Convention spéciale conclue entre la Roumanie et l'Autriche-Hongrie forçait notre Etat à remettre à cette dernière, à titre de location, dès la ratification du traité de paix et pour une durée de trente ans, avec faculté de prolongement, les chantiers de construction et de réparation de navires situés à Turnu-Séverin, sur le Bas-Danube. Cette remise comprenait toutes les installations et tout l'outillage nécessaire à l'exploitation des chantiers.

Par le fait que selon le texte même de l'accord les Austro-Hongrois ne devaient payer que 1.000 lei par an de location, cette cession obligatoire était une véritable confiscation faite au détriment de notre Gouvernement qui devait en subir les conséquences. L'Etat Roumain devait, de plus, accorder la franchise des droits de douane et de taxes quelconques à tout le matériel destiné à l'exploitation des chantiers ainsi qu'aux accessoires nécessaires à celle-ci. La même franchise devait être accordée aux produits des chantiers exportés en Allemagne et en Autriche-Hongrie. La Convention réglant le sort des chantiers de Giurgewo ressemble de beaucoup à la précédente. La location était faite, ici, pour une durée de 40 ans, avec faculté de renouvellement. La seule différence était qu'il était mentionné que le Gouvernement Roumain a le droit de se faire réserver une participation de 30 % dans le capital de la Société. Cette dernière devait être désignée par le Gouvernement Allemand. Le chantier loué devait servir à la réparation des machines. En ce qui concerne les

taxes d'importation il était prévu que « pendant une durée de cinq ans le chantier aura le droit d'importer en franchise des matières premières et produits mi-ouvrés destinés à ses installations et à son exploitation. (1) »

Ces deux prétendues Conventions permettaient donc à l'industrie allemande et à celle austro-hongroise de venir s'installer en Roumanie et, de plus, de bénéficier d'un régime spécial de faveur.

Pour consolider leur mainmise et afin de nous rendre économiquement encore plus dépendants du Reich, les Allemands forcèrent notre Etat à conclure une Convention relative aux transports selon laquelle l'exploitation de nos chemins de fer ne pouvait être faite que sous le contrôle allemand. A cet effet, ils nommèrent auprès de la direction générale des chemins de fer roumains deux délégués, un Autrichien et un Allemand, dont la mission consistait à représenter les intérêts de leurs Gouvernements. En ce qui concerne le territoire occupé l'Administration Militaire continue d'exercer son autorité sur les chemins de fer roumains. Le personnel roumain se trouvant dans cette région dépend pour tous ses actes de la juridiction des Puissances Centrales. L'Administration Militaire règle les horaires des trains et fixe les tarifs de transport. Les dépenses de l'exploitation doivent en principe être couvertes par les recettes ; si un déficit survenait il devait être couvert par l'Etat Roumain. Ce dernier devait, du reste, procéder à l'entretien du personnel allemand et roumain et à celui du matériel. L'Administration Militaire pouvait réquisitionner

(1) JANCOVICI. Op. cit., p. 164.

le bois, le charbon et les terrains nécessaires à l'exploitation. Toutes ces réquisitions devaient être payées par notre Gouvernement. De plus, les autorités roumaines étaient obligées selon l'ordre reçu de l'Administration Militaire, de procurer à celle-ci la main-d'œuvre dont elle avait besoin.

Pour le restant du territoire non occupé, les délégués des Puissances Centrales auprès de la direction des chemins de fer roumaines avaient suffisamment de puissance et d'autorité pour régler la marche de nos transports, selon la convenance des deux Etats qu'ils représentaient, et en étant en bon accord avec l'Administration Militaire des chemins de fer de la partie envahie. Selon le texte de la dite Convention l'Etat Roumain devait, par tous les moyens, favoriser et faciliter les relations ferrovières entre la Roumanie, l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie. A cet effet, il prenait l'obligation de subordonner son actuel régime de voies ferrées ainsi que toutes les constructions de l'avenir au régime de voies ferrées austro-hongroises. Dans un délai maximum de cinq ans notre Etat devait construire des raccordements entre nos lignes de chemins de fer et celles austro-hongroises et cela aux endroits désignés par la direction des chemins de fer d'Autriche-Hongrie. Toutes ces mesures étaient prises dans le seul but de lier notre pays d'un lien économique plus solide et d'en rendre l'exploitation au profit du Reich plus facile.

Les besoins et les désirs des Puissances Centrales devaient passer avant les nécessités nationales. Les marchandises allemandes et austro-hongroises avaient droit de préférence et régime de faveur en ce qui concerne leur transport. Leur transit devait être soumis au régime de la circulation des

marchandises roumaines pour tout ce qui a rapport aux taxes de transport, à l'expédition ou aux autres charges. Jusqu'en 1930 l'importation des produits allemands et austro-hongrois, de même que l'exportation des produits roumaines à destination des Puissances Centrales ne pouvaient être taxés à un taux plus élevé que celui résultant de l'application du tarif intérieur des marchandises en vigueur le 1^{er} juillet 1916. De ce fait, la Direction des chemins de fer roumaines devait tripler le tarif des marchandises et des voyageurs roumaines pour pouvoir couvrir en partie son déficit.

« Des tarifs de faveur spéciaux étaient établis pour
« pouvoir venir concurrencer sur n'importe quel marché
« roumain les marchandises de provenance étrangère. Ainsi,
« un produit anglais débarqué à Galatz à destination de
« Ramnicou-Sarat paiera des frais de transport identiques
« aux produits allemands, autrichiens ou hongrois qui
« arrivent à Varciorova voudront aller à Ramnicou-Sarat,
malgré la différence du parcours qui, dans l'occurrence, sera de quelques centaines de kilomètres. (1) »

A part toutes ces obligations résultant de la Convention, l'Etat Roumain devait s'obliger à adhérer à la Convention des chemins de fer de 1883 conclue entre l'Empire Austro-Hongrois, la Turquie et la Bulgarie, selon laquelle nos moyens de transport allaient se trouver en état de vassalité envers ceux austro-hongrois. De toutes ces mesures il résultait d'immenses bénéfices pour l'Allemagne qui pouvait disposer à son gré de notre matériel roulant et de nos voies de chemins de fer et de lourdes pertes pour notre Etat qui

(1) JANCOVICI. Op. cit., p. 170.

devait supporter tous les frais d'entretien et couvrir les nombreux déficits produits par l'administration arbitraire allemande.

Les Allemands voulant absolument avoir entre leurs mains tous les moyens de transport existants en Roumanie n'oublièrent pas, lors de la signature du traité de paix, de conclure avec l'Etat Roumain une Convention destinée à établir en leur faveur un monopole de navigation fluviale et maritime en ce qui concerne les eaux roumaines. De plus, ils exigèrent la remise de tout le parc de péniches et de navires roumains à une Société austro-hongroise. Selon l'article 1^{er} de la Convention de navigation les bateaux allemands et austro-hongrois ainsi que les marchandises qu'ils transportaient devaient bénéficier des mêmes droits et des mêmes avantages dont bénéficiaient les bateaux roumains. Les magasins, les dépôts et les ports appartenant à l'Etat Roumain devaient être tenus à la disposition des flotilles des Puissances Centrales. Des emplacements spéciaux seront aménagés pour le garage des navires et pour le débarquement des marchandises qu'ils contiennent. Ces emplacements seront exclusivement réservés aux Sociétés de navigation allemande et austro-hongroise.

L'article II donne le droit à l'Allemagne de se servir et de n'utiliser qu'à son propre besoin et qu'à son profit les élévateurs de cercles existants dans les ports de Calafat, Corabia, Turnu-Magurele, Giurgewo et Oltenitza. La même disposition était prise en ce qui concerne les élévateurs de charbons.

Toutes les installations effectuées par les Allemands pendant l'occupation seront cédées à l'Etat Roumain contre paiement des dépenses faites lors de leur construction.

II

La Convention financière

CHAPITRE PREMIER

Les indemnités

*Remboursement des billets de la Banque Générale Roumaine.
Paiement des bons de réquisition. — Remboursement des
contributions de guerre. — Remboursement des amendes.
— Indemnités à payer pour faits de guerre.*

Les Allemands après avoir dit que le traité de Bucarest sera un traité de paix « sans annexions et sans indemnités » ne se gênèrent pas pour changer d'avis au moment de son application. Ils auraient mieux fait de dire que par « sans indemnités » ils entendaient que le Gouvernement Roumain n'aurait aucun droit de se faire rembourser tous les

dommages qui lui ont été causés pendant l'occupation, mais qu'en revanche le Gouvernement Allemand se réservait le droit exclusif de se faire payer toutes les pertes subies par ses sujets par suite de la guerre.

Dans les chapitres traitant de cette question nous trouvons souvent des articles obligeant la Roumanie à renoncer aux indemnités qu'elle avait droit à réclamer, mais en ce qui concerne les Allemands tous les articles disent le contraire. Citons à l'appui l'article IV, chapitre II, du traité additionnel : « La Roumanie renonce aux indemnités concernant les « dommages causés sur son territoire par des mesures allemandes d'ordre militaire, y compris les réquisitions et les « contributions. Les sommes déjà payées par l'Allemagne « pour des dommages de toutes catégories, indiquées en « premier alinéa, seront restituées par la Roumanie, à moins « qu'elles n'aient été payées avec des fonds du pays et avec « les nouveaux billets émis par la Banque Générale « Roumaine. »

Donc, la Roumanie dévastée par l'occupation ennemie et ayant toutes ses richesses économiques détruites n'a droit à aucune indemnité, tandis que l'Allemagne qui a bénéficié des mesures prises à notre détriment peut se faire payer les quelques minimes dégâts subis par ses sujets, par suite de la guerre.

Les indemnités que l'Etat Roumain était, suivant les clauses du traité, obligé de payer, peuvent se répartir en cinq catégories : 1° Remboursement des billets de la Banque Générale Roumaine ; 2° Paiement des bons de réquisition émis par les Allemands ; 3° Remboursement des contributions de guerre imposées au territoire occupé ; 4° Remboursement

des amendes payées par diverses villes ; 5° Indemnités à payer pour faits de guerre aux sujets allemands, austro-hongrois, tures, bulgares et neutres. Au sujet de la première catégorie d'indemnités, l'article 5 (traité additionnel) fixe les conditions suivantes : « Dans un délai de six mois après la « ratification du traité de paix, les billets émis sur l'ordre de « l'Administration d'occupation par la Banque Générale « Roumaine » seront remboursés par la Roumanie par ses « propres moyens, avec des billets de la Banque Nationale « Roumaine ou par tout autre moyen de paiement légal, et « la Roumanie ne remettra pas ces billets en circulation, afin « de libérer les crédits ouverts et les dépôts faits, pour leur « couverture, à la Reichsbank Allemande. Jusqu'au rem- « boursement, les billets de la Banque Générale Roumaine « seront reconnus comme moyens légaux de paiement ; « après la ratification du traité de paix il ne sera plus émis « de ces billets. » Afin de ne pas être gênés par les dernières lignes de cet article les Allemands forcèrent la Roumanie à ratifier le traité de paix, mais se gardèrent bien d'en faire autant. Ils ajournèrent l'échange des ratifications afin de pouvoir continuer l'émission des billets de la Banque Générale Roumaine. « Dès lors, la Roumanie a été inondée de ces billets auxquels l'Allemagne donnait une investiture légale ; elle ordonnait à ses soldats de s'en servir après leur avoir pris leurs billets allemands et envoyé ces derniers en Allemagne. Elle voulait que tout fut payé en billets de la Banque Générale. Pourquoi ? Ces billets ne lui coûtaient pas cher : le papier et l'impression. De plus, par le fameux traité de Bucarest, ils prétendaient imposer à la Roumanie le remboursement de ces billets qu'ils avaient répandus par milliards

dans le pays. Cela ne les empêchait d'ailleurs pas de dire :

« Oh ! C'est une paix sans annexions, sans contributions. On ne réclamait pas de contribution de guerre directement, mais on avait émis du papier qui constituait une véritable traite tirée par l'envahisseur sur les Roumains, et dont la plus grande quantité, en dépit des Conventions, avait été émise après la signature de la paix. Voilà, par ce seul chapitre, l'Allemagne prétendait voler à la Roumanie environ deux milliards et demi » (1).

Avant la signature de la paix, 883 millions de billets ont été émis et après la signature plus de 1 milliard 400 millions. L'article 5 signé par la Roumanie équivaut à une traite signée en blanc, car le chiffre de l'indemnité qu'elle reconnaît devoir payer peut croître jusqu'à la ratification de la paix selon le bon vouloir de l'Allemagne.

La Roumanie était donc forcée de rembourser ces billets de banque créés et employés au profit exclusif des Puissances Centrales et de reconnaître ainsi pour valable ce papier-monnaie fabriqué sans aucune couverture réelle et dont l'émission non nécessaire avait détérioré ses finances.

Il était juste que les marks et les couronnes ayant servi de couverture et de garantie à l'émission de ces billets soient restitués au Gouvernement Roumain, à l'occasion de l'opération de remboursement que ce dernier devait faire conformément à l'article 5 du traité additionnel. Mais les Allemands en décidèrent autrement et pensèrent qu'en étant victorieux ils avaient le droit de ne plus payer tous les produits exportés de chez nous pendant l'occupation. A cet effet, ils déclarèrent

(1) R.-G. LÉVY. *La Roumanie économique*, Conf.

que de suite après le remboursement des billets de la Banque Générale Roumaine par notre Gouvernement la couverture de ces billets deviendrait disponible. De plus, même le stock métallique de plus de 180 millions de marks or déposés en 1916 par la Banque Générale Roumaine à la Reichsbank, au lieu d'être restitué au véritable propriétaire a été gardé en Allemagne. L'article 42 du traité décide à ce sujet : « La Rou-
« manie consent à ce que les crédits ouverts et les fonds
« déposés pour le compte de la Banque Nationale à la
« Reichsbank Allemande seront immobilisés en garantie
« pendant cinq ans pour le service de la dette publique
« roumaine vis-à-vis des ressortissants de l'Allemagne. Si
« la Roumanie, pendant dix ans, effectue un versement en
« retard, ces crédits et ces fonds pourront également être
« employés en cas de besoin au paiement des coupons échus
« et des titres rachetés. »

Donc il y a confiscation provisoire du stock métallique de la Banque Nationale Roumaine au profit de la Reichsbank. Sur cette somme en or cette dernière pouvait procéder à une nouvelle émission de marks-papier.

En ce qui concerne la seconde catégorie d'indemnité la Roumanie devait, selon le traité de paix, indemniser tous les bons de réquisition que les Allemands et leurs alliés avaient remis dans notre pays pendant toute la durée de la guerre, et en échange desquels ils avaient dévasté le territoire occupé. Ces bons de réquisition avaient servi à payer les céréales saisies qui étaient destinées aux armées en campagne ainsi que celles expédiées en Allemagne en vue du ravitaillement de la population civile. Les machines, les matières premières,

le bois et le pétrole enlevés à notre pays ont été payés en majeure partie au moyen de ces faux bons de réquisition. Pendant les tentatives de paix les Allemands s'efforcèrent d'enlever la plus grande quantité possible de produits et de marchandises existant à ce moment en Roumanie. Ils se rendaient bien compte qu'il ne se présenterait pas de sitôt une si superbe occasion pour eux de mettre la main à peu de frais sur toutes nos richesses agricoles et industrielles. Les bons de réquisition ne leur coûteraient pas bien cher, car, selon le traité de paix, le Gouvernement Roumain devait en effectuer le paiement.

L'obligation devant laquelle se trouvait l'Etat Roumain de reconnaître et de rembourser aux municipalités et aux départements les contributions de guerre imposées pendant l'occupation par l'Administration Militaire du territoire occupé, aidait à détériorer l'état de ses finances.

L'Allemagne avait imposé à notre pays deux contributions de guerre ; la première, de 250 millions et la seconde de 400 millions. Les deux étaient destinées à couvrir en partie les déficits existants dans les budgets établis par la « Wirtschaftstab » et par la « Verwaltungstab ». A part ces contributions, les villes et les villages du territoire occupé eurent à payer de grosses et importantes sommes sous forme de pénalités. Rien que la ville de Craiova, par exemple, a été imposée de cette façon d'une amende de trente millions (1). La moindre désobéissance aux ordonnances émises par l'Administration Militaire allemande d'occupation servait à cette dernière de prétexte pour imposer une forte contribution à la ville ou

(1) CREANGA. Op. cit., VII, p. 47.

au village faulif. Connaissant le système employé dans les autres pays envahis par les « Kommandanturs » allemandes, il est bien facile de nous imaginer l'abus auquel a dû donner lieu l'application de ces pénalités, laissée au bon vouloir des Allemands.

L'Etat Roumain se trouvait donc, selon le traité de paix, dans l'obligation d'effectuer le paiement ou mieux dit le remboursement de toutes les sommes déboursées par les villes et les départements roumains, en vue de l'acquittement des contributions de guerre imposées par l'ennemi. Il devait ainsi rembourser les sommes ayant servi indirectement à financer les opérations d'exploitation économique entreprises par l'Administration Militaire Allemande dans la partie occupée du territoire roumain. Donc, selon la paix de Bucarest, selon cette paix ou la mentalité allemande est mise à jour, cette paix dite « sans annexions et sans indemnités » le vaincu est forcé de payer au nom du vainqueur tous les produits et toutes les marchandises que ce dernier a pu enlever de son territoire pendant l'occupation.

La Roumanie devenant conformément au texte du traité responsable des pertes subies par la Banque Nationale Roumaine du fait des mesures prises à son égard par l'Administration Allemande, devait de plus payer à cette banque 180 millions de marks or. Cette somme avait été prise par le Gouvernement Allemand à la « Banque Nationale » en vue du paiement de la première contribution de guerre de 250 millions. Cette dernière, malgré la terreur exercée par les Allemands, n'avait produit que 25 millions. Ce fait décida le Reich Allemand à confisquer les 180 millions marks or possédés par la « Banque Nationale Roumaine » à la Reichsbank

de Berlin et de s'en servir pour compléter la somme de 250 millions lei qu'il avait demandé comme contribution au territoire occupé. La fameuse somme de 180 millions marks or, propriété exclusive de la Banque Nationale Roumaine, avait donc servi et comme couverture aux lei émis par la Banque Générale Roumaine et comme avance faite en vue d'une contribution de guerre. Nous voyons donc que grâce au texte du traité de paix l'Etat Roumain devait subir de très lourdes charges qui avaient pour résultat de contribuer à la destruction de ses finances compromises déjà par suite des mesures d'ordre financier prises par les Allemands pendant l'occupation.

Toutes les clauses examinées jusqu'ici sont, au point de vue de l'exigence allemande, bien douces en comparaison de celles imposées à notre Etat au sujet des indemnités devant être payées par lui aux ressortissants ennemis pour réparer les dommages que ceux-ci ont pu subir du fait de la guerre. Citons à cet effet l'article 6 du traité additionnel : « La Roumanie accordera aux Allemands et à ses Alliés la réparation de tous les dommages qu'ils ont subis sur son territoire par l'effet des opérations militaires effectuées par l'une des puissances belligérantes. Des dommages sont dûs aux Allemands en raison de leur qualité de participants et d'actionnaires dans les entreprises établies sur le territoire roumain (1). »

Cet article pose le principe du droit à l'indemnité mais les modalités concernant cette question se trouvent dans les articles 20 et 21 du traité additionnel. L'article 20 spéciale-

(1) JANCOVICI. Op. cit., p. 123.

ment nous expose les cas donnant droit à une indemnité. Il dit à ce sujet : « Tout ressortissant d'une partie contrac-
« tante qui a subi un dommage sur le territoire de l'autre
« partie, à la suite des lois de guerre, par la privation
« temporaire ou durable des droits d'auteurs, des droits de
« propriété industrielle, de concessions, privilèges et reven-
« dications analogues ou par la garde, la surveillance, la
« gestion ou la liquidation de biens, devra être dédommagé
« par cette autre partie de façon adéquate, dans la mesure
« où le dommage n'a pas été réparé par le rétablissement
« dans sa situation antérieure. (1) »

L'article 21 règle les indemnités qui devront être payées aux sujets ennemis pour les dommages personnels et pour ceux qu'ils ont subis en tant que participants à une Société qui a eu à souffrir des mesures prises par l'Etat Roumain. Les Allemands parlent « des obligations des parties contrac-
« tantes », mais, en fait, les Roumains n'ayant pas d'ins-
tallations en Allemagne ou en Autriche-Hongrie, ces Conven-
tions sont en vérité unilatérales, notre Gouvernement étant le seul dans les cas prévus en ce qui concerne les indemnités. La fixation et l'évaluation des dommages devaient être faites par une Commission composée d'un membre pour chaque partie sous la présidence d'un neutre. Que pouvait la Roumanie seule contre ses quatre ennemis ? Le Gouver-
nement Roumain était obligé, conformément à l'article 27 du traité additionnel, de reconstruire les installations enne-
mies démolies, d'indemniser les actionnaires, les participants à n'importe quel titre des industries qui n'ont pu norma-

(1) JANCOVICI. Op. cit., p. 114.

lement fonctionner, et, de plus, il n'avait pas le droit d'imposer aucune charge ou impôt aux Sociétés ayant eu leur activité interrompue par suite de la guerre. Cette dernière mesure devait durer autant que la période d'inactivité.

De cette manière, notre Etat devait prendre à sa charge la remise en état de toutes les entreprises austro-allemandes au risque de les voir à nouveau, par leur concurrence, tuer notre industrie nationale.

En ce qui concerne les prisonniers civils, les Allemands ont exigé de notre Gouvernement des indemnités destinées à réparer les dommages que ceux-ci ont pu subir par rapport à leur vie, leur liberté, leur santé et leurs biens. Le terme « leur santé » pouvait être exploité facilement par les sujets austro-allemands, car le contrôle en était très difficile.

Le Gouvernement Roumain devait dédommager de même tous les propriétaires ennemis des biens mis sous séquestre, mais, en revanche, il n'avait pas le droit d'intenter la moindre action contre les administrateurs sequestres nommés pendant l'occupation dans le territoire occupé. Les Allemands employés avant la déclaration de la guerre dans un service public roumain avaient le droit, selon l'article 24, d'être, sur leur demande, réintégrés dans le même emploi avec les mêmes appointements ou au moins recevoir une indemnité pour le fait d'avoir été congédiés en raison de leur qualité d'étrangers ennemis.

Grâce à cette mesure les espions allemands pouvaient reprendre leurs fonctions et continuer leur vilain travail.

L'article 8 de la Convention additionnelle oblige l'Etat Roumain à indemniser les neutres ayant souffert de la

guerre. D'autres articles réglèrent les questions de l'indemnité dûe aux prisonniers, aux propriétaires des bateaux capturés et à ceux des wagons saisis. L'Etat Roumain devait aussi indemniser l'Etat Allemand de tous les travaux d'amélioration effectués pendant l'occupation.

Les charges financières ainsi imposées à la Roumanie peuvent être évaluées à plus de quinze milliards, sans compter les destructions et les pillages subis par notre pays (1).

(1) CREANGA. Op. cit., p. 56, VII,

CHAPITRE II

La réglementation du change et le contrôle du commerce extérieur roumain

L'accord financier. — Main-levée des séquestres de la Banque Nationale et de la Caisse Centrale des Banques populaires. — L'Institution Centrale des Changes. — Le contrôle du Commerce extérieur roumain.

Les Allemands, craignant, à juste raison, que par suite des clauses économiques du traité de Bucarest l'exportation des produits roumains en Allemagne dépasse de beaucoup l'importation des produits allemands en Roumanie et qu'à cause de cela le mark et la couronne viennent à se déprécier par rapport à la monnaie roumaine, décidèrent de combattre cette répercussion indirecte du traité. A cet effet, ils imposèrent à la Roumanie un accord financier destiné à établir le contrôle de son commerce extérieur et la réglementation de son change et de sa circulation monétaire.

Selon l'article 22 du traité de paix les administrateurs-séquestres de la Banque Nationale et de la Caisse Centrale des Banques Populaires devront être supprimés. Les Alle-

mands connaissant le rôle important joué par ces deux institutions dans les finances roumaines, décidèrent de nommer des représentants auprès de chacune de ces banques. Cette mesure ne devait avoir son effet qu'après la main-levée du séquestre qui devait se faire à la rentrée des administrations centrales à Bucarest et que si les Banques sus-citées acceptaient formellement de reconnaître pour valables toutes les dispositions prises pendant l'occupation par les administrateurs-séquestres.

Les représentants civils du Commandement Suprême Allemand étaient au nombre de deux pour chaque banque. Leur fonction expirait à la date à laquelle le territoire occupé serait évacué par les armées allemandes. L'attribution de ces représentants était définie de la façon suivante : « Les
« représentants allemands auprès de la Banque Nationale
« Roumaine et auprès de la Caisse Centrale des Banques
« Populaires ont le droit de contrôler les registres et les
« écritures, de demander des éclaircissements sur toutes les
« affaires courantes et enfin de prendre part avec voix déli-
« bérative aux séances de la Direction, du Conseil d'Admi-
« nistration et aux Assemblées générales. De plus, toutes les
« affaires d'emprunt intérieur, de crédit ou d'escompte au-
« delà de 100.000 lei et les opérations avec l'étranger seront
« soumises à leur approbation. Aucune modification des
« Statuts n'est permise sans l'autorisation des représen-
« tants. Ces derniers ont, de même, le droit de contrôler
« l'exécution des obligations d'ordre économique et financier
« imposées par le Traité de Paix et par ses Conventions
« annexées. Les questions se rapportant au retrait des billets
« de la Banque Générale Roumaine, à l'entretien des troupes

« d'occupation et à la rentrée des récoltes dépendent également de ces représentants. » (1) »

En d'autres termes, selon cet accord les mandataires allemands avaient pleine liberté de fouiller dans tous les papiers et plein pouvoir de donner des ordres correspondant aux intérêts du Reich, même si ces derniers étaient contraires à la bonne marche et à la bonne gestion des deux institutions roumaines.

Afin d'avoir une mainmise plus complète et un moyen plus efficace de contrôler les opérations faites par les Banques roumaines à l'étranger, les Allemands créèrent à Bucarest une Institution Centrale de Change. Le trafic total des devises appartenant à la Roumanie était ainsi concentré et plus facilement contrôlable. Un commissaire allemand et un commissaire austro-hongrois surveillaient les opérations de change, lesquelles devaient du reste être effectuées en concordance parfaite avec les dispositions prises par ces deux commissaires.

D'après le texte du projet allemand le rôle de cette Centrale aurait été d'organiser le change des monnaies nationales en monnaies étrangères et réciproquement, de combattre la spéculation et de relever le cours du change roumain, d'encaisser et d'effectuer les paiements de l'Etat, de financer des affaires d'importation et d'exportation.

En réalité le vrai but de cette institution était d'empêcher la baisse du mark et de la couronne, de même que de surveiller et de rendre difficile toute reprise de relations commerciales entre la Roumanie et d'autres pays que les

(1) BAICORANU. Op. cit., p. 114.

Puissances Centrales. Les Allemands, maîtres aussi dorénavant de notre commerce extérieur et de nos finances pouvaient fixer arbitrairement, selon l'intérêt du Reich et de leur Economie nationale, la valeur de notre monnaie.

L'Allemagne ayant à acheter des produits roumains il était naturel qu'elle prenne des dispositions pour les avoir à meilleur compte. Elle n'avait pour cela qu'à agir par ses commissaires de la Centrale du Change, lesquels avaient toute puissance de déprécier notre monnaie nationale.

La loi d'organisation de l'Institution Centrale du Change mentionnait dans ses articles 3 et 4 que nulle banque n'avait le droit d'effectuer la vente ou l'achat de monnaies étrangères ou de faire des affaires d'importation et d'exportation qu'autant que ces opérations étaient en concordance avec les prescriptions de la loi et des mesures décidées par la Centrale des Devis.

L'Institution Centrale du Change avait aussi pour mission de tenir les comptes d'exportation et d'importation de l'Etat Roumain, quelque soit le pays avec lequel ces transactions aient été effectuées (article 7).

De même elle devait donner son consentement à toute opération de paiement de dettes, d'engagement et de paiement de coupons.

La Centrale de Change succursale en fait de la Reichsbank, servait donc aux Allemands à être absolument les maîtres de notre marché économique et financier.

La réglementation du change nous étant connue nous allons examiner maintenant les clauses de l'accord financier se rapportant spécialement aux mesures prises par les Allemands en vue de l'exécution de l'article 10 de la Convention

des Céréales et à celles qui fixaient les modalités à suivre pour les achats réciproques entre les deux pays. Les Allemands avaient grand intérêt à imposer à la Roumanie cet accord financier qui, en fait, équivalait à une traite tirée en blanc sur notre pays.

Par cet article 10 de la Convention plus haut citée, les Allemands voulaient faire croire à une réciprocité d'engagement mais, en fait, cette réciprocité n'était qu'apparente car l'engagement est absolu pour la Roumanie tandis que pour l'Allemagne il n'est que facultatif. Ceci résulte aussi de la Convention Economique, article 9, qui oblige notre pays à vendre ses produits à l'Allemagne tandis que liberté complète est laissée au Reich de décider si elle avait intérêt ou non à nous livrer les siens. D'un autre côté nous pouvons dire que le blé et le pétrole roumains étaient absolument nécessaires à la vie de l'Empire Allemand, tandis que l'Allemagne ne pouvant nous fournir pour le moment que des articles de luxe, du papier, des machines agricoles, etc..., nos achats en Allemagne ne pouvaient égaler ceux que les Allemands faisaient chez nous. De là on déduit facilement que le Reich aurait un plus grand profit que nous par l'accord financier, car l'occasion de se servir des moyens de paiements que les gouvernants signataires devaient se mettre réciproquement à la disposition se présenteront plus souvent pour eux que pour nous.

Suivant l'alinéa III de l'article 2 de l'accord financier, la Roumanie se voit obligée d'ouvrir un crédit illimité, en vue du paiement des titres d'emprunts de l'Etat Roumain appartenant à des Allemands. Comme plus de huit cent millions de ces titres se trouvaient en Allemagne le danger de se les

voir restituer d'un jour à l'autre était grand pour notre pays. Une autre lourde et très importante perte devait être subie par notre pays par suite de cet accord qui imposait à la Banque Nationale Roumaine d'avancer chaque année, au moment des récoltes, la somme nécessaire à leur achat ; en d'autres termes cette institution se voyait dans la triste obligation de déprécier le change roumain en devant procéder à une nouvelle émission de billets de banque destinés à financer l'avance faite au Reich. Il ne suffisait pas que la Roumanie soit obligée de perdre par suite de l'obligation qu'elle avait à vendre ses céréales à bas prix aux Empires Centraux, il fallait encore qu'elle subisse aussi une dépréciation de sa monnaie nationale pour en faciliter l'achat par l'Allemagne.

Cette dépréciation était, du reste, d'ailleurs, d'autre part, accentuée par la fixation arbitraire du cours du mark, 100 marks égalaient 142 lei 85, c'est-à-dire que 100 lei ne valaient plus que 70 marks, et par celle du cours de la couronne, 100 couronnes égalaient 113 lei, c'est-à-dire que 100 lei ne valaient plus que 88 couronnes 80.

L'Allemagne tirait grand profit de cette fixation arbitraire car cette mesure lui permettait d'encaisser plus à la vente et de déboursier moins à l'achat.

Par suite des clauses économiques du traité de paix, 93 % de nos exportations devant être annuellement fournies à l'Allemagne notre Etat ne pouvait plus effectuer aucun envoi à l'étranger. D'autre part, l'Empire Allemand ne pouvant lui fournir les produits nécessaires à son Economie nationale il devait absolument trouver un moyen de paiement autre que la contre-partie de la vente de ses récoltes et de

son pétrole, pour solder les importations absolument utiles, venant d'autres pays que des Puissances Centrales.

Les Allemands se rendant compte des difficultés devant lesquelles se trouvait à ce sujet le Gouvernement Roumain, de même que de l'important bénéfice et du facile contrôle qu'une avance de leur part leur permettait, résolurent de lui fournir les devises nécessaires à payer ses importations.

A cet effet, ils eurent soin, lors de la conclusion de la Convention Financière de Berlin, 18 juillet 1918, d'insérer la clause suivante (1) :

« Au cas où la Roumanie aurait besoin de faire des
« paiements à l'étranger, la Reichsbank se tient prête à
« mettre à la disposition du Gouvernement Roumain, sur
« sa demande, des sommes jusqu'à concurrence de sa dispo-
« nibilité, mais pas au-delà, sous la raison de la satisfaction
« de ses besoins économiques réels. » Cet article donne aux
Allemands le contrôle des importations effectuées de l'étran-
ger et complète donc leur mainmise sur nos finances.

Des limites très strictes ont été apportées par les clauses suivantes de la Convention à l'article plus haut cité. En effet, la somme n'étant mise à la disposition de l'Etat Roumain qu'en tant que celui-ci prouvait l'utilité économique de ses achats, on peut facilement se rendre compte de la possibilité que cette stipulation donnait aux Allemands de dire dès que l'importation ne leur convenait pas, qu'elle n'était nullement nécessaire à notre Economie nationale. Ceci devait du reste arriver chaque fois que l'objet ou le produit importé pouvait porter le plus léger préjudice à l'industrie ou au commerce allemand. Une seconde limitation résulte de la stipulation

(1) CREANGA, Op. cit., p. 60, VII.

suivante contenue dans la Convention de Berlin : « La
« Reichsbank espère qu'elle sera ordinairement en mesure
« de prendre en considération en tout ou en partie les
« demandes de la Roumanie s'il est question de besoins
« économiques réels et si ce pays fait une répartition conve-
« nable et avise d'avance. » Et plus loin : « En tout la
« Reichsbank se déclare prête à mettre à sa disposition ou
« à lui procurer à cette fin des remises d'après le cours des
« marchés neutres jusqu'à concurrence de 10 % du solde
« créateur résulté en faveur de la Roumanie au cours de
« la Convention Economique par sommes qui n'excéderaient
« pas 5 millions de marks à la fois. Cette proportion est
« réduite à 5 % jusqu'à l'expiration de la première année
« après la conclusion de la paix générale. (1) »

De toutes ces clauses il ressort l'obligation devant laquelle se trouve la Roumanie de passer par Berlin pour effectuer la moindre importation et la faculté qu'à l'Allemagne de mettre à la disposition de notre Etat que 10 % des disponibilités que celui-ci a à la Reichsbank par suite de son solde créateur résultant de la vente de ses produits conformément à la convention économique.

Notre Etat se trouvait donc de plus en plus lié à la destinée de l'Allemagne, autant commercialement que financièrement car que pouvait-il acheter dans les autres pays n'ayant qu'une minime somme de devises à sa disposition.

L'asservissement de nos finances était complet et définitif, l'Allemagne pouvait être fière de son œuvre. Notre pays était ruiné et le leur enrichi à nos dépens.

(1) CREANGA. Op. cit. p. 61. V. II.

CONCLUSION

« La double trahison de la Russie tzariste puis de la « Russie maximaliste a abandonné la Roumanie à un sort « épouvantable (1). »

Sous l'impulsion de Lénine les troupes russes conclurent une paix séparée et cessant ainsi les hostilités forcèrent notre pays à accepter les conditions allemandes.

La paix de Bucarest venait tout simplement consolider et légitimer l'œuvre de rapine, de vol et d'abus accomplie par l'Administration Militaire Allemande en Roumanie. Par ses dures et injustes clauses elle acheva d'anéantir notre pays et de détruire pour plusieurs années sa force économique.

La période suivant la signature du traité de paix fut une des plus terribles de l'occupation ennemie. Les Allemands sentant que le moment de quitter notre pays n'était pas bien loin, profitèrent des derniers jours pour tirer le maximum possible de nos richesses. Citons à ce sujet les lignes suivantes écrites par M. Goga, en 1918 : « La Roumanie est

(1) LACOUR-GAYET. Conf. *Le passé de la Roumanie*.

« aujourd'hui plus que n'importe quand pendant la guerre, « un champ d'exploitation pour un insatiable ennemi ; la « brutalité du vainqueur est sans bornes et son estomac est « sans fond. » L'obligation de l'échange des ratifications du traité de paix n'avait été prévue¹ que pour permettre aux Allemands une possession de la Roumanie aussi prolongée que leurs intérêts le dicteraient. Malgré que le texte du dit traité eut été imposé par eux et établi tout en leur faveur, les Allemands craignaient que certaines des clauses fussent une gêne dans l'exploitation intense de notre pays.

Voulant être certains que la Roumanie exécutera les diverses conditions économiques et financières qu'ils lui avaient imposées par le traité de paix de Bucarest, les Allemands décidèrent de garder à cet effet 6 divisions dans le territoire occupé. Ce chiffre n'était limité qu'à partir de la ratification du traité et ne comprenait pas les nombreuses formations destinées à assurer l'exécution des clauses économiques. L'occupation sera ainsi prolongée jusqu'à une époque qui devra être fixée ultérieurement au gré des Allemands. En d'autres termes, elle pourra être indéfinie puisque la fixation de sa durée est laissée au bon plaisir de nos ennemis.

L'Etat Roumain était obligé de pourvoir à l'entretien de cette armée qui avait de plus le droit de faire des réquisitions sans aucune limite.

Donc, cette paix dite sans indemnités et sans annexions, cette paix dite douce auprès de celle qu'ils voulaient imposer à la France, achevait l'œuvre d'asservissement économique et financier de notre pays, commencée pendant les deux ans d'occupation.

La Roumanie ayant ainsi ses frontières ouvertes, ses ressources monopolisées au profit du vainqueur, sa vie économique et financière contrôlée, devenait une colonie d'exploitation au profit de l'Allemagne et perdait complètement son indépendance et sa liberté.

Aujourd'hui, heureusement, le plan allemand s'est écroulé grâce à la victoire des Alliés ; le traité de Bucarest n'existe plus. Les clauses qui y sont insérées n'ont plus aucune valeur. Notre pays n'est plus un puits de richesse mis à la disposition des Allemands. Notre blé ne servira plus à calmer leurs ventres affamés. Notre pétrole ne donnera plus une vie à leurs moteurs et notre industrie pourra se défendre contre la leur. Mais cela ne veut pas dire qu'il faut oublier la brutalité de nos ennemis. Cette monstrueuse tentative d'asservissement économique et financier qu'est le traité de Bucarest devra rester toujours comme un modèle vivant de la basse mentalité allemande qui ne recule devant rien quand il s'agit d'atteindre un but qu'elle s'était fixée.

Vu : *Le Doyen*,
F. LARNAUDE.

Vu : *Le Président de Thèse*,
CHARLES RIST.

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
PAUL APPELL.

BIBLIOGRAPHIE

- N. BASILESCO. — *La Roumanie dans la guerre.*
C. BAICOIANU. — *La Banque Nationale pendant l'occupation*
(texte roumain).
A. N. BASILESCO. — *Le Problème monétaire roumain* (thèse
Paris).
C. D. CREANGA. — *Les Finances roumaines sous le régime de*
l'occupation et de la paix allemandes.
N. P. COMNENE. — *Notes sur la Guerre Roumaine.*
M. DJUVARA. — *La Guerre roumaine.*
N. DANAILA. — *Le Commerce extérieur de la Roumanie.*
D. EMILIAN. — *L'industrie en Roumanie* (texte roumain).
R. de FLERS. — *La petite table.*
J. GEORGIANU. — *La Roumanie sous l'exploitation ennemie*
(texte roumain).
D. GHEORGIU. — *Aperçus sur la situation économique et*
financière mondiale.
D. GHEORGIU. — *La situation monétaire de la Roumanie.*
Régime sous l'occupation allemande et état actuel.
JANCOVICI. — *La paix de Bucarest.*
R. G. LEVY. — *La Roumanie économique.*
PARASCHIVESCO. — *Les finances de guerre de la Roumanie*
(thèse).
Ch. RIST. — *Les finances de guerre de l'Allemagne.*
Ch. STIENON. — *Le mystère roumain et la défection russe.*
V. SCANTEIE. — *Collection d'ordonnances émises par l'admini-*
stration militaire du territoire occupé (texte roumain).

- V. SLAVESCO. — *La Banque Générale roumaine et la guerre nationale* (texte roumain).
F. SCHMALZ. — *Grossrumänien* (texte allemand).
M. XENOPOL. — *La Richesse de la Roumanie*.
DIVERS. — *Les forces économiques de la Roumanie*.
» *La Roumanie économique 1921*.
° D *Bericht der Militärverwaltung in Rumänien*.
(texte allemand).
-

REVUES ET JOURNAUX

- Annales statistiques et économiques*, Nov. 1918 (texte roumain).
Annuaire statistique de la Roumanie pour 1912 et 1915-1916 (texte roumain).
Chronique financière. — (texte roumain).
Le Figaro.
Journal Officiel Roumain (texte roumain).
Journal des Ordonnances (texte allemand-roumain).
Notice sur la Grande Roumanie (Office commercial français en Roumanie mai 1920).
Le Temps.
Statistiques Ministère de l'Agriculture et des Domaines.
(N. BANESCO).
-

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS.....	7
INTRODUCTION.....	15
Aperçu sur la richesse économique de la partie du territoire roumain occupé par l'ennemi.	

PREMIERE PARTIE

<i>Les mesures financières et économiques prises par l'Allemagne pendant l'occupation.....</i>	47
--	----

I

LES MESURES FINANCIERES DE L'OCCUPANT

CHAPITRE PREMIER

<i>Emission des billets de la Banque Générale Roumaine</i>	49
Motifs de cette mesure. — Cause du privilège accordé à cette banque. — Rôle joué par elle pendant l'occupation. — Les mesures prises pour empêcher la circulation des marks et des valeurs allemandes.	

CHAPITRE II

<i>Le fonctionnement de la section d'émission.....</i>	61
L'impression des billets. — Couverture des billets émis. — La circulation. — Le retrait des billets usés. Relation avec le Reichsbank. Bénéfices de la Banque Générale.	

CHAPITRE III

<i>But et conséquences de l'émission des billets de la B. S. R.</i> . . .	73
Motifs de cette émission. — Démentis aux assertions allemandes. — Emploi de l'émission au profit de l'Allemagne. — Influences financières et économiques de cette émission.	

CHAPITRE IV

<i>Les budgets établis par les Allemands</i>	85
Rôle de la Wervaltungsstab dans l'établissement du budget. — Le budget de la Wirtshafstab. — Les deux contributions de guerre. — Les taux, les impôts et les amendes. — Les opérations imposées à la Banque Nationale de Roumanie.	

II

<i>Les mesures prises par l'ennemi en vue de l'exploitation économique, du territoire occupé</i>	95
--	----

CHAPITRE PREMIER

<i>Organisation de l'Etat-major économique</i>	97
Partage du territoire occupé en vue de l'exploitation économique. — Kommandantur de département et d'étape. — Les 17 sections de l'Etat-major économique. — La commission mixte économique. — Les sous-commissions. — L'exploitation économique de la Dobroudja.	

CHAPITRE II

<i>Les réquisitions</i>	111
Réquisition des aliments. — Réquisition des machines. — Réquisition du bétail. — Le travail forcé. — Les spéculations résultant des réquisitions. — Violation de la propriété privée. — Les bons de réquisition.	

CHAPITRE III

<i>Les exportations en Allemagne et dans les autres pays ennemis. — La consommation des armées d'occupations</i>	123
--	-----

Exportations individuelles. — Exportations d'aliments. — Exportations de matières premières. — Exportation de pétrole. — Exportation d'animaux. — Les aliments et les fourrages nécessaires à l'entretien des troupes d'occupation. — Les moyens employés par les Allemands pour se procurer ces produits.

CHAPITRE IV

<i>Le régime du pétrole et des mines sous l'occupation.....</i>	137
L'organisation de l'exploitation. — L'obligation par les entrepreneurs de reprendre le travail. — La production pétrolifère pendant l'occupation. — Fixation arbitraire des prix. — Liquidation des entreprises alliées. — La Section des minerais. — Remise en état des mines. — Quantités de produits miniers extraits du territoire occupé.	
<i>Conclusion.....</i>	149

DEUXIEME PARTIE

<i>Les clauses économiques et financières du Traité de Bucarest (7 Mai 1918).....</i>	155
---	-----

I. — LA CONVENTION ECONOMIQUE

CHAPITRE PREMIER

<i>La Convention agricole.....</i>	159
Mainmise des Allemands sur la production roumaine. Création d'une société agricole pour l'exploitation de la terre. — Projet de colonisation. — La Convention forestière.	

CHAPITRE II

<i>La convention du pétrole.....</i>	169
Concession pour 90 ans à la Société fermière des terrains pétrolifères du droit exclusif d'exploiter les terrains appartenant à l'Etat roumain. — Conditions de cette concession. Le Monopole d'Etat du commerce de pétrole. — Avantages accordés à cette Société de Monopole.	

CHAPITRE III

<i>Le régime de l'industrie et des transports.....</i>	179
--	-----

Mainmise sur l'industrie roumaine. — Cession des chantiers de Turnu Severin et de Giurgevo. — Régime des chemins de fer roumains. — Mesures prises en ce qui concerne le territoire non occupé.

II. — LA CONVENTION FINANCIERE

CHAPITRE PREMIER

<i>Les Indemnités</i>	187
Remboursement des billets de la Banque Générale Roumaine. Païement des bons de réquisition. — Remboursement des contributions de guerre. — Remboursement des amendes. — Indemnités à payer pour faits de guerre.	

CHAPITRE II

<i>La réglementation du change et le contrôle du commerce extérieur roumain</i>	199
L'accord financier — Main-levée des séquestres de la Ban- que Nationale et de la Caisse Centrale des Banques popu- laires. — L'Institution centrale des changes. — Le contrôle extérieur du commerce roumain.	
CONCLUSION	207
BIBLIOGRAPHIE	211

